



— Présents dans votre communauté...

CGI est là où vous êtes. Fournissant des services complets en TI et en gestion des processus d'affaires à partir de nombreux bureaux dans le monde, nos professionnels soutiennent nos clients dans leur propre milieu, là où ils vivent et travaillent. Grâce à ce modèle, nos clients bénéficient à la fois de contacts directs avec nos équipes locales, qui assument la responsabilité des mandats, et du savoir-faire de nos ressources mondiales.



...et partout dans le monde,
pour contribuer à votre croissance
et à votre succès.

La force de l'engagement

La satisfaction des clients est au premier plan des activités de CGI. Depuis 30 ans, nous sommes solidaires de nos clients et les aidons à relever les défis qu'ils rencontrent en leur offrant des services de qualité. Figurant parmi les chefs de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires, CGI maintient une étroite proximité avec ses clients grâce à ses 25 000 professionnels œuvrant à partir de plus de 100 bureaux dans le monde. Par leur entremise, nous fournissons à nos clients la combinaison de valeur et de savoir-faire qui répond le mieux à leurs besoins en alliant judicieusement les partenariats à l'échelle locale et des options de prestation de services à l'échelle mondiale. CGI estime qu'elle a réussi quand elle a aidé ses clients à obtenir des résultats et a surpassé leurs attentes.

NOTRE APPROCHE

Chez CGI, nous comprenons que notre manière de livrer nos services fait de nous un partenaire de choix. Que nos clients souhaitent mieux satisfaire leurs propres clientèles et augmenter leurs revenus, ou encore réduire leurs coûts et atténuer leurs risques, ce sont toujours les résultats visés qui dictent notre approche.

Un modèle d'affaires axé sur la proximité—Suivant une structure axée sur les marchés métropolitains où nos clients sont établis, nos équipes assument la responsabilité du succès des mandats qui leur sont confiés.

Des options de prestation des services à l'échelle mondiale—Nos clients bénéficient de la réactivité de nos équipes locales et des coûts avantageux des services dispensés à distance dans les centres d'excellence de CGI situés au pays, outre-frontières ou outre-mer.

Des processus de qualité certifiés ISO 9001—Assorties de mécanismes d'évaluation continue de la satisfaction, les assises de gestion de CGI garantissent le maintien de rapports de qualité à long terme entre CGI et ses clients, membres et actionnaires.

Une connaissance approfondie des secteurs économiques—Nous nous appuyons sur notre compréhension des réalités de nos clients pour déployer des solutions qui transforment leur environnement d'affaires.

NOS SERVICES

Offrant une gamme exhaustive de services – services-conseils, intégration de systèmes, gestion de fonctions informatiques et d'affaires, et plus d'une centaine de solutions exclusives (voir un aperçu à la page 20) –, CGI peut répondre à l'ensemble des besoins de ses clients et améliorer ainsi toutes les facettes de leurs activités. Nous intervenons entre autres dans les domaines suivants :

Gestion des technologies—CGI gère les infrastructures complètes de nombreux clients, selon les réalités et besoins particuliers de chacun.

Gestion des applications—Nos clients comptent sur nos services de maintenance et d'amélioration des applications d'affaires pour réduire leurs coûts et accélérer la réalisation de leurs projets.

Intégration de systèmes et services-conseils—CGI aide ses clients à relever leurs défis en élaborant la stratégie, la planification, la conception et la mise en œuvre de solutions technologiques et d'affaires.

Gestion des processus d'affaires—CGI gère des processus d'arrière-guichet afin de rationaliser l'exploitation et d'atteindre de nouveaux niveaux d'efficacité et de productivité.

NOS MARCHÉS

CGI offre ses services complets aux clients œuvrant dans cinq secteurs d'activité qu'elle connaît à fond. Elle est ainsi en mesure de leur fournir le savoir-faire et les solutions dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs d'affaires.

Services financiers—Nous aidons nos clients à accroître leur compétitivité en remplaçant des environnements et des systèmes complexes par des solutions plus intégrées et axées sur les clients.

Gouvernements et services de santé—En s'appuyant sur CGI, les organisations peuvent mieux gérer le changement continu et entreprendre de vastes projets de transformation centrée sur les citoyens.

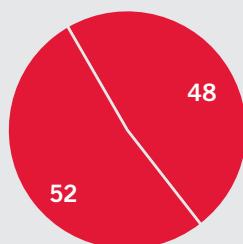
Télécommunications et services publics—CGI aide les fournisseurs à offrir de nouvelles sources de revenus tout en rehaussant la productivité et le service à la clientèle.

Secteur manufacturier—En concertation avec nos clients, nous réinventons la chaîne logistique pour accroître leur rentabilité et leur compétitivité à l'échelle mondiale.

Distribution et détail—Nous soutenons les clients qui souhaitent augmenter leur rentabilité et fidéliser leur clientèle en adoptant des modèles d'exploitation souples, axés sur les clients.

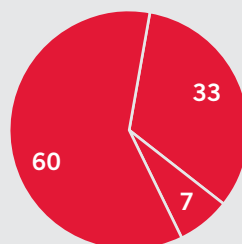
Points saillants

Selon les produits de l'exercice 2006



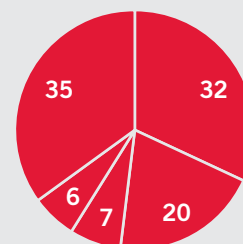
TYPES DE CONTRAT

- 52 %** Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)
 - Services en TI 41 %
 - Gestion des processus d'affaires 11 %
- 48 %** Intégration de systèmes et services-conseils



MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES

- 60 %** Canada
- 33 %** États-Unis
- 7 %** Europe et Asie-Pacifique



SECTEURS CIBLES

- 35 %** Services financiers
- 32 %** Gouvernements et services de santé
- 20 %** Télécommunications et services publics
- 7 %** Secteur manufacturier
- 6 %** Distribution et détail

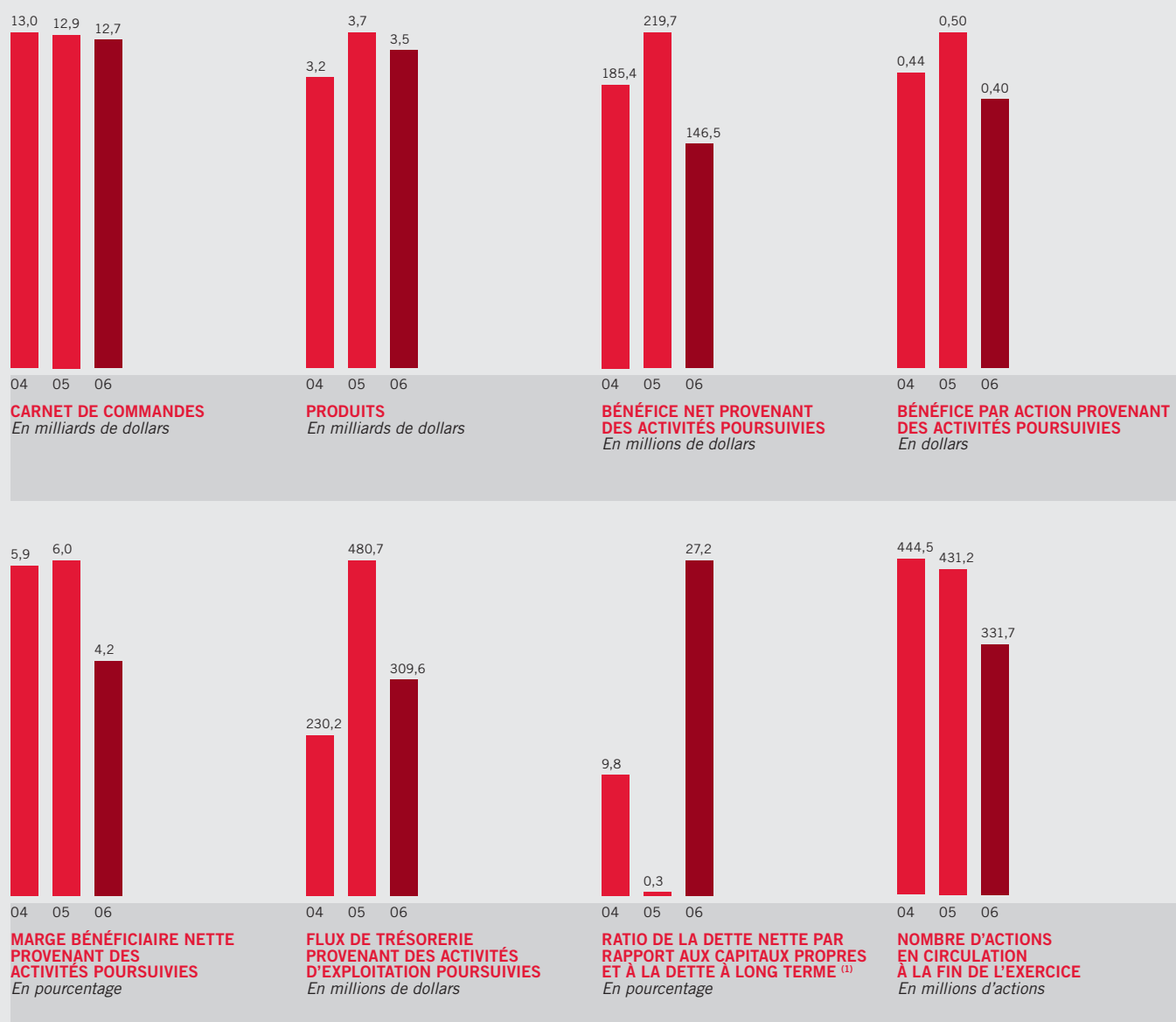
Notre stratégie de croissance

La croissance interne et les acquisitions font partie intégrante de notre stratégie d'entreprise et ont contribué conjointement à la croissance de CGI depuis sa fondation. En plus de nous aider à étendre nos compétences et nos offres de service, les acquisitions nous procurent une masse critique qui nous donne accès à des contrats de plus en plus importants.



Faits saillants financiers

Pendant l'exercice 2006, CGI s'est repositionnée en prévision de sa prochaine vague de croissance rentable. Nous conservons toujours la marge de manœuvre financière nécessaire pour déployer notre stratégie de croissance basée sur un juste équilibre entre la croissance interne et les acquisitions. Nous visons à doubler la taille de CGI tout en préservant sa rentabilité au cours des trois à cinq prochaines années.



(1) Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE

(en milliers de dollars canadiens – à moins d'indication contraire - sauf pour les données liées aux actions, ratios et pourcentages)

	2006	2005	2004
PERFORMANCE FINANCIÈRE			
Produits	3 477 623	3 685 986	3 150 070
BAIL ajusté ⁽¹⁾	310 336	346 145	310 083
Marge du BAIL ajusté ⁽¹⁾	8,9 %	9,4 %	9,8 %
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	146 533	219 698	185 386
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies	0,40	0,50	0,44
Bénéfice net	146 533	216 488	194 041
De base et dilué par action	0,40	0,49	0,46
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ⁽²⁾	149 176	237 782	218 212
De base par action (selon les PCGR des États-Unis) ⁽²⁾	0,41	0,54	0,52
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	309 561	480 709	230 197
SITUATION FINANCIÈRE			
Actifs totaux	3 692 032	3 986 659	4 316 515
Capitaux propres	1 748 020	2 494 690	2 461 862
Capitaux propres par action ordinaire	5,27	5,79	5,54
Fonds de roulement	248 694	332 387	362 130
Ratio de fonds de roulement	1,37	1,47	1,47
Dette à long terme (portions court terme et long terme)	813 259	249 700	489 820
Ratio de la dette à long terme par rapport aux capitaux propres ⁽³⁾	31,8 %	9,1 %	16,6 %

	EXERCICE 2006				EXERCICE 2005			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
RÉSULTATS TRIMESTRIELS								
Produits	845 820	866 504	866 836	898 463	904 840	936 394	915 662	929 090
BAIL ajusté ⁽¹⁾	91 121	77 642	62 827	78 746	89 427	90 173	80 366	86 179
Marge du BAIL ajusté ⁽¹⁾	10,8 %	9,0 %	7,2 %	8,8 %	9,9 %	9,6 %	8,8 %	9,3 %
Bénéfice net	39 532	35 944	14 149	56 908	55 792	57 759	49 594	53 343
De base et dilué par action	0,12	0,11	0,04	0,13	0,13	0,13	0,11	0,12
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation poursuivies	54 436	108 947	82 550	63 629	121 967	188 800	67 164	102 778

(1) Le BAIL ajusté représente le bénéfice net ajusté avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus – gain à la vente d'un placement dans une société satellite, participation dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées. La marge du BAIL ajusté est calculée par rapport aux produits.

(2) Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 26 des états financiers consolidés.

(3) Le ratio de la dette à long terme par rapport aux capitaux propres représente l'importance relative de la dette à long terme par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

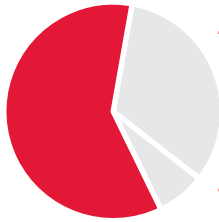


Nous vous épaulons

Burnaby, BC
Calgary, AB
Charlottetown, PE
Edmonton, AB
Fredericton, NB
Halifax, NS
Montréal, QC

Ottawa, ON
Québec, QC
Regina, SK
Saguenay, QC
Saint John, NB
St. John's, NL
Toronto, ON

Vancouver, BC
Victoria, BC
Waterloo, ON
Winnipeg, MB



Canada – Un riche héritage

Fondée il y a 30 ans au Québec, CGI a progressivement étendu sa portée à l'ensemble du Canada et compte aujourd'hui parmi les principaux employeurs et fournisseurs de services en TI au pays. Au fil de sa croissance, CGI a toujours maintenu son engagement à soutenir la transformation des entreprises et des gouvernements canadiens. En 2006, CGI a consolidé son leadership au sein du marché grâce au renouvellement et à l'obtention de nouveaux contrats et à l'acquisition de firmes spécialisées dans l'Ouest canadien. CGI est aussi demeurée le chef de file de la prestation, sur le continent, de services de gestion des applications et des technologies, comme en témoigne la mise sur pied de ses nouveaux centres dans les provinces de l'Atlantique. Ces centres sont venus renforcer le modèle de prestation des services de CGI, qui vise à combiner de manière optimale les services dispensés localement, outre-frontières et outre-mer. Ayant interviewé plus de 1000 clients du Canada dans le cadre de ses processus de gestion certifiés ISO 9001, CGI a obtenu une cote de satisfaction moyenne de 8,7 sur 10. Sur cette base, elle est déterminée à faire sa part pour soutenir l'avancement du Canada et prévoit demeurer le leader du secteur canadien des TI au cours des 30 années à venir.

CIRQUE DU SOLEIL

« Nous recherchions un fournisseur de services en TI capable de soutenir nos activités partout dans le monde. Il nous fallait un vrai partenaire, aussi agile et rigoureux que nous. Nous savions aussi que pour réaliser nos projets de croissance, nous aurions besoin de nous appuyer sur des professionnels qui demeurent toujours à la pointe du savoir technologique. Voilà pourquoi nous avons confié la réalisation de nos fonctions informatiques à CGI, dans le cadre d'un contrat d'impartition de 10 ans. Nous sommes confiants que cette décision s'avérera bénéfique pour le Cirque du Soleil. »

DANIELLE SAVOIE

Vice-présidente de la gestion du savoir
et des technologies de l'information
Cirque du Soleil

BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE

« En 2003, quand nous avons décidé d'impartir plusieurs aspects de la gestion et de l'exploitation de nos TI au Canada, nous avons choisi un partenaire de confiance : CGI, qui nous fournissait certains services depuis 2000 et avec qui nous avons déjà noué des liens solides. Nos attentes ont été comblées. En plus d'offrir d'excellentes possibilités de carrière à nos employés qui joignaient ses rangs, CGI nous a procuré des économies substantielles et une grande souplesse, tout en améliorant la qualité du service. Pour nous, c'est un grand succès ! »

ROBERT PROULX

Vice-président, Processus d'affaires et
Chef de la direction de l'information
Bombardier Aéronautique

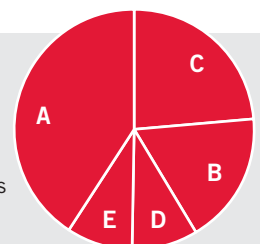
Quelques-uns de nos clients

Banque Nationale du Canada	Innovaposte
Bell Canada Entreprises	Manulife
Cott	Pfizer

10 provinces et territoires
Plus de 60 municipalités

Secteurs cibles

A Services financiers
B Gouvernements et services de santé
C Télécommunications et services publics
D Secteur manufacturier
E Distribution et détail





Nous sommes à l'écoute

Albany, NY
Andover, MA
Annapolis, MD
Atlanta, GA
Austin, TX
Baltimore, MD
Birmingham, AL
Boston, MA
Buffalo, NY

Canton, MA
Charlotte, NC
Chicago, IL
Cleveland, OH
Columbia, SC
Columbus, OH
Dallas, TX
Denver, CO
Fairfax, VA

Fort Worth, TX
Frankfort, KY
Hartford, CN
Honolulu, HI
Houston, TX
Los Angeles, CA
Madison, WI
New Orleans, LA
New York, NY

Oakland, CA
Oklahoma City, OK
Philadelphia, PA
Phoenix, AZ
Princeton, NJ
Rancho Cordova, CA
Redwood City, CA
Richmond, VA
Roseland, NJ

Russell County, VA
Sacramento, CA
San Diego, CA
Sarasota, FL
Seattle, WA
St. Louis, MO
Tampa, FL
Washington, DC



États-Unis – À l'aube d'une croissance sans précédent

CGI a fait de l'exercice 2006 une période de renforcement et de positionnement sur le marché américain, où elle vise à doubler son chiffre d'affaires d'ici trois à cinq ans. Il en a résulté une croissance d'environ 10 %, soutenue par une intensification substantielle des activités et un taux élevé de renouvellement des contrats. Cette croissance démontre que le marché a compris la valeur des forces réunies de CGI et d'AMS, acquise il y a deux ans. Par ailleurs, tout au long de l'année, CGI a obtenu des rétroactions favorables de la part de ses clients américains. Au terme d'environ 700 entrevues effectuées dans le cadre de ses processus de gestion certifiés ISO 9001, elle a obtenu une cote de satisfaction moyenne de 9 sur 10. Par l'entremise de plus de 50 bureaux, y compris les bureaux de CGI Federal qui répondent spécifiquement aux besoins de nos clients du gouvernement fédéral américain, CGI est présente dans chacune des grandes régions des États-Unis. Nos clients profitent aussi de la souplesse des services dispensés à distance, outre-frontières et outre-mer. De fait, nos centres d'excellence en Inde servent plusieurs clients américains et la croissance est telle que nous prévoyons y ouvrir de nouveaux bureaux pouvant accueillir jusqu'à 5 000 professionnels. Cet éventail d'options continuera à alimenter la croissance de CGI aux États-Unis, surtout dans le segment des mandats d'impartition. En 2007, et tenant compte de la transition de la marque CGI-AMS vers la marque CGI, CGI maintiendra son élan tout en continuant à se concentrer sur l'atteinte des résultats recherchés par ses clients.

CHICAGO STOCK EXCHANGE

« La Bourse de Chicago procède à une transformation importante de son modèle d'entreprise. Bientôt le parquet aura physiquement disparu : les opérations boursières seront entièrement automatisées. La valeur du partenariat que nous avons établi avec CGI s'est avérée inestimable durant cette transition. Dans le cadre de son modèle mondial de prestation des services, CGI a mis à contribution des membres de Chicago, de Halifax et de Bangalore pour nous fournir sans cesse des services de haute qualité à prix avantageux. CGI est un partenaire unique qui nous apprécie, tout comme nous apprécions nos propres clients. »

JOHN KERIN

Vice-président exécutif, chef de l'exploitation et chef de la direction technologique
Chicago Stock Exchange, Inc.

NEW YORK STATE HOUSING TRUST FUND

« La Housing Trust Fund Corporation (HTFC) de l'état de New York fournit des services d'administration des contrats relatifs aux propriétés qui lui sont attribuées par le Département américain du logement et de l'urbanisme (HUD). Nous avons établi un partenariat avec CGI en raison de ses professionnels chevronnés, spécialistes du logement, qui connaissent notre secteur à fond. Nous voulions aussi avoir accès au système de suivi de l'administration des contrats (CATS) de CGI, une plate-forme robuste qui nous permet de gérer efficacement, de visualiser et de retracer les transactions liées à chaque propriété que nous supervisons. L'équipe de CGI a sans cesse répondu à nos besoins avec souplesse, dévouement et transparence, dans un contexte de communication efficace. »

ALAN SMITH

Commissaire adjoint
Housing Trust Fund Corporation

U.S. GENERAL SERVICES ADMINISTRATION

« La U.S. General Services Administration (GSA) a adopté le logiciel de gestion financière Momentum de CGI en 1998. Cette application, que nous nommons chez nous « Pegasys », relie aujourd'hui plus de 4 000 utilisateurs répartis dans 11 régions et traite annuellement plus de 40 millions de transactions. Cette année, GSA a installé la nouvelle version Web de Pegasys. Ce projet a été couronné de succès grâce à l'esprit d'équipe remarquable de GSA et CGI. »

KATHLEEN M. TURCO

Chef de la direction financière
U.S. General Services Administration

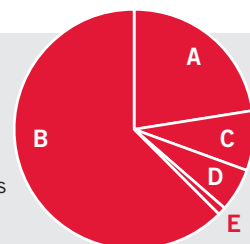
Quelques-uns de nos clients

Aetna	Microsoft
Blue Cross Blue Shield	PNC Bank
John Hancock	Russell Investment

Plus de 190 organisations locales et d'État
Plus de 100 agences fédérales

Secteurs cibles

A Services financiers
B Gouvernements et services de santé
C Télécommunications et services publics
D Secteur manufacturier
E Distribution et détail





Nous sommes partenaires

EUROPE

ALLEMAGNE
Düsseldorf

ANGLETERRE
Basingstoke
Bristol
Londres
Stevenage

BELGIQUE
Bruxelles

ESPAGNE
Madrid
Malaga

FRANCE
Paris

HONGRIE
Budapest

ITALIE
Milan

PAYS-BAS
La Haye

POLOGNE
Varsovie

PORTUGAL
Lisbonne

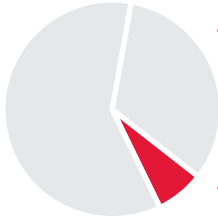
SUÈDE
Stockholm

SUISSE
Zoug

ASIE-PACIFIQUE

AUSTRALIE
Canberra
Melbourne
Sydney

INDE
Bangalore
Mumbai



Europe et Asie-Pacifique – Une solide présence

Forte de ses 14 bureaux dans les régions du sud, du centre et du nord de l'Europe, de ses trois bureaux en Australie et de ses deux bureaux en Inde, CGI confirme sa détermination à servir les clients d'Europe et d'Asie-Pacifique ainsi que les clients nord-américains qui veulent s'appuyer sur un partenaire d'envergure internationale pour se développer à l'échelle mondiale. Ayant interviewé plus de 150 clients d'Europe et d'Asie-Pacifique dans le cadre de ses processus de gestion certifiés ISO 9001, CGI a obtenu une cote de satisfaction moyenne de 8,8 sur 10. Il est donc naturel que sa clientèle s'accroisse substantiellement dans ces régions tandis qu'elle s'emploie à doubler sa présence en Europe d'ici trois à cinq ans. L'acquisition de la société parisienne Plaut Consulting, un leader du déploiement des solutions SAP, a marqué l'exercice 2006. Signalons également la mise sur pied, en Espagne, d'un centre de prestation des services qui est venu compléter l'infrastructure mondiale de CGI. Fournisseur privilégié du secteur des télécommunications, CGI s'efforce d'intensifier sa présence dans ce secteur tout en renforçant ses assises, déjà solides, dans les secteurs des services financiers et des gouvernements. Pendant l'exercice 2007, CGI continuera à mettre l'accent sur l'excellence des services et à aider ses clients à se transformer en misant sur l'éventail complet des technologies, pratiques et solutions de pointe de CGI.

HBOS (HALIFAX BANK OF SCOTLAND)

« HBOS plc, qui sert jusqu'à 22 millions de clients par l'entremise de canaux diversifiés, se classe au premier rang des fournisseurs de prêts hypothécaires et de produits d'épargne au Royaume-Uni. Le partenariat que nous avons établi avec CGI il y a dix ans nous a aidés à rendre notre modèle de service à la clientèle plus homogène et moins coûteux. CGI est un partenaire souple qui s'adapte à l'évolution de notre environnement et qui partage notre engagement à nous distinguer par la qualité, la disponibilité et la fiabilité supérieures de nos services. »

CATHERINE RUTTER

Chef de la direction des ressources
humaines et du changement
Recouvrements, Services aux particuliers
HBOS plc

USINE D'ÉLECTRICITÉ DE METZ (UEM)

Première régie indépendante française d'électricité, l'UEM dessert plus de 150 000 clients. Depuis 2002, l'UEM et CGI ont travaillé en partenariat pour réaliser la solution *efluid* de gestion clientèle et de facturation dédiée au marché des *utilities*. Ce progiciel, unique sur le marché, permet à tout opérateur de gérer ses différentes activités en intégrant les dispositions réglementaires liées à l'ouverture des marchés de l'énergie. Depuis, la solution *efluid* a été commercialisée à plusieurs clients en France. « CGI a été retenue pour ses compétences métier, sa maîtrise de la technologie et sa capacité à nous accompagner dans notre projet. Les derniers contrats *efluid* signés et les opportunités commerciales en cours confirment le succès de notre partenariat. »

GÉRARD VINCENT

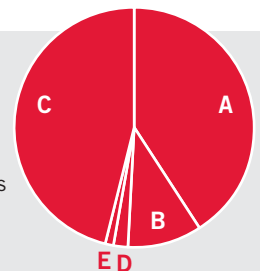
Directeur général
UEM

Quelques-uns de nos clients

Allianz	O ₂ Germany
Australian and New Zealand Bank (ANZ)	Polkomtel
BNP Paribas	Telstra
Cofinoga	Vodafone
France Telecom	

Secteurs cibles

- A Services financiers
- B Gouvernements et services de santé
- C Télécommunications et services publics
- D Secteur manufacturier
- E Distribution et détail



SERGE GODIN

Fondateur et président exécutif du conseil

MICHAEL E. ROACH

Président et chef de la direction

— Nous poursuivons le dialogue



Serge Godin, fondateur et président exécutif du conseil, et Michael E. Roach, président et chef de la direction, parlent des réussites et des défis qui ont marqué l'exercice 2006. Ils discutent aussi de l'avenir de CGI, de son modèle d'entreprise et de sa stratégie de croissance rentable.

Pendant l'exercice 2006, CGI s'est préparée à entreprendre la prochaine phase de son évolution. Trente ans après que les fondateurs Serge Godin et André Imbeau aient commencé à rêver de « *créer un environnement où nos membres ont du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, ils participent au développement d'une entreprise dont ils sont fiers* », du sous-sol où ils avaient établi leur entreprise naissante, CGI est devenue une firme mondiale. Au fil de sa croissance, CGI s'est développée dans toutes les régions du Canada, puis aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Inde. Et aujourd'hui, les 25 000 membres de CGI perpétuent le rêve de MM. Godin et Imbeau.

SERGE GODIN, FONDATEUR ET PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL

Nous sommes très fiers de ce que nos gens ont réalisé au cours des 30 dernières années et ce qui nous enthousiasme encore plus, ce sont les possibilités des 30 prochaines années. Nous continuons à travailler pour construire un avenir meilleur, tout en veillant à offrir des services de la plus haute qualité. C'est un parcours auquel tous nos membres contribuent. Et quand la croissance est au rendez-vous, le travail est passionnant!

Au cours de chacune des décennies qui se sont écoulées depuis la création de CGI, nous avons observé une pause qui nous

a permis de reprendre notre souffle à l'issue d'une phase de croissance rapide. Ainsi, pendant l'exercice 2006, CGI s'est repositionnée pour la troisième fois de son histoire en prévision de sa prochaine vague de croissance rentable.

MICHAEL E. ROACH, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Quand on analyse notre performance historique, on constate que CGI a réalisé une croissance remarquable au cours des dix dernières années, multipliant par plus de 30 son chiffre d'affaires, qui est passé de 100 millions \$ pour l'exercice 1996 à 3,5 milliards \$ en 2006.

Au cours de l'exercice 2006, tout en renforçant la stratégie sur laquelle nous nous appuyons pendant notre prochaine décennie de croissance, nous avons fait face à deux défis qui exigeaient des correctifs immédiats. Le premier était la vigueur soutenue du dollar canadien, qui a diminué nos produits de plus de 100 millions \$. Le deuxième était la réduction de plus de 115 millions \$ des dépenses de BCE, par rapport à l'exercice 2005. En réponse à cette situation, nous avons entrepris dès le deuxième trimestre un programme de renforcement de la situation concurrentielle qui visait à augmenter le taux d'utilisation de nos effectifs liés au compte BCE, à accélérer le déploiement de notre modèle mondial de prestation des services et à ramener progressivement notre marge bénéficiaire à son niveau historique moyen – l'un des plus élevés du secteur des TI. Dans le cadre de ce programme, nous avons aussi lancé notre stratégie de promotion de notre offre globale, qui vise à soutenir notre croissance rentable. Nous avons bien progressé sur tous ces fronts.

Équipe de direction

S.G. Les remaniements organisationnels qui ont eu lieu cette année avaient pour but de maintenir la solidité et la stabilité de l'équipe de direction – deux facteurs clés de succès des entreprises de services. De plus, au fil de la croissance de CGI depuis 30 ans, j'ai constaté que je manquais de temps pour établir des liens avec les clients. Or, je crois que mes heures ne sont jamais si bien employées que lorsque j'aide des clients à transformer leur entreprise. À présent, je passe à nouveau les trois quarts de mon temps avec nos clients et avec nos équipes internes.

Michael et moi travaillons ensemble depuis 1998. Le rééquilibrage de nos responsabilités a donc été simple à réaliser et la nouvelle structure fonctionne très bien.

M.E.R. Comme toute autre entreprise, CGI a besoin de continuité, au niveau de la direction, pour rester forte. L'accession d'André au rôle de vice-président exécutif du conseil s'inscrit dans cette continuité. De plus, il a endossé les responsabilités de secrétaire

de CGI et s'occupe de nos relations avec certains clients très importants. David Anderson a ensuite été nommé vice-président exécutif et chef de la direction financière. Compte tenu de son expérience et du respect dont il jouit au sein de CGI, son intégration à l'équipe de direction s'imposait naturellement. En qualité de membres du Comité exécutif de CGI, Serge, André, David et moi travaillons en étroite collaboration pour assurer l'essor futur de CGI.

S.G. Quand on s'engage dans un partenariat d'affaires, on veut avoir l'assurance que la personne à qui on serre la main sera là pour nous tout au long de l'exécution du contrat. Je fais partie de CGI depuis le premier jour et je peux vous confirmer que le taux de roulement a toujours été l'un des plus faibles de notre secteur : nos membres sont extrêmement fidèles aux clients, à CGI et à notre rêve. Il s'agit là d'un attribut distinctif unique. Les décideurs savent reconnaître la profondeur ; ils recherchent un partenaire de confiance, qui fournit sans cesse des services de haute qualité et qui contribuera à leur croissance et à leur succès. Selon mon expérience, dans le secteur des services, la réussite repose sur cette combinaison de profondeur et de confiance.

Situation financière

M.E.R. Notre situation financière demeure solide. Pendant l'exercice 2006, nos produits ont totalisé 3,5 milliards \$ et nos flux de trésorerie se sont chiffrés à 300 millions \$. Notre bénéfice par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation – qui ont totalisé 67 millions \$ pour l'exercice – s'est établi à 0,53 \$.

De plus, notre marge d'exploitation a continué à augmenter tout au long de l'exercice 2006 – atteignant 10,8 % au quatrième trimestre. Malgré la hausse des charges d'intérêt par rapport à la même période un an plus tôt, notre marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation s'est rapprochée de son sommet historique au quatrième trimestre de l'exercice 2006, et nous continuons à prendre des mesures pour rehausser encore davantage notre rentabilité.

Grâce à cette solidité financière qui ne s'est jamais démentie, nous avons été en mesure de racheter 100 millions d'actions de CGI pendant l'exercice 2006, afin d'éliminer les actions qui étaient en suspens à cause de la participation de BCE dans CGI. À présent, Bell ne participe plus au capital de CGI mais demeure un client important avec qui nous sommes ravis d'avoir prolongé notre contrat jusqu'en 2016. De plus, au cours de l'exercice, nous avons racheté 8,4 millions d'actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. En tout, nous avons racheté et annulé près de 25 % de nos actions en circulation.

S.G. Nous avons conservé la marge de manœuvre nécessaire pour poursuivre notre stratégie de développement fondée sur la croissance interne et les acquisitions. Le rachat d'actions n'est qu'un des éléments de notre boîte à outils financiers. Par exemple, au cours de l'exercice 2006, notre dette à long terme a été réduite de 174 millions \$ par rapport à son sommet le plus élevé. Nous visons avant tout à maintenir notre souplesse financière afin de pouvoir saisir les occasions, qu'il s'agisse de contrats stratégiques d'impartition ou d'acquisitions. Et n'oublions pas le plus important : nous produisons de solides flux de trésorerie qui demeureront la source privilégiée de financement de notre croissance.

Mondialisation et avantages concurrentiels de CGI

M.E.R. Je crois sincèrement que CGI possède plusieurs avantages concurrentiels uniques auxquels nos clients attachent de l'importance. Tout d'abord, nous entretenons des rapports étroits avec nos clients car, comme Serge l'a souligné, la qualité des relations est cruciale. C'est pourquoi notre modèle d'entreprise est axé sur la proximité des clients. Deuxièmement, nous sommes réputés pour la qualité supérieure de nos services – et la qualité conduit toujours à une intensification de la demande. Troisièmement, nos gens constituent un attribut distinctif de taille. La fidélité de nos membres assure la continuité de la connaissance et CGI doit son développement à des gens qui partagent les retombées du succès ainsi que la valeur qui a été créée. Plus de 85 % des membres de CGI en sont aussi actionnaires et nous croyons que leur degré d'engagement différencie nettement CGI.

S.G. La mondialisation fait émerger des occasions exceptionnelles de croissance. Elle nous permettra de soutenir la croissance et le succès de nos clients grâce à l'éventail plus vaste de services que nous leur offrirons et aux gains d'efficacité que nous les aiderons à réaliser – tout en poursuivant le développement rentable de CGI. Comment y arriverons-nous? En utilisant la technologie et les services en gestion des processus d'affaires pour aider nos clients à transformer leurs entreprises en leaders de calibre mondial, tout en tirant parti de synergies substantielles. CGI dispose aujourd'hui d'un vaste bassin de spécialistes hautement compétents, y compris un grand nombre d'experts du domaine de la transformation des entreprises.

M.E.R. Il est vrai que la mondialisation nous ouvre de nouveaux marchés et permet à nos clients de profiter de nouveaux services. Pour soutenir la concurrence, toute entreprise d'envergure réellement mondiale doit pouvoir compter sur une forte présence locale et sur un modèle mondial permettant de combiner judicieusement les services dispensés à l'intérieur du pays, outre-frontières et outre-mer. La mondialisation n'est pas fondée uniquement sur la main-d'œuvre au plus bas tarif. Il est essentiel de se rappeler

qu'on perd beaucoup plus de valeur à cause d'une gestion médiocre des projets qu'on pourra jamais en gagner grâce à l'arbitrage en matière de travail. La mondialisation permet d'utiliser les meilleures technologies et les meilleures ressources de toutes les régions du monde pour en faire bénéficier les clients là où ils se trouvent, n'importe où dans le monde. C'est là, selon moi, la véritable définition d'un modèle mondial de prestation des services.

En plus d'intensifier notre forte présence locale dans plus de 100 villes réparties dans 16 pays, nous avons continué à élargir notre réseau de centres mondiaux de prestation des services. Par exemple, nous avons recruté le personnel nécessaire pour exploiter nos centres de l'Île-du-Prince-Édouard au Canada et du sud-ouest de la Virginie aux États-Unis. Nous avons augmenté notre effectif en Inde, où nous prévoyons emménager pendant l'exercice 2007 dans de nouveaux bureaux assez spacieux pour accueillir jusqu'à 5 000 membres.

S.G. La mondialisation amène les entreprises et les gouvernements à se transformer et à réduire leurs coûts tout en augmentant leurs investissements technologiques afin de renforcer leur productivité et leur compétitivité. Les organisations adopteront de plus en plus fréquemment un concept de services partagés afin de réaliser d'importantes synergies. La formule de services partagés qui crée le plus de valeur est l'impartition ou la gestion déléguée. Pour CGI, l'impartition est tout simplement un type de services partagés dont nos clients bénéficient. Quelles que soient les fluctuations des marchés, la demande fondamentale de services en TI demeure intense et nous sommes en bonne position pour poursuivre notre croissance rentable, ville par ville. Il n'est plus possible de gérer un gouvernement ou une entreprise sans investir massivement dans les TI. Il s'agit là d'une tendance favorable pour nos membres, nos clients et nos actionnaires.

M.E.R. Notre grande priorité est la croissance rentable et c'est pourquoi, en 2006, nous avons commencé à déployer notre stratégie de promotion de notre offre globale.

Toutes nos unités d'affaires ont ciblé des clients nouveaux et établis que nous tenons à sensibiliser à notre gamme complète de services. Nous voulons ainsi les encourager à tirer parti de nos compétences en transformation de l'entreprise et de notre riche éventail de technologies, de pratiques et de solutions de pointe.

Nous gérons cette stratégie avec une rigueur égale à celle qui nous a valu nos réussites antérieures et nous nous attendons à ce qu'elle produise des résultats concrets qui se traduiront par une croissance rentable. Elle a déjà porté fruit, d'ailleurs, comme en témoignent les nombreux renouvellements, souvent anticipés, qui ont été signés récemment.

Croissance : doubler la taille de CGI d'ici trois à cinq ans, tout en préservant sa rentabilité

S.G. Les dépenses en TI et en gestion des processus d'affaires augmentent et toutes les catégories de services font l'objet d'une demande accrue dans toutes les régions du monde où nous sommes présents. Par conséquent, nos leaders de toutes les régions du monde ont adhéré au but que nous nous sommes fixé : avoir doublé la taille de CGI d'ici trois à cinq ans, tout en préservant sa rentabilité.

On prévoit que la croissance des dépenses liées aux services d'intégration de systèmes et aux services-conseils continuera à se situer entre 5 et 9 % au cours des prochaines années. Et selon une étude réalisée en 2006 à notre demande par la firme de recherche IDC, 13 % des entreprises qui figurent sur la liste Fortune 2000 prévoient impartir leurs fonctions informatiques d'ici trois ans. Ce marché potentiel se mesure en trillions de dollars... On parle donc de possibilités énormes pour CGI.

La masse critique fait partie des facteurs clés de succès de toute entreprise qui veut remporter de grands mandats d'intégration de systèmes ou d'impartition. Par conséquent, nous examinons régulièrement des cibles d'acquisition qui nous aideraient à mieux accompagner le développement de nos clients dans les marchés métropolitains où ils sont établis – ou ailleurs dans le monde.

M.E.R. Nous continuerons à appuyer la croissance de CGI sur nos quatre piliers. Deux de ces piliers mettent l'accent sur la croissance interne et les deux autres privilégient les acquisitions. Cette stratégie très cohérente nous a bien servis. La croissance réalisée au cours de la dernière décennie témoigne d'un bon équilibre puisqu'elle provient pour moitié de la croissance interne et pour moitié des acquisitions.

Les grands contrats d'impartition sont toujours le principal moteur de notre croissance interne, tant dans le segment des technologies de l'information que dans celui de la gestion des processus d'affaires. Notre stratégie de promotion de notre offre globale vise surtout à continuer à optimiser les contrats d'impartition déjà en marche et à remporter de nouveaux contrats d'intégration de systèmes et de services-conseils.

Nous voulons continuer à attirer de nouveaux clients et à remporter de nouveaux mandats auprès de nos clients établis. C'est ce qui nous amène au bureau chaque matin. En 2006, les 2 000 clients dont nous avons évalué la satisfaction lors d'entretiens nous ont accordé une note moyenne de 8,8 sur 10. L'élément qui a obtenu la note la plus élevée est la fidélité des clients. En d'autres termes, nos clients nous ont dit qu'ils continueraient à faire appel à nos services et à les recommander à d'autres – un atout indispensable dans le secteur des services.

Nos membres

M.E.R. À long terme, le succès ne dépendra pas seulement de la demande de services, mais aussi de notre aptitude à fournir les compétences nécessaires. Par conséquent, nous poursuivons notre croissance rentable en nous concentrant sur ce dernier volet.

Bien que nos racines se trouvent dans toutes les régions du monde, notre culture d'entreprise nous rassemble. En pratique, CGI est véritablement une société de services-conseils qui couvre tous les aspects de la gestion d'une organisation, de A à Z. Cela signifie que nous ne maîtrisons pas seulement les technologies, mais aussi les stratégies de transformation de l'entreprise. Le jour où nous rencontrons un décideur pour la première fois, nous avons déjà élaboré une étude technique analysant les défis auxquels son entreprise fait face dans son secteur.

Très peu de firmes mondiales – six, peut-être – offrent réellement l'éventail complet des services. Sous l'angle de la qualité, CGI est la seule d'entre elles dont toutes les facettes sont certifiées ISO 9001. Chacune de nos activités et chacun de nos processus sont certifiés. Chacun de nos cadres de gestion des relations avec nos groupes de partenaires – clients, membres et actionnaires – est certifié. Toutes les dimensions de la réalisation et de l'exécution sont certifiées. Il s'agit là d'un attribut distinctif indiscutable sur le marché mondial.

S.G. CGI a été fondée sur le principe de la recherche du meilleur équilibre entre les intérêts de nos clients, de nos membres et de nos actionnaires. Nous attachons autant d'importance à notre *manière* de faire des affaires qu'à l'atteinte de nos objectifs d'entreprise. Les gens de CGI ont toujours compris et *apprécié* le lien qui existe entre les pratiques de gestion éthiques et la création de valeur à long terme pour les actionnaires. Dans le secteur des technologies de l'information, il faut toujours être très sensible aux pressions à court terme – mais ne jamais perdre de vue les possibilités de croissance à long terme.

[signé]

SERGE GODIN
Fondateur et
président exécutif du conseil

[signé]

MICHAEL E. ROACH
Président et
chef de la direction

La Constitution de CGI

Notre rêve Créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers.

Notre mission Aider nos clients en leur fournissant des services professionnels de la plus grande qualité, compétence et objectivité, afin de rencontrer pleinement leurs objectifs en informatique, en processus d'affaires et en gestion. Dans tout ce que nous faisons, nous misons sur le partenariat, l'intrapreneurship, l'esprit d'équipe et l'intégrité, contribuant ainsi à développer une entreprise de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires.

Notre vision Être un leader de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients.

Nos valeurs

PARTENARIAT ET QUALITÉ	Pour nous, le partenariat et la qualité constituent une philosophie et une façon d'être. Nous développons les meilleures pratiques de gestion, nous y adhérons et nous les intégrons à nos cadres de gestion de la relation client et de prestation des services afin d'établir des partenariats solides et durables. Nous sommes à l'écoute de nos clients et nous avons à cœur leur pleine satisfaction.
OBJECTIVITÉ ET INTÉGRITÉ	Nous faisons preuve de la plus grande indépendance dans le choix des produits, services et solutions que nous recommandons à nos clients. Nous adhérons aux meilleurs standards de qualité, d'objectivité et d'intégrité. Par conséquent, nous appliquons des règles strictes d'affaires et d'éthique professionnelle dans l'ensemble de l'entreprise. Nous n'acceptons aucune rémunération de la part de fournisseurs.
INTRAPRENEURSHIP ET PARTAGE	Notre succès repose sur la compétence, l'engagement et l'enthousiasme de nos membres. Nous favorisons une culture d'innovation et d'autonomie de façon à rendre chacun d'entre nous imputable de la satisfaction de nos clients, assurant ainsi la croissance rentable de notre entreprise. Par le travail en équipe et par le partage de notre savoir-faire et de nos connaissances, nous offrons à nos clients ce que CGI a de meilleur. En tant que membres de CGI, nous prenons part activement au succès de notre entreprise, notamment en participant aux profits et en ayant accès à l'actionnariat.
RESPECT	En tant qu'entreprise mondiale, nous reconnaissons la grande richesse que la diversité nous apporte. Nous célébrons cette diversité tout en adhérant à la culture de CGI. Dans toutes nos actions, nous sommes respectueux envers nos membres, clients, partenaires d'affaires et concurrents.
SOLIDITÉ FINANCIÈRE	Tous nos efforts visent une performance financière qui se distingue par sa constance et sa solidité afin de soutenir notre croissance à long terme et de récompenser nos membres et nos actionnaires. Notre solidité financière nous permet d'investir et d'améliorer continuellement nos services et solutions d'affaires au bénéfice de nos clients. Dans ce but, nous gérons nos affaires de manière à réaliser un rendement supérieur aux normes de l'industrie.
RESPONSABILITÉ SOCIALE	Notre modèle d'affaires, qui en est un de proximité, a été conçu afin de développer des liens étroits avec nos clients et avec nos communautés. Nous prenons à cœur nos responsabilités sociales et contribuons à l'évolution des communautés où nous vivons et travaillons.

Équipe de direction

SERGE GODIN*
Fondateur et
président exécutif du conseil

ANDRÉ IMBEAU*
Fondateur, vice-président
exécutif du conseil et
secrétaire corporatif

PAULE DORÉ
Conseillère au fondateur et
président exécutif du conseil

MICHAEL E. ROACH*
Président et chef de la direction

DAVID ANDERSON*
Vice-président exécutif et
chef de la direction financière

ANDRÉ BOURQUE*
Vice-président exécutif et
avocat en chef

LUC PINARD*
Vice-président exécutif
Technologies et qualité

DANIEL ROCHELEAU*
Vice-président exécutif et
chef de l'ingénierie d'affaires

CANADA

HICHAM ADRA*
Vice-président principal et
directeur général
Ottawa et Ouest canadien

PAUL BIRON*
Vice-président principal et
directeur général
Technologies et infrastructure

JOHN G. CAMPBELL*
Vice-président principal et
directeur général
Services à BCE

WILLIAM CLARK
Vice-président principal
Ouest canadien

CLAUDE MARCOUX
Vice-président principal
Intégration de systèmes et
services-conseils
Québec

DOUG MCCUAIG*
Vice-président principal et
directeur général
Grand Toronto et provinces
de l'Atlantique

MALCOLM SCOTT
Vice-président principal
Gestion des fonctions d'assurance

CECIL SMITH
Vice-président principal
Provinces de l'Atlantique

PIERRE TURCOTTE*
Vice-président principal et
directeur général
Québec

ÉTATS-UNIS ET INDE

DONNA MOREA*
Présidente
États-Unis et Inde

S. (CHANDRA) CHANDRAMOULI
Vice-président
Exploitation, Inde

MICHAEL KEATING
Vice-président principal
Ouest des États-Unis

JOHN KELLY
Vice-président principal
New York / New Jersey

PAUL RAYMOND
Vice-président principal
Boston

GEORGE SCHINDLER
Président
CGI Federal

RICHARD SCHMITZ
Vice-président principal
Middle West des États-Unis

NAZZIC TURNER
Vice-présidente principale
Sud des États-Unis

EUROPE ET AUSTRALIE

JOSEPH SALIBA*
Président
Europe et Australie

GLORIA CANSADO GRACIA
Vice-présidente
Sud de l'Europe

GAVIN CHAPMAN
Vice-président principal et
directeur général
Nord de l'Europe

KLAUS ELIX
Vice-président principal
Centre de l'Europe

JACQUES LERAY
Vice-président et
directeur général
France

JONATHAN LIGHT
Vice-président
Australie

* Membre du Comité de gestion

Conseil d'administration

CLAUDE BOIVIN ^{b,c}

Administrateur depuis 1993

Administrateur en chef et
président du Comité de
régie d'entreprise, CGI

Administrateur de sociétés

JEAN BRASSARD

Administrateur depuis 1978

Vice-président du conseil, CGI

Administrateur de sociétés

CLAUDE CHAMBERLAND ^b

Administrateur depuis 1998

Administrateur de sociétés

ROBERT CHEVRIER ^{a,b}

Administrateur depuis 2003

Président
Société de gestion Roche inc.

THOMAS D'AQUINO ^c

Administrateur depuis 2006

Chef de la direction et
président, Conseil canadien
des chefs d'entreprise

PAULE DORÉ

Administrateur depuis 1995

Conseillère au fondateur et
président exécutif du conseil, CGI

SERGE GODIN

Administrateur depuis 1976

Fondateur et président exécutif
du conseil, CGI

ANDRÉ IMBEAU

Administrateur depuis 1976

Fondateur et vice-président
exécutif du conseil,
et secrétaire corporatif, CGI

DAVID L. JOHNSTON ^b

Administrateur depuis 1995

Président du Comité des
ressources humaines, CGI

Président et vice-chancelier
University of Waterloo

EILEEN A. MERCIER ^a

Administrateur depuis 1996

Présidente du Comité de vérification
et de gestion des risques, CGI

Administrateur de sociétés

MICHAEL E. ROACH

Administrateur depuis 2006

Président et chef de
la direction, CGI

C. WESLEY M. SCOTT ^a

Administrateur depuis 2001

Administrateur de sociétés

GERALD T. SQUIRE ^{a,c}

Administrateur depuis 2003

Administrateur de sociétés

ROBERT TESSIER ^c

Administrateur depuis 2003

Président et chef de la direction
Gaz Métro inc.

^a Membre du Comité de vérification et de gestion des risques

^b Membre du Comité des ressources humaines

^c Membre du Comité de régie d'entreprise

Comité consultatif international

Le Comité consultatif international a pour mandat d'appuyer l'équipe de direction de CGI en lui fournissant des conseils stratégiques afin d'aider la Société à réaliser sa vision, qui est d'être un chef de file mondial dans le domaine des technologies de l'information et de la gestion des processus d'affaires. Les membres du Comité sont choisis en fonction de leur expérience comme dirigeants d'entreprises mondiales et de leurs connaissances des secteurs économiques et des marchés géographiques ciblés par CGI, soit les États-Unis, l'Europe, le Canada et l'Asie-Pacifique.

Le Comité agit à titre de conseiller pour faciliter le développement de CGI à l'échelle du globe en aidant à comprendre les besoins d'affaires, les différences culturelles, les pratiques d'affaires et les tendances en émergence.

JACQUES BOUGIE

Président du Comité
consultatif international

Ancien président et chef de la
direction d'Alcan Aluminium Ltée

Administrateur de sociétés

HARVEY GOLUB

Ancien président du conseil
et chef de la direction
d'American Express

Administrateur de sociétés

MICHAEL HEPHER

Ancien président du conseil
et chef de la direction de
Lloyds Abbey Life et ancien
directeur général de groupe chez
British Telecommunications

Administrateur de sociétés

ARNOLD LANGBO

Ancien président du conseil
et chef de la direction de
Kellogg Company

Administrateur de sociétés

Renseignements à l'intention des actionnaires

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 :

GIB.A

Bourse de New York, octobre 1998 :

GIB

Nombre d'actionnaires inscrits au

30 septembre 2006 : 2 849

Nombre d'actions en circulation au 30 septembre 2006 :

297 484 885 actions subalternes classe A

34 208 159 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du 1^{er} octobre 2005 au

30 septembre 2006 :

Bourse de Toronto (\$ CAN) : 9,94 / 6,50

Bourse de New York (\$ US) : 8,53 / 5,70

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de CGI concernant la qualité de la divulgation financière de la Société selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com). Les attestations similaires selon la Règle 13a-14 de la *Securities Exchange Act of 1934* et de l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des États-Unis figurent en annexe à notre rapport 40F déposé sur EDGAR (www.sec.gov). La Société a également déposé auprès de la Bourse de New York l'attestation exigée par l'article 303A.12 du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie d'entreprise ne diffèrent pas de façon significative de celles qui incombent aux sociétés américaines aux termes des conditions d'inscription à la cote de la Bourse de New York. Ces pratiques sont indiquées dans la circulaire de la direction de CGI qui est déposée auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Ce document est disponible sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le site de EDGAR au www.sec.gov, respectivement, ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET

AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1 800 564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute autre information financière, veuillez communiquer avec :

Lorne Gorber

Vice-président, Communications et relations avec les investisseurs

Groupe CGI inc.

1130, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec) H3A 2M8

Canada

Téléphone : 514 841-3200

Vous pouvez aussi nous joindre par courrier électronique à l'adresse suivante : ir@cgi.com, ou en consultant la section « Investisseurs » de notre site Internet : www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mardi 30 janvier 2007

à 11 heures

Hôtel Omni Mont-Royal

Salon Les saisons

1050, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de CGI sera diffusée en direct à l'adresse : www.cgi.com. Les actionnaires désirant voter par téléphone ou sur Internet pourront le faire en suivant les directives contenues dans la circulaire de la direction 2006 de CGI.

Ce rapport annuel est disponible sur notre site Internet : www.cgi.com.

CGI's 2006 annual report is available in English.

Aperçu de solutions de CGI

ASSURANCE

• ARTS • GIOS^{MD} • ICAPS • INSideOUT^{MD} • MassAuto • Ratabase^{MD} •
RTM • Smart Insurance Technology^{MC}

ENVIRONNEMENT

• EAS • ProSteward^{MD} • RSP

• TEMPO^{MD}

GAZ ET PÉTROLE

• CNS • envision • GFR • Horizon • JIFI • Landman •
MAP • PetroComp • PM Suite • PVR • RMS • TEAM • Triangle • Wolfpac • WorkPay

GOVERNEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ

• ACE • AMS Advantage^{MC} • CACS-G^{MC} •

CATS • eCAM • eProcurement and Strategic Sourcing • eRIMS • gBiz^{MD} • Momentum^{MD}

Entreprise Solution • SACWIS • Secure Channel • Single Window Government^{MC} •

Sovera^{MD} • TAAMS^{MD}

RESSOURCES HUMAINES ET PAIE

• Nethris^{MC} • Njoyn^{MC} • Paie PC •

Paie Téléphone

SERVICES BANCAIRES ET INVESTISSEMENTS

• CORE^{MC} • EBS • e-settlement^{MD} •

Horizon^{MC} • MSuite^{MD} • PrimeSuite^{MD} • Proponix^{MD} • Swix Mortgage^{MC} • T Suite^{MC}

SERVICES DE CRÉDIT

• ACAPS^{MD} • ACLS^{MD} • Bureaulink^{MD} • CACS^{MD} • Enterprise Originations^{MD} • Identicate^{MD} •

NetCredit^{MD} • Strata^{MD}

SERVICES PUBLICS

• efluid • Pragma^{MD} CAD • Pragma^{MD} Line • ROMS^{MC}

TÉLÉCOMMUNICATIONS

• CACS eVantage^{MD} • eINcent^{MD} • Quintessent^{MD} • SDS • Tapestry^{MD}

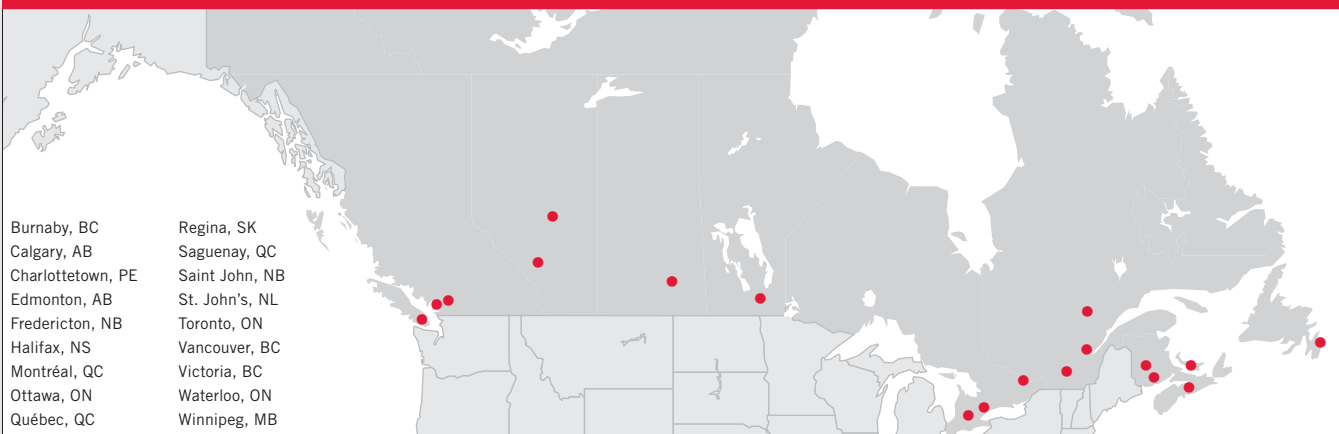
Principaux emplacements

SIÈGE SOCIAL

1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H3A 2M8
Canada

Téléphone : 514 841-3200
Télécopieur : 514 841-3299

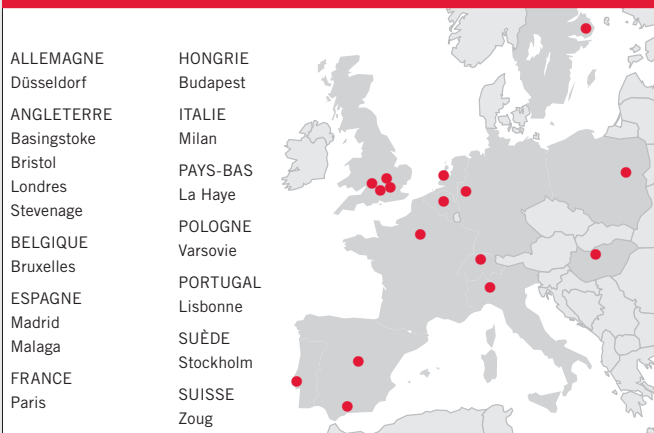
CANADA



ÉTATS-UNIS



EUROPE



ASIE-PACIFIQUE



Pour la liste complète des bureaux de CGI dans le monde, avec les coordonnées, consultez notre site www.cgi.com.



_la force de l'engagement

www.cgi.com

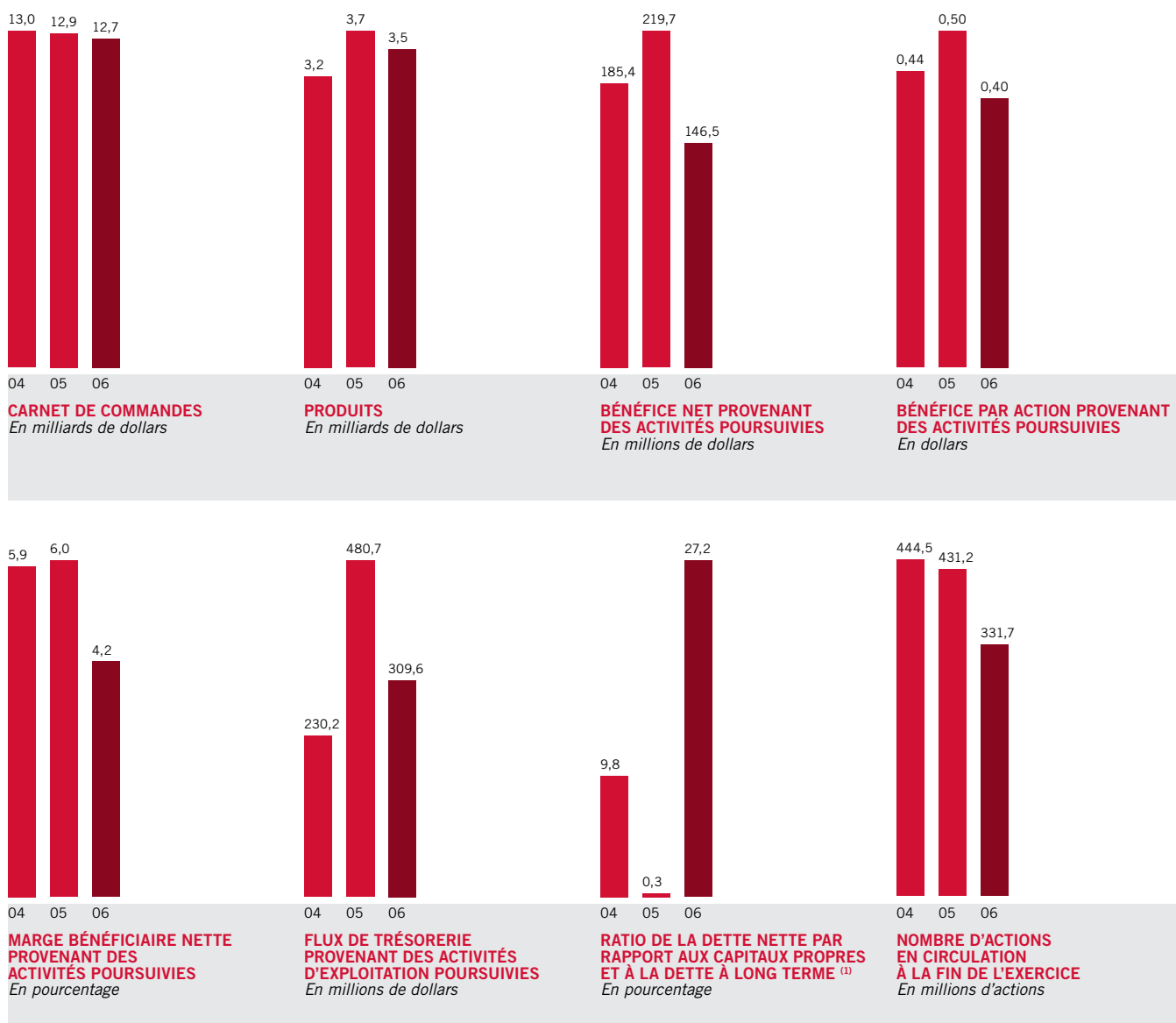
— Nos chiffres...

...pour 2006

Table des matières

02	FAITS SAILLANTS FINANCIERS
04	ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
28	RAPPORTS DE LA DIRECTION ET DES VÉRIFICATEURS
31	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
34	NOTES COMPLÉMENTAIRES
64	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Faits saillants financiers



(1) Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE

(en milliers de dollars canadiens – à moins d'indication contraire - sauf pour les données liées aux actions, ratios et pourcentages)

	2006	2005	2004
PERFORMANCE FINANCIÈRE			
Produits	3 477 623	3 685 986	3 150 070
BAIL ajusté ⁽¹⁾	310 336	346 145	310 083
Marge du BAIL ajusté ⁽¹⁾	8,9%	9,4%	9,8%
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	146 533	219 698	185 386
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies	0,40	0,50	0,44
Bénéfice net	146 533	216 488	194 041
De base et dilué par action	0,40	0,49	0,46
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ⁽²⁾	149 176	237 782	218 212
De base par action (selon les PCGR des États-Unis) ⁽²⁾	0,41	0,54	0,52
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	309 561	480 709	230 197
SITUATION FINANCIÈRE			
Actifs totaux	3 692 032	3 986 659	4 316 515
Capitaux propres	1 748 020	2 494 690	2 461 862
Capitaux propres par action ordinaire	5,27	5,79	5,54
Fonds de roulement	248 694	332 387	362 130
Ratio de fonds de roulement	1,37	1,47	1,47
Dette à long terme (portions court terme et long terme)	813 259	249 700	489 820
Ratio de la dette à long terme par rapport aux capitaux propres ⁽³⁾	31,8%	9,1%	16,6%

	EXERCICE 2006				EXERCICE 2005			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
RÉSULTATS TRIMESTRIELS								
Produits	845 820	866 504	866 836	898 463	904 840	936 394	915 662	929 090
BAIL ajusté ⁽¹⁾	91 121	77 642	62 827	78 746	89 427	90 173	80 366	86 179
Marge du BAIL ajusté ⁽¹⁾	10,8%	9,0%	7,2%	8,8%	9,9%	9,6%	8,8%	9,3%
Bénéfice net	39 532	35 944	14 149	56 908	55 792	57 759	49 594	53 343
De base et dilué par action	0,12	0,11	0,04	0,13	0,13	0,13	0,11	0,12
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation poursuivies	54 436	108 947	82 550	63 629	121 967	188 800	67 164	102 778

(1) Le BAIL ajusté représente le bénéfice net ajusté avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus – gain à la vente d'un placement dans une société satellite, participation dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées. La marge du BAIL ajusté est calculée par rapport aux produits.

(2) Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 26 des états financiers consolidés.

(3) Le ratio de la dette à long terme par rapport aux capitaux propres représente l'importance relative de la dette à long terme par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2006
Le 14 novembre 2006

PORTÉE DE L'ANALYSE

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de notre Société pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004, ainsi qu'avec les notes complémentaires débutant à la page 34. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act* de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act* de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des technologies de l'information en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans les documents suivants : analyse par la direction incluse dans le rapport annuel de CGI et dans le formulaire 40-F déposé auprès de U.S. *Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à www.sec.gov); notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés

relatifs à la performance future et l'information prospective. CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à cette information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

CGI présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus – nets, gain sur la vente et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite, gain sur la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et bénéfice net (ou perte nette) provenant des activités abandonnées (« BAIL ajusté »);
2. le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAIL ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 12 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles procurent également aux investisseurs des indicateurs de rendement qui leur permettent de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données

supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en technologies de l'information (« TI ») et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires de pointe qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition) – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies de l'information tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'intégrer les activités des clients à notre réseau technologique, nous pouvons embaucher les informaticiens et les autres professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, permettant ainsi aux entreprises clientes de se concentrer sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement de transactions et la gestion de processus d'affaires pour des institutions financières et d'autres services tels que la gestion des services de paie et la gestion des documents pour des clients de secteurs variés. Les contrats d'impartition, dont le terme est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

Nous subdivisons nos activités en deux secteurs d'affaires (outre notre unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. Les paragraphes qui suivent présentent les principales activités de ces deux secteurs.

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Nos professionnels et nos centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également

des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à nos clients du monde entier dans le cadre de notre modèle de prestation des services à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.

- Le secteur des services en gestion des processus d'affaires gère des processus d'affaires pour le secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que des services en gestion de la paie et des documents.

CONTEXTE CONCURRENTIEL

Fournissant à ses clients des services complets en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires, CGI exerce ses activités à l'échelle mondiale dans un secteur concurrentiel en évolution constante. Par conséquent, elle fait face à une concurrence internationale regroupant un éventail diversifié d'entreprises – des sociétés spécialisées servant un créneau sectoriel particulier et d'autres firmes internationales qui offrent une partie ou la totalité des services que CGI fournit, principalement aux États-Unis, en Europe et en Inde. En raison de la croissance rapide dont elle a bénéficié au cours des dernières années, à la suite notamment de l'acquisition et de l'intégration d'American Management Systems (« AMS »), réalisées avec succès, CGI est désormais invitée à participer à des ententes plus importantes et plus complexes que par le passé.

CGI combine une structure d'entreprise décentralisée, axée sur les marchés métropolitains, et un modèle mondial de prestation des services, afin d'offrir des services en TI et en gestion des processus d'affaires qui s'adaptent aux besoins des clients tout en demeurant fort avantageux sur le plan des coûts. Dans le cadre de son modèle de prestation des services, CGI peut effectuer le travail chez le client ou à partir d'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. CGI possède également des solutions d'affaires de pointe qui l'aident à entretenir des liens durables avec ses clients. Toutes ses activités sont exécutées conformément aux mêmes assises de gestion, ce qui en assure l'homogénéité.

L'aptitude d'un fournisseur à remporter et à conserver des contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires dépend de nombreux facteurs tels que le coût total de ses services, sa capacité de réaliser les mandats, ses antécédents, sa connaissance du secteur économique servi, ses investissements dans des solutions d'affaires, sa présence locale, son infrastructure mondiale de prestation des services et la solidité de ses liens avec ses clients. Nous estimons que notre feuille de route se compare avantageusement à celle de nos concurrents à l'égard de ces critères. Notre proposition à valeur distinctive inclut notre éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires, notre connaissance approfondie de cinq secteurs économiques et les solutions exclusives que nous leur offrons, notre modèle mondial de prestation des services, qui comprend la plus importante infrastructure du secteur des TI en Amérique du Nord, nos assises de gestion rigoureuses et notre souci du client, soutenu par notre modèle d'entreprise axé sur les marchés métropolitains. Grâce à la masse critique que nous avons acquise dans nos trois marchés principaux, le Canada, les États-Unis et l'Europe, nous sommes bien positionnés pour remporter des contrats de grande envergure.

Nous mettons l'accent sur les activités à forte valeur ajoutée d'intégration de systèmes, de services-conseils et de services d'impartition, qui exigent une connaissance approfondie des secteurs économiques servis. Nous offrons des prix concurrentiels, notamment grâce à notre modèle mondial de prestation des services qui permet de combiner les services dispensés à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer de manière à répondre aux besoins stratégiques et financiers des clients.

VISION, MISSION ET STRATÉGIE

La vision de CGI est d'être un leader de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients.

Notre mission est d'aider nos clients en leur fournissant des services professionnels de la plus grande qualité, compétence et objectivité, afin de rencontrer pleinement leurs objectifs en informatique, en processus d'affaires et en gestion. Dans tout ce que nous faisons, nous misons sur le partenariat, l'intrapreneurship, l'esprit d'équipe et l'intégrité, contribuant ainsi à développer une entreprise de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires.

CGI contribue à la consolidation du domaine des TI en déployant une stratégie de croissance en quatre volets qui table parallèlement sur la croissance interne et sur les acquisitions. Le premier volet de cette stratégie, axé sur la croissance interne, comprend les contrats d'impartition et les contrats d'intégration de systèmes et de services-conseils remportés par nos unités régionales, y compris les renouvellements et les élargissements. Nous agrandissons notre réservoir de ventes potentielles en soumettant un nombre croissant de propositions à des sociétés dans toutes les régions du monde où nous sommes présents.

Le deuxième volet de notre stratégie de croissance consiste à remporter d'importants contrats d'impartition. Ces contrats peuvent combiner des services dispensés localement, sur le continent et outre-mer, afin de tirer parti de notre éventail complet de services et de notre infrastructure mondiale de prestation des services. Grâce à la croissance rapide dont la Société a bénéficié au cours des dernières années, nous possédons la masse critique nécessaire pour solliciter et obtenir des contrats complexes, de grande envergure, en Amérique du Nord et en Europe.

Le troisième volet de notre stratégie de croissance met l'accent sur l'acquisition d'entreprises de plus petite taille ou spécialisées. En ce qui a trait aux entreprises servant des créneaux précis, nous identifions nos cibles d'acquisition au moyen de notre programme de quadrillage stratégique, en vertu duquel nous recherchons systématiquement les entreprises aptes à augmenter notre connaissance des secteurs économiques que nous servons ou à enrichir nos offres de service. Présentement, nous nous concentrons sur les acquisitions liées à nos secteurs cibles et à nos marchés métropolitains, de même que sur les acquisitions qui renforceraient nos capacités en gestion des processus d'affaires.

Le quatrième volet de notre stratégie de croissance vise l'acquisition de grandes entreprises qui accroîtront notre présence géographique

ainsi que notre masse critique et, ce faisant, nous rendront plus aptes à remporter de grands contrats d'impartition. La stratégie de croissance rigoureuse de CGI se fonde sur l'appréciation de l'avoir des actionnaires et sur l'augmentation du bénéfice. En ce moment, nous mettons l'accent sur les États-Unis et l'Europe de l'Ouest.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE 2006

Depuis la fin de l'exercice 2005, CGI a investi 926,1 millions \$ pour racheter ses propres actions et signé de nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements de contrats d'une valeur totale de 4,0 milliards \$. De tailles et de durées variées, les nouvelles ententes conclues ont touché l'ensemble des secteurs économiques que nous ciblons; la plus importante d'entre elles a une valeur de 1,1 milliard \$ sur dix ans. L'exercice 2006 a donc apporté sa part de réussites à notre entreprise. Néanmoins, deux défis importants ont marqué toutes les facettes de nos activités. Tout d'abord, la baisse imprévue des produits et du volume de travail provenant de notre principal client, BCE Inc. (« BCE »), a eu une incidence de 114,7 millions \$ sur nos produits pendant l'exercice 2006. Deuxièmement, la vigueur accrue du dollar canadien a occasionné un écart négatif de 106,4 millions \$ par rapport aux produits réalisés pendant l'exercice 2005. Bien que ces deux facteurs combinés aient diminué le chiffre d'affaires de 221,1 millions \$ par rapport à l'exercice antérieur, nous avons réussi à préserver notre rentabilité en accélérant la mise en œuvre de notre modèle mondial de prestation des services, en réduisant nos coûts et en renforçant notre productivité, conformément au programme annoncé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006. Le déploiement de ce programme sera achevé à la fin du premier trimestre de l'exercice 2007 et la Société prévoit qu'il lui procurera dès lors des économies annuelles récurrentes d'environ 90 millions \$.

REMANIEMENT DES RESPONSABILITÉS DE LA HAUTE DIRECTION

En janvier 2006, M. Serge Godin, qui était jusque-là président du conseil et chef de la direction, est devenu président exécutif du conseil de CGI, et le conseil d'administration a nommé M. Michael E. Roach président et chef de la direction de CGI, relevant du président exécutif du conseil. M. Roach occupait antérieurement le poste de président et chef de l'exploitation.

En juillet 2006, M. André Imbeau, qui était vice-président exécutif et chef de la direction financière, a été nommé vice-président exécutif du conseil d'administration et secrétaire de CGI. M. Imbeau travaille maintenant en étroite collaboration avec M. Godin afin de mener à bien des projets stratégiques visant la création de valeur, y compris des transactions importantes, des activités de financement et la gestion des relations avec des clients majeurs. Au même moment, M. David Anderson, jusque-là vice-président principal et contrôleur corporatif de CGI, a été nommé vice-président exécutif et chef de la direction financière de l'entreprise. À ce titre, il fait partie du comité exécutif de CGI, où siègent également MM. Serge Godin, André Imbeau et Michael E. Roach.

NOUVEAUX CONTRATS, ÉLARGISSEMENTS ET RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS

Au cours de l'exercice 2006, CGI a annoncé la signature de nouveaux contrats, d'élargissements et de renouvellements d'une valeur totale de 4,0 milliards \$. En voici un échantillon.

- Le 26 octobre 2005 : signature d'un contrat de deux ans d'une valeur de 20 millions \$ avec le ministère du Revenu du Québec. Ce contrat vise l'adaptation et l'intégration de systèmes informatiques et de comptabilité ayant trait à la taxe sur les produits et services (TVQ) du Québec.
- Le 27 octobre 2005 : signature d'un renouvellement de contrat d'une durée de quatre ans et d'une valeur de 60 millions \$ avec le ministère de la Santé et du Bien-être de l'Alberta. Ce contrat a pour effet de prolonger une entente qui avait été annoncée le 11 janvier 2001, tout en élargissant sa portée.
- Le 22 novembre 2005 : signature d'un contrat de services en gestion des processus d'affaires qui pourra avoir une durée de cinq ans, évalué à 44 millions \$US, avec la Housing Trust Fund Corporation de New York, une division de Housing and Community Renewal, pour le United States Department of Housing and Urban Development (HUD). CGI est le plus important fournisseur de services de gestion des processus liés au HUD aux États-Unis.
- Le 30 décembre 2005 : annonce que le Commonwealth de la Virginie a sélectionné CGI à titre de partenaire du secteur privé d'un vaste projet visant à transformer le programme d'affaires et des technologies de l'information de l'État. D'une valeur initiale estimée pouvant atteindre 300 millions \$US, le contrat de sept ans est assorti de deux options de renouvellement de trois ans chacune.
- Le 5 janvier 2006 : signature d'un contrat d'impartition des processus d'affaires de plusieurs années avec Medco Health Solutions, Inc. Dans le cadre de ce contrat d'une valeur de 30 à 40 millions \$US, CGI se chargera du traitement des paiements, des rapprochements et des formulaires d'adhésion.
- Le 12 janvier 2006 : annonce que BCE et CGI ont confirmé la prolongation de leur entente d'impartition jusqu'en juin 2016. Augmentant le carnet de commandes de CGI de 1,1 milliard \$, cette prolongation fournit une source importante de revenus récurrents à la Société.
- Le 31 janvier 2006 : conclusion d'une entente de sept ans, d'une valeur de 90 millions \$, avec la Royal & Sun Alliance du Canada. CGI fournira à cet assureur des services de gestion de l'infrastructure comprenant le système central et l'équipement intermédiaire, l'entreposage et la récupération des données.
- Le 1^{er} février 2006 : signature d'une entente d'impartition d'une valeur de plusieurs millions de dollars sur six ans avec OneBeacon Insurance Group de Boston. CGI fournira à OneBeacon des services de gestion des processus d'affaires englobant l'administration des polices et la solution logicielle frontale CollaborativeEdge, dont les courtiers d'assurance des particuliers du Massachusetts se servent pour rationaliser leurs activités de saisie des données.
- Le 5 avril 2006 : signature, avec des gouvernements locaux de première importance, de contrats d'une valeur totale de 100 millions \$

sur sept ans visant l'acquisition de la solution de gestion intégrée AMS Advantage^{MD}. La ville de New York s'est engagée à déployer la plus récente version d'AMS Advantage, qui servira d'assise à ses systèmes intégrés de gestion financière et de contrôle budgétaire. Le comté de Wake, en Caroline du Nord, a également choisi la solution de gestion intégrée AMS Advantage pour soutenir ses systèmes de gestion des ressources humaines, des finances et des budgets.

- Le 6 avril 2006 : signature, avec le Cirque du Soleil, d'un contrat d'impartition des TI d'une valeur de 130 millions \$ sur dix ans. CGI assurera l'exploitation et le soutien de l'évolution de l'infrastructure et des applications dont le Cirque du Soleil se sert à l'échelle internationale.
- Le 11 avril 2006 : signature d'un contrat de sept ans d'une valeur de 45 à 75 millions \$ US en vertu duquel CGI fournira des services de gestion des contrats et de comptabilité à Universal Insurance of North America.
- Le 24 avril 2006 : signature d'un contrat d'une valeur de 50 millions \$ prolongeant de deux ans l'entente de CGI avec la Caisse de dépôt et placement du Québec. Les services compris dans cette entente incluent la gestion de l'infrastructure, les services de production, le centre d'appel « guichet unique », le soutien bureautique, l'entretien d'un grand nombre d'applications d'affaires ainsi que le développement et l'intégration de solutions.
- Le 7 juin 2006 : signature d'un contrat d'une durée de deux ans et demi et d'une valeur de 10 millions \$ US avec la ville et le comté de Honolulu. CGI intégrera sa solution Web AMS Advantage, afin de centraliser et soutenir les processus et systèmes essentiels de gestion des finances et des ressources humaines du client tels que le grand livre, les comptes créditeurs, les achats, les immobilisations, la paie et des services connexes.
- Le 28 septembre 2006 : signature de trois contrats dans l'ouest du Canada, pour une valeur totale de plus de 20 millions \$, y compris un contrat de trois ans, assorti d'une option de deux renouvellements de deux ans chacun, avec la Ville de Calgary, un contrat de cinq ans visant la prestation de services de gestion d'applications et de serveurs avec le Ministère de la Santé de la Colombie-Britannique, et un contrat de quatre ans visant la prestation de services liés à un environnement de veille économique avec le ministère de la Santé et du Bien-être de l'Alberta.

ACQUISITIONS

Le 1^{er} mars 2006, nous avons conclu l'acquisition de Pangaea Systems Inc. (« Pangaea »), en contrepartie d'un montant global de 4,6 millions \$. Pangaea était une société privée de l'Ouest canadien qui servait principalement des clients du secteur public ainsi que des entreprises des secteurs des services publics et des services financiers.

Le 1^{er} juin 2006, CGI a acquis Plaut Consulting SAS (« Plaut »), une société de conseil en management et en technologie regroupant environ 120 professionnels, en contrepartie d'un montant global de 17,7 millions \$. Cette société établie à Paris était surtout reconnue pour sa maîtrise du déploiement des solutions SAP pour des clients européens.

CESSION

Le 31 décembre 2005, nous avons complété la transaction annoncée le 26 octobre 2005 avec Everlink Payment Services Inc. (« Everlink »), en vertu de laquelle la Société a cédé ses actifs de commutation électronique pour un montant de 27,6 millions \$. À la suite de cette transaction, un gain avant impôts de 10,5 millions \$ a été constaté pour l'exercice 2006.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SITUATION CONCURRENTIELLE

Comme nous l'avons annoncé le 29 mars 2006, la Société a adopté des mesures visant à alléger sa structure globale de coûts et à accélérer le développement de son modèle mondial de prestation des services. Ces mesures visaient à réagir au fait que les produits provenant de BCE ont été inférieurs aux prévisions. En vertu de ce programme, CGI a aboli environ 1 000 postes au cours de l'exercice 2006, surtout dans ses bureaux de Montréal et de Toronto; la moitié des postes supprimés étaient associés à BCE. Les autres réductions d'effectif sont liées à diverses mesures complémentaires d'allègement de la structure de coûts, y compris une rationalisation des services corporatifs.

Par ailleurs, la Société a accéléré la mise en place de son modèle mondial de prestation des services et créé ainsi de nouveaux postes dans son réseau de centres d'excellence situés dans les provinces de l'Atlantique, dans le sud-ouest de la Virginie et en Inde, ce qui compensera partiellement les pertes d'emploi. Cet exercice a permis à l'entreprise de réduire encore davantage ses frais généraux et d'augmenter le taux d'utilisation de son effectif.

Une provision avant impôts de 67,3 millions \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2006, dont une tranche de 51,5 millions \$ liée aux indemnités de départ et une tranche de 15,8 millions \$ attribuable au regroupement et à la fermeture de bureaux. Le solde de la provision, qui représente un montant estimé de 22,7 millions \$, sera comptabilisé d'ici la fin de l'année civile 2006. La Société prévoit toujours récupérer la provision totale en un an.

RACHAT D'ACTIONS DE BCE ET PROGRAMME GÉNÉRAL DE RACHAT D'ACTIONS

Le 16 décembre 2005, la Société a conclu avec BCE une entente visant l'achat de 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE, au prix de 8,59 \$ par action, afin de les annuler. La transaction a été finalisée le 12 janvier 2006 et CGI a annulé les actions rachetées. Le prix d'achat était égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions subalternes classe A de CGI pour les 20 jours d'activité précédant le 16 décembre 2005 à la Bourse de Toronto. CGI a financé le prix d'acquisition de 859,2 millions \$ et les coûts connexes de 6,8 millions \$ en combinant les espèces dont elle disposait et l'utilisation de ses facilités de crédit. Dans la foulée de cette transaction, dans le cadre d'une entente conclue avec un consortium bancaire, les facilités bancaires de CGI ont été portées à 1,0 milliard \$, soit une hausse de 200,0 millions \$ par rapport aux facilités antérieures.

À la suite du rachat de 100 millions d'actions, la convention d'actionnaires avec BCE a été dissoute et BCE a renoncé à sa représentation au conseil d'administration de CGI. Au 30 septembre 2006, le groupe BCE possédait environ 2 % des actions subalternes classe A et classe B de CGI, alors qu'il détenait 30 % du capital-actions à la fin de l'exercice 2005.

De plus, le 31 janvier 2006, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de CGI (« offre publique de rachat ») et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues par le public. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à CGI d'acheter jusqu'à 29 288 443 actions subalternes classe A sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 3 février 2006 et doit se terminer au plus tard le 2 février 2007, ou plus tôt si la Société complète le rachat ou décide de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Au cours de l'exercice 2006, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a racheté 8 374 400 actions subalternes classe A en contrepartie d'un montant de 59 631 507 \$, soit un prix moyen plus commissions de 7,12 \$. Les actions subalternes classe A rachetées comprenaient 905 100 actions rachetées à la fin de l'exercice à des fins d'annulation, qui ont toutes été annulées le 5 octobre 2006.

BON DE SOUSCRIPTION

Le 22 mars 2006, La Fédération des caisses Desjardins du Québec (« Desjardins ») a exercé un bon de souscription de 4 millions d'actions subalternes classe A comportant droit de vote de CGI au prix de 6,55 \$ l'action. CGI avait émis ce bon de souscription dans le contexte d'une entente d'impartition de 10 ans signée avec Desjardins en 2001. La valeur comptable de ces actions subalternes classe A comprend un montant de 14,3 millions \$ qui était auparavant comptabilisé sous la rubrique « Bons de souscription ».

Le 6 avril 2006, BCE a exercé ses bons de souscription pour 3 021 096 actions subalternes classe A comportant droit de vote et 110 140 actions de classe B de CGI au prix de 6,55 \$ l'action. BCE avait reçu ses bons de souscription en vertu des droits de préemption accordés selon la convention des actionnaires de CGI qui a pris fin le 12 janvier 2006. Le 28 avril 2006, les détenteurs d'actions classe B de CGI ont exercé leurs bons de souscription de 435 991 actions classe B au prix de 6,55 \$ l'action. Ces bons de souscription sont reliés aux bons de souscription que Desjardins a exercés au cours de l'exercice 2006.

Le 13 juin 2006, des bons de souscription détenus par une partie, donnant droit à 1 118 210 actions d'une valeur comptable totale de 5 384 000 \$ sont arrivés à échéance. Au 30 septembre 2006, la Société n'avait aucun bon de souscription en suspens.

APERÇU DE L'EXERCICE

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	VARIATION				
	2006	2005	2004	2006/2005	2005/2004
Carnet de commandes ⁽¹⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	12 722	12 863	12 965	-1,1 %	-0,8 %
Nouveaux contrats signés <i>(en millions de dollars)</i>	3 997	3 573	3 041	11,9 %	17,5 %
Produits					
Produits <i>(en milliers de dollars)</i>	3 477 623	3 685 986	3 150 070	-5,7 %	17,0 %
Croissance des produits par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	-2,8 %	20,5 %	23,7 %		
Rentabilité					
Marge du BAI ⁽²⁾ ajusté	8,9 %	9,4 %	9,8 %		
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	5,5 %	5,9 %	6,2 %		
Marge bénéficiaire nette	4,2 %	5,9 %	6,2 %		
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i>	0,40	0,50	0,44	(0,10)	0,06
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i>	0,53	0,50	0,44	0,03	0,06
Bilan <i>(en milliers de dollars)</i>					
Actifs totaux	3 692 032	3 986 659	4 316 515	-7,4 %	-7,6 %
Passifs à long terme totaux	1 276 462	784 297	1 078 604	62,8 %	-27,3 %
Flux de trésorerie dégagés et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies <i>(en milliers de dollars)</i>	309 561	480 709	230 197	-35,6 %	108,8 %
Délai moyen de recouvrement des créances ⁽³⁾	52	48	54	4	(6)
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁽⁴⁾	27,2 %	0,3 %	9,8 %		

(1) Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de l'exercice considéré, ainsi que des variations de volumes, annulations et fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier pendant le trimestre les contrats en vigueur au début du trimestre; il exclut les travaux qui figuraient sur le carnet de commandes au début de l'exercice mais avaient été exécutés à la fin de l'exercice. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

(2) Le BAI ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. Vous trouverez à la page 12 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

(3) On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés au quatrième trimestre, divisés par 90 jours.

(4) Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

RÉSULTATS FINANCIERS DES EXERCICES 2006, 2005 ET 2004

PRODUITS

Variation des produits

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004
Produits <i>(en milliers de dollars)</i>	3 477 623	3 685 986	3 150 070
Variation avant effet des variations des taux de change	-2,8 %	20,5 %	23,7 %
Effet des variations des taux de change	-2,9 %	-3,5 %	-2,1 %
Variation par rapport à l'exercice antérieur	-5,7 %	17,0 %	21,6 %

Pour l'exercice 2006, les produits de CGI ont totalisé 3 477,6 millions \$. En devises constantes, les produits ont accusé un recul de 2,8 % (102,0 millions \$) par rapport à l'exercice 2005. Attribuable surtout à la baisse des produits émanant de BCE et à notre retrait graduel ou total de certains contrats qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité, ce

fléchissement a été atténué par les nouveaux mandats que des clients nouveaux ou établis nous ont confiés ainsi que par les deux acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2006. La variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 2,9 % et la diminution nette des produits a par conséquent été de 5,7 %.

Les produits de CGI se sont élevés à 3 686,0 millions \$ pendant l'exercice 2005. En devises constantes, les produits ont augmenté de 20,5 % (645,1 millions \$) par rapport à l'exercice 2004, surtout en

raison du fait qu'AMS, acquise en mai 2004, a contribué aux produits de CGI pendant les 12 mois de l'exercice 2005. La variation des taux de change a eu un impact négatif de 3,5 % et la croissance nette des produits a ainsi atteint 17,0 % (535,9 millions \$).

Produits selon les secteurs d'affaires

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004	VARIATION 2006/2005	VARIATION 2005/2004
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>					
Services en TI avant effet des variations des taux de change	3 156 994	3 336 398	2 721 306		
Effet des variations des taux de change	(95 481)	(96 742)	–		
Services en TI	3 061 513	3 239 656	2 721 306	–5,5 %	19,0 %
Services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change	427 032	458 793	428 764		
Effet des variations des taux de change	(10 922)	(12 463)	–		
Services en gestion des processus d'affaires	416 110	446 330	428 764	–6,8 %	4,1 %
Produits	3 477 623	3 685 986	3 150 070	–5,7 %	17,0 %

Pour l'exercice 2006, en devises constantes, la variation des produits attribuables au secteur des services en TI résulte surtout de la diminution du volume de travail émanant de BCE et de notre retrait graduel ou total de certains contrats qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité. Cet écart a été réduit grâce aux nouveaux mandats que des clients nouveaux ou établis nous ont confiés et à l'acquisition de deux sociétés spécialisées au cours de l'exercice 2006.

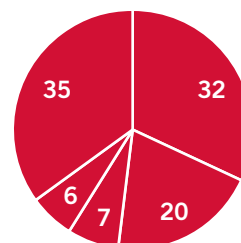
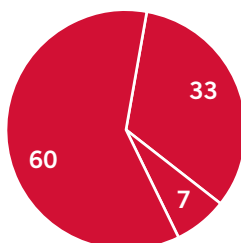
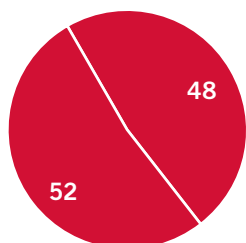
En ce qui concerne l'exercice 2005, la hausse des produits attribuables au secteur des services en TI, en devises constantes, découle de l'acquisition d'AMS et d'AGTI Services Conseils Inc. (« AGTI »), ainsi que de la signature de nouveaux contrats.

Pour l'exercice 2006, en devises constantes, la variation des produits attribuables au secteur des services en gestion des processus d'affaires s'explique principalement par la vente de nos actifs de commutation électronique en décembre 2005 et par l'annulation d'un contrat qui ne respectait pas nos cibles de rentabilité. L'intensification de nos activités dans les secteurs américains de l'assurance, des gouvernements et des services de santé a amoindri l'effet de ces facteurs.

Au cours de l'exercice 2005, les produits émanant des services en gestion des processus d'affaires ont augmenté, en devises constantes, grâce à l'acquisition d'AMS et aux nouveaux contrats remportés dans les secteurs des gouvernements, des services de santé et des services financiers.

Répartition des produits

Les graphiques qui suivent fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



TYPES DE CONTRATS

52 % Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)
1. Services en TI 41 %
2. Gestion des processus d'affaires 11 %
48 % Intégration de systèmes et services-conseils

ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES CLIENTS

60 % Canada
33 % États-Unis
7 % Europe et Asie-Pacifique

SECTEURS CIBLÉS

35 % Services financiers
32 % Gouvernements et services de santé
20 % Télécommunications et services publics
7 % Secteur manufacturier
6 % Distribution et détail

Produits émanant de BCE

Notre principal client, BCE, a fourni 11,9 % de nos produits pendant l'exercice 2006, comparativement à 14,3 % pendant l'exercice 2005 et 16,4 % pendant l'exercice 2004.

CHARGES D'EXPLOITATION

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004	EN POURCENTAGE DES PRODUITS TOTAUX	EN POURCENTAGE DES PRODUITS TOTAUX	EN POURCENTAGE DES PRODUITS TOTAUX
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)						
Coûts des services et frais de vente et d'administration	2 996 521	3 151 558	2 677 396	86,2 %	85,5 %	85,0 %
Vente de droits	–	(11 000)	–	0,0 %	–0,3 %	0,0 %
Charges d'amortissement						
Immobilisations	35 138	41 420	46 804	1,0 %	1,1 %	1,5 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	14 914	14 502	9 633	0,4 %	0,4 %	0,3 %
Actifs incorporels à durée de vie limitée	119 717	125 095	102 120	3,4 %	3,4 %	3,2 %
Dépréciation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée	997	18 266	4 034	0,0 %	0,5 %	0,1 %
Charges d'amortissement totales	170 766	199 283	162 591	4,9 %	5,4 %	5,2 %

Pendant l'exercice 2006, la brusque diminution du volume de travail provenant de BCE a eu une incidence défavorable sur notre structure de coûts. Comme nous l'avons déjà mentionné, nous avons réagi à cette situation en déployant un programme visant à augmenter le taux d'utilisation de notre effectif et à réduire nos frais généraux. Cependant, ce programme n'ayant pas pleinement produit ses effets au cours de l'exercice, le ratio des coûts des services et frais de vente et d'administration sur les produits a tout de même atteint 86,2 %. Au quatrième trimestre, ce ratio s'est situé à 84,4 % sur la base des résultats annualisés, soit un taux légèrement inférieur aux moyennes historiques.

La baisse des charges d'amortissement observée, relativement à l'exercice précédent, résulte surtout de deux éléments comptabilisés pendant l'exercice 2005 : une charge de dépréciation de 9,6 millions \$ constatée en regard des coûts liés à des contrats et des solutions d'affaires associés aux coopératives de crédit canadiennes, et une charge de dépréciation de 8,7 millions \$ constatée en regard des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée. La diminution de l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée découle principalement du fait que certains logiciels ont été entièrement amortis et de l'incidence favorable de l'écart de conversion, l'effet de ces facteurs ayant toutefois été atténué par une charge d'amortissement de 6,5 millions \$ liée à

notre nouvelle solution d'affaires destinée au secteur du courtage. De plus, les charges d'amortissement des immobilisations ont fléchi en raison de l'achèvement de l'amortissement de certains équipements informatiques et des coûts non récurrents de certains éléments d'actifs cédés pendant l'exercice 2005. L'impact de ces éléments a toutefois été amoindri par les charges d'amortissement supplémentaires des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition de nouveaux clients et des contrats qui ont pris effet pendant l'exercice 2006.

Pour l'exercice 2005, l'écart observé au poste des coûts des services et frais de vente et d'administration, par rapport à l'exercice 2004, résulte principalement de l'intégration des activités d'AMS et du démarrage de nouveaux contrats d'impartition.

La hausse des charges d'amortissement constatées pendant l'exercice 2005, comparativement à l'exercice antérieur, s'explique surtout par l'ajout d'actifs incorporels provenant de sociétés acquises, par les charges de dépréciation associées à des coûts liés à des contrats et à des actifs incorporels à durée de vie limitée, évoquées plus haut, et par les coûts de transition relatifs aux nouveaux contrats d'impartition. La baisse des charges d'amortissement liées à certains équipements informatiques et la cession de certains éléments d'actifs ont tempéré l'effet de ces facteurs.

BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'AFFAIRES

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)			
Services en TI	334 044	360 379	326 043
En pourcentage des produits attribuables aux services en TI	10,9 %	11,1 %	12,0 %
Gestion des processus d'affaires	55 207	70 401	72 394
En pourcentage des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires	13,3 %	15,8 %	16,9 %
Siège social	(78 915)	(84 635)	(88 354)
En pourcentage des produits totaux	–2,3 %	–2,3 %	–2,8 %
BAIL ajusté	310 336	346 145	310 083
Marge du BAIL ajusté	8,9 %	9,4 %	9,8 %

Pour l'exercice 2006, la variation du BAIL ajusté des services en TI, comparativement à l'exercice précédent, est surtout la conséquence de la diminution imprévue du volume de travail émanant de BCE. Trois facteurs se sont conjugués pour amoindrir l'impact de cette diminution : les travaux additionnels que des clients établis ou nouveaux nous ont confiés, les économies réalisées grâce au programme de renforcement de la situation concurrentielle mis en place en mars 2006, et la rentabilité accrue de nos activités aux États-Unis.

Pour l'exercice 2005, les nouveaux contrats et les acquisitions ont été les moteurs de la croissance du BAIL ajusté des services en TI. La variation de la marge du BAIL ajusté traduit surtout les effets de la vente non récurrente d'une licence d'utilisation réalisée pendant l'exercice 2004, d'une charge de dépréciation liée à un contrat non rentable et de la hausse de la structure de coûts qui a fait suite à l'acquisition d'AMS.

En ce qui a trait aux services en gestion des processus d'affaires, la variation du BAIL ajusté et de la marge du BAIL ajusté, entre l'exercice 2006 et l'exercice 2005, fait écho à la baisse de 6,1 millions \$ du BAIL

résultant de la vente de nos actifs de commutation électronique en décembre 2005, ainsi que des charges d'amortissement et d'entretien de 11,6 millions \$ liées à une solution destinée au secteur du courtage qui a été mise en marché au début de l'exercice 2006.

Pour l'exercice 2005, la variation du BAIL ajusté et de la marge du BAIL ajusté, comparativement à l'exercice 2004, découle principalement d'une baisse du volume d'opérations traitées pour le secteur de l'assurance et de la charge de dépréciation liée à des contrats et à des solutions d'affaires, dont l'effet a été partiellement annulé par les nouveaux projets entrepris dans les secteurs des gouvernements, des services de santé et des services financiers.

Le programme de renforcement de la situation concurrentielle que la Société continue à mettre en œuvre explique la majeure partie de la diminution des charges du siège social, entre l'exercice 2006 et l'exercice antérieur. Les économies réalisées pendant l'exercice 2005 résultent pour leur part des synergies découlant de l'acquisition d'AMS.

BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAIL ajusté et le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004	EN POURCENTAGE DES PRODUITS TOTAUX 2006	EN POURCENTAGE DES PRODUITS TOTAUX 2005	EN POURCENTAGE DES PRODUITS TOTAUX 2004
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>						
BAIL ajusté	310 336	346 145	310 083	8,9 %	9,4 %	9,8 %
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	(67 266)	–	–	–1,9 %	0,0 %	0,0 %
Intérêts débiteurs						
Intérêts sur la dette à long terme	(43 291)	(24 014)	(20 672)	–1,2 %	–0,7 %	–0,7 %
Autres revenus, nets	7 252	7 156	8 728	0,2 %	0,2 %	0,3 %
Gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite	–	4 537	488	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Gain sur la vente d'actifs	10 475	–	–	0,3 %	0,0 %	0,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	217 506	333 824	298 627	6,3 %	9,1 %	9,5 %

FRAIS DE RÉORGANISATION LIÉS À DES ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

Au cours de l'exercice 2006, la Société a comptabilisé des charges de 67,3 millions \$ liées à son programme de renforcement de la situation concurrentielle. Le lecteur trouvera des précisions sur ce programme à la page 8.

Le tableau suivant présente la ventilation des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques qui ont été comptabilisés dans l'état des résultats pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006.

	INDEMNITÉS DE DÉPART	REGROUPEMENT ET FERMETURE DE BUREAUX	TOTAL
<i>(en milliers de dollars)</i>			
	\$	\$	\$
Services en TI	50 734	12 747	63 481
Services en gestion des processus d'affaires	2 343	315	2 658
Siège social	7 894	2 754	10 648
Contribution de BCE	(9 521)	–	(9 521)
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	51 450	15 816	67 266

INTÉRÊTS DÉBITEURS

La hausse des intérêts débiteurs, au cours de l'exercice 2006, résulte de l'augmentation de la dette à long terme. La tranche supplémentaire empruntée a été tirée des facilités de crédit de la Société pour financer le rachat de 100 millions d'actions subalternes classe A comportant droit de vote de CGI alors détenues par BCE, pendant le premier trimestre de l'exercice.

L'écart observé pour l'exercice 2005 est attribuable surtout à la dette additionnelle émise pour financer en partie l'acquisition d'AMS; cette dette additionnelle a été remboursée depuis.

GAIN SUR LA VENTE D'ACTIFS, GAIN SUR LA VENTE D'UN PLACEMENT DANS UNE SOCIÉTÉ SATELLITE ET BÉNÉFICE TIRÉ D'UN PLACEMENT DANS UNE SOCIÉTÉ SATELLITE

Pendant l'exercice 2006, nous avons enregistré un gain de 10,5 millions \$ sur la vente de nos actifs de commutation électronique.

La vente de notre placement dans Nexxlink Technologies Inc. (« Nexxlink ») a dégagé un gain avant impôts de 4,2 millions \$ pendant l'exercice 2005.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, engagés dans le cadre du programme annoncé au cours du deuxième trimestre, expliquent la majeure partie de la diminution des impôts sur les bénéfices attribuables à l'exercice 2006, comparativement à l'exercice précédent.

Le taux d'imposition s'est établi à 32,6 % pour l'exercice 2006, alors qu'il atteignait 34,2 % un an plus tôt. Cette baisse est due surtout à la nouvelle réglementation fiscale promulguée au Canada récemment, qui diminue les taux d'imposition dès 2008. De plus, la rentabilité de nos activités hors Canada s'est accrue, ce qui nous a permis de récupérer des pertes des années antérieures qui n'avaient pas été constatées. Enfin, les bénéfices attribuables à nos placements dans des filiales ont contribué à l'amélioration du taux d'imposition, par rapport à l'exercice précédent.

En ce qui a trait à l'exercice 2005, la diminution du taux d'imposition, relativement à l'exercice 2004, résulte d'une réduction du taux d'imposition combiné des provinces et du gouvernement fédéral au Canada, ainsi que d'une répartition plus équilibrée de nos bénéfices à l'échelle mondiale.

BÉNÉFICE

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, d'une part, et le bénéfice net tiré des activités poursuivies présenté conformément aux PCGR au Canada, d'autre part.

				VARIATION	VARIATION
EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004	2006/2005	2005/2004
<i>(en milliers de dollars à moins d'indication contraire)</i>					
Bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	191 267	219 698	185 386	-12,9 %	18,5 %
Marge bénéficiaire nette tirée des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	5,5 %	6,0 %	5,9 %		
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	67 266	–	–		
Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	(22 532)	–	–		
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	146 533	219 698	185 386	-33,3 %	18,5 %
Marge bénéficiaire nette tirée des activités poursuivies	4,2 %	6,0 %	5,9 %		
Bénéfice net (perte nette) tiré(e) des activités abandonnées	–	(3 210)	8 655		
Bénéfice net	146 533	216 488	194 041	-32,3 %	11,6 %
Marge bénéficiaire nette	4,2 %	5,9 %	6,2 %		
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation (de base)	362 783 618	439 349 210	419 510 503	-17,4 %	4,7 %
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i>	0,53	0,50	0,44	0,03	0,06
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i>	0,40	0,50	0,44	(0,10)	0,06
Bénéfice de base et dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,40	0,49	0,46	(0,09)	0,03

La diminution du bénéfice net tiré des activités poursuivies pour l'exercice 2006, comparativement à l'exercice 2005, découle principalement des charges supplémentaires liées au programme de réorganisation, des intérêts associés à la dette à long terme et de la variation du BAII ajusté.

La hausse du bénéfice net tiré des activités poursuivies, entre l'exercice 2005 et l'exercice antérieur, résulte surtout du fait qu'AMS, acquise en mai 2004, a contribué aux résultats pendant la totalité de l'exercice 2005, de la mise en place des nouveaux contrats signés et, dans une moindre mesure, de la réduction de notre taux d'imposition.

En raison du rachat d'actions de BCE et sur le marché libre, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base était en baisse de 17,4 % à la fin de l'exercice 2006 comparativement à l'exercice 2005. Le nombre total d'actions en circulation s'élevait à 331 693 044 à la fin de l'exercice 2006, y compris 905 100 actions qui ont été rachetées à la fin du quatrième trimestre mais n'avaient été ni payées ni annulées au 30 septembre 2006.

Aucune activité abandonnée n'a été comptabilisée pour l'exercice 2006. Pendant l'exercice 2005, les activités abandonnées ont dégagé une perte nette de 3,2 millions \$ en raison de la vente de l'unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit et de la vente des principaux actifs de Keyfacts. Pour l'exercice 2004, le bénéfice net de 8,7 millions \$ tiré des activités abandonnées était lié à la vente d'actifs à Nexxlink et à la vente de nos services d'information financière Starquote.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation à l'émission de dette, à l'utilisation de nos facilités de crédit ou à l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2006, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 115,7 millions \$. Le tableau qui suit présente les points saillants des trois derniers exercices.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE				ÉCART	ÉCART
	2006	2005	2004	2006/2005	2005/2004
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	309 561	480 709	230 197	(171 148)	250 513
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(139 357)	(106 277)	(701 020)	(33 080)	594 743
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement poursuivies	(294 080)	(329 188)	583 683	35 108	(912 871)
Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces liées aux activités poursuivies	(854)	(6 167)	186	5 313	(6 353)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces liées aux activités poursuivies	(124 730)	39 077	113 046	(163 807)	(73 969)
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées	—	759	4 068	(759)	(3 309)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(124 730)	39 836	117 114	(164 566)	(77 278)

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont fléchi de 171,1 millions \$ durant l'exercice 2006, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la baisse du bénéfice d'exploitation expliquée ci-dessus et des moments auxquels d'importants clients ont fait leurs paiements. La diminution des paiements liés à l'intégration de sociétés acquises a tempéré l'effet de ces facteurs.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Au cours de l'exercice 2006, la Société a affecté 139,4 millions \$ à ses activités d'investissement, ce qui représente une hausse de 33,1 millions \$ par rapport à des activités d'investissement de 106,3 millions \$ pour l'exercice 2005. Des événements ponctuels de l'exercice 2005 expliquent la majeure partie de la variation : la vente du placement de CGI dans Nexxlink, le produit de la vente d'un droit d'accès à des clients et le remboursement obtenu à la suite de la résiliation anticipée d'un contrat. Pendant l'exercice 2006, la Société a investi davantage dans l'acquisition d'immobilisations mais le ralentissement des activités d'acquisition d'entreprises a amoindri l'impact de cet élément.

Les montants investis dans les immobilisations comprenaient principalement des améliorations locatives d'une valeur de 20 millions \$, ce qui représente une hausse de 7,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Ces améliorations ont été effectuées dans le contexte d'un programme de regroupement et d'optimisation de nos bureaux dans la région de Toronto et à Fairfax. De plus, afin de soutenir la mise en œuvre de nos nouveaux contrats d'impartition, nous avons consacré 14,5 millions \$ et 5,4 millions \$, respectivement, à l'achat de matériel informatique et d'équipements de bureau, soit 7,0 millions \$ de plus que pendant l'exercice 2005.

Au cours de l'exercice 2006, nous avons investi 25,6 millions \$ pour acquérir des entreprises, principalement Plaut et Pangaea. Durant l'exercice 2005, nous avons complété l'acquisition d'AGTI moyennant une contrepartie de 47,2 millions \$. Nous avons aussi acquis MPI Professionals (« MPI ») et Silver Oak Partners Inc. (« Silver Oak ») pour des montants de 13,0 millions \$ et 21,8 millions \$, respectivement. Pendant l'exercice 2004, nous avons acquis une grande entreprise, AMS, en contrepartie d'une somme nette de 584,0 millions \$ en espèces, ainsi que deux sociétés spécialisées.

Nous avons investi 74,6 millions \$ dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme pendant l'exercice 2006, comparativement à 90,7 millions \$ pour l'exercice 2005. La majeure partie de ces investissements visaient des solutions d'affaires (40,1 millions \$) ainsi que des licences d'utilisation et des services d'entretien de logiciels payé d'avance acquis dans le cadre des services d'impartition que nous fournissons à nos clients (14,4 millions \$).

Nous avons aussi engagé des frais de recherche de 27,6 millions \$, incorporés à nos coûts des services et frais de vente et d'administration. Les frais de recherche servent à explorer des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou encore à imaginer, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais de recherche et de développement bruts combinés ont totalisé 68,6 millions \$ pour l'exercice 2006, comparativement à 78,2 millions \$ pour l'exercice précédent.

La somme de 31,4 millions \$ investie dans les coûts liés à des contrats pendant l'exercice 2006 ne dénote aucun changement substantiel par rapport à l'exercice 2005; elle englobe principalement les coûts de transition relatifs aux nouveaux contrats d'impartition.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

					PAIEMENTS DUS PAR PÉRIODE	
		ANNÉE EN COURS	DEUXIÈME ET TROISIÈME ANNÉES	QUATRIÈME ET CINQUIÈME ANNÉES	SIXIÈME À DIXIÈME ANNÉES	ANNÉES SUBSÉQUENTES
TYPE D'ENGAGEMENTS	TOTAL					
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Dette à long terme	812 478	7 626	98 351	684 231	22 270	–
Contrats de location-acquisition	781	616	165	–	–	–
Contrats de location-exploitation						
Location d'espaces de bureaux ⁽¹⁾	1 017 528	130 790	219 356	178 746	284 905	203 731
Matériel informatique et autre	172 305	84 516	77 488	7 996	2 305	–
Automobiles	4 969	2 338	2 402	229	–	–
Ententes de service à long terme ⁽¹⁾	209 652	72 213	81 482	46 511	9 446	–
Obligations contractuelles totales	2 217 713	298 099	479 244	917 713	318 926	203 731

(1) Ces engagements tiennent compte de baux d'une valeur de 60,1 millions \$ provenant d'entreprises acquises antérieurement et visant la location d'espaces de bureaux, ainsi que d'ententes de services à long terme d'une valeur de 6,7 millions \$, qui sont comptabilisés aux postes Créditeurs et charges à payer, Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme et Dette à long terme.

Nous assumons des obligations contractuelles totalisant 2 217,7 millions \$. Assorties de dates d'échéance variées, ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, à la dette à long terme, au matériel informatique et aux ententes de service à long terme. Pendant

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies se sont élevés à 294,1 millions \$ au cours de l'exercice 2006, soit une baisse de 35,1 millions \$ comparativement à 329,2 millions \$ pendant l'exercice 2005. La principale transaction financière de l'exercice 2006 a été le rachat de 100 millions d'actions classe A de CGI qui appartenaient jusque-là à BCE, en contrepartie d'un paiement et de coûts connexes totalisant 866,0 millions \$. Financée en partie au moyen d'un emprunt de 738,6 millions \$, cette transaction a occasionné l'utilisation d'espèces nettes totalisant 120,6 millions \$. Les activités de financement ont également inclus l'émission d'actions d'une valeur de 58,0 millions \$, surtout dans le contexte de l'exercice de bons de souscription par Desjardins, BCE et les actionnaires majoritaires, et le remboursement d'une tranche de 172,0 millions \$ de nos facilités de crédit – ce qui représente une baisse de 52,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2005. Enfin, le rachat d'actions d'une valeur de 60,1 millions \$ en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités correspond à une diminution de 49,3 millions \$, comparativement à l'exercice 2005.

l'exercice 2006, les obligations contractuelles ont globalement augmenté de 575,1 millions \$, en raison surtout de la hausse de la dette à long terme associée au financement du rachat d'actions de BCE.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

	ENGAGEMENT TOTAL	DISPONIBLES AU 30 SEPTEMBRE 2006	PRÉLEVÉES AU 30 SEPTEMBRE 2006
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	–	115 729	–
Facilités de crédit renouvelables non garanties ⁽¹⁾	1 000 000	382 025	617 975 ⁽²⁾
Marges de crédit et autres facilités ⁽¹⁾	29 175	29 175	–
Total	1 029 175	526 929	617 975 ⁽²⁾

(1) À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

(2) Se compose de la portion utilisée des facilités de crédit (590,0 millions \$) et de lettres de crédit (28,0 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 30 septembre 2006, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 115,7 millions \$ et les facilités de crédit disponibles totalisaient 411,2 millions \$. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par les grandes banques canadiennes, tous assortis d'une échéance initiale de moins de trois mois.

La dette à long terme totale a augmenté de 563,6 millions \$ au cours de l'exercice pour s'établir à 813,3 millions \$ au 30 septembre 2006, comparativement à 249,7 millions \$ au 30 septembre 2005. La variation est surtout attribuable à une hausse nette de 587,2 millions \$ de nos facilités de crédit utilisées et à la variation des taux de change des devises étrangères par rapport à la devise canadienne.

Le 12 janvier 2006, la Société a modifié son entente de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans pour la porter à 1,0 milliard \$. Les facilités de crédit de 1,0 milliard \$ dont nous disposons peuvent entre autres servir aux besoins courants de l'exploitation et du fonds de roulement ainsi qu'au financement d'acquisitions et de contrats d'impartition. Elles se composent actuellement d'une

tranche canadienne d'une valeur de 850,0 millions \$ et d'une tranche américaine d'une valeur équivalant à 150,0 millions \$. Au 30 septembre 2006, une somme de 382,0 millions \$ était disponible dans le cadre de cette entente. D'une durée de cinq ans, l'entente de crédit prendra fin en décembre 2009. Nous avons accès, en outre, à une marge de crédit remboursable à vue de 25,0 millions \$, aux fins de gestion de trésorerie, et à d'autres facilités totalisant 4,2 millions \$ pour répondre à d'autres besoins. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de dispositions nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au cours de l'exercice, nous avons obtenu certaines modifications à la définition et aux méthodes de calcul des ratios tenant compte de l'incidence du programme de renforcement de notre situation concurrentielle et de notre programme de rachats d'actions sur nos facilités de crédit renouvelables non garanties et sur nos billets. Au 30 septembre 2006, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme et conservait sa marge de manœuvre financière.

En raison des besoins de réinvestissement dans notre exploitation et de l'envergure de nos projets d'investissement, nous n'avons pas versé de dividendes. Notre conseil d'administration réévalue chaque année la pertinence de verser des dividendes et de poursuivre notre programme de rachat d'actions.

INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES RESSOURCES EN CAPITAL

	AU 30 SEPTEMBRE 2006	AU 30 SEPTEMBRE 2005	AU 30 SEPTEMBRE 2004
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	27,2 %	0,3 %	9,8 %
Délai moyen de recouvrement des créances (en jours)	52	48	54
Rendement du capital investi ⁽¹⁾	8,5 %	8,7 %	7,8 %

(1) Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques des quatre derniers trimestres divisé par la moyenne du capital investi (la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette moins les espèces et quasi-espèces) au cours des quatre derniers trimestres.

Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a augmenté de 26,9 %, comparativement à l'exercice 2005, en raison surtout de la dette supplémentaire contractée pendant l'exercice 2006 pour racheter les 100 millions d'actions de CGI détenues jusque-là par BCE.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'est situé à 52 jours au 30 septembre 2006, soit 4 jours de plus qu'au 30 septembre 2005, en conséquence surtout des moments auxquels de grands clients ont effectué leurs paiements. Pour l'exercice 2005, le délai moyen

de recouvrement des créances s'est situé à 48 jours, soit 6 jours de moins que pendant l'exercice précédent. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours. Les paiements reçus à l'avance en contrepartie de travaux exécutés ultérieurement peuvent fluctuer d'un exercice à l'autre en fonction des moments auxquels nos clients effectuent les paiements liés à nos services d'impartition.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 8,5 % pour l'exercice 2006, soit une baisse de 0,2 % par rapport à l'exercice 2005. Ce fléchissement est surtout dû aux frais de réorganisation et à la baisse du volume de travail émanant de BCE.

INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. Nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tierces parties des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de ventes d'actifs et de cessions d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des remboursements ou des indemnités à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité, totalisant globalement environ 108,5 millions \$, plusieurs ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible d'estimer raisonnablement les montants maximaux qu'il pourrait être nécessaire de verser en vertu de telles garanties. Ces montants dépendent de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2006, aucun montant n'a été porté aux bilans consolidés relativement à ce type d'indemnité. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses résultats consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables du montant des cautionnements de

soumissions que si nous refusions de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables du montant des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 30 septembre 2006, nous avons émis des cautionnements totalisant 72,9 millions \$. Nous croyons que nous nous conformons aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous sommes parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'équipements loués, comptabilisés en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons à la suite de l'obtention de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En conséquence du rachat des actions de CGI qui appartenaient à BCE au cours de l'exercice 2006, le groupe BCE a cessé d'exercer une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de CGI. Le lecteur trouvera dans la note 22 accompagnant les états financiers consolidés l'historique détaillé des transactions qui ont eu lieu pendant les exercices 2005 et 2004 entre CGI et BCE.

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

INNOVAPOSTE

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE

	2006	2005	2004
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$
Produits	100 994	102 699	94 607
Débiteurs	9 490	4 112	3 622
Travaux en cours	1 528	1 290	1 988
Charges payées d'avance	–	2 019	1 815
Coûts liés à des contrats	16 239	17 301	19 696
Créditeurs et charges à payer	147	1 254	1 113
Produits reportés	509	–	946

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2006, CGI a mis l'accent sur l'amélioration de la rentabilité, conformément au plan d'action annoncé le 29 mars 2006. Dans ce contexte, des charges avant impôts de 20,9 millions \$ liées aux indemnités de départ et aux mesures connexes ainsi qu'au regroupement et à la fermeture de bureaux ont

été comptabilisées au quatrième trimestre, portant à 67,3 millions \$ les charges attribuables au programme jusqu'ici. La Société prévoit comptabiliser le solde des charges associées à ce programme, soit environ 22,7 millions \$, d'ici la fin de l'année civile 2006, et s'attend toujours à récupérer entièrement, au cours de l'année 2007, les montants totaux investis dans les mesures de réorganisation.

PRODUITS SELON LES SECTEURS D'AFFAIRES

TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE

	2006	2005	VARIATION
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%
Services en TI avant effet des variations des taux de change	766 839	792 149	–3,2 %
Effet des variations des taux de change	(20 134)	–	–2,5 %
Services en TI	746 705	792 149	–5,7 %
Services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change	101 835	112 691	–9,6 %
Effet des variations des taux de change	(2 720)	–	–2,4 %
Services en gestion des processus d'affaires	99 115	112 691	–12,0 %
Produits	845 820	904 840	–6,5 %

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2006, en devises constantes, la diminution des produits attribuables au segment des services en TI, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2005, résulte surtout du fait que les produits émanant de BCE ont diminué de 40,9 millions \$ et de notre retrait de certains contrats qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité. Les nouveaux mandats que des clients nouveaux ou établis nous ont confiés ainsi que l'acquisition de sociétés spécialisées, au cours de l'exercice 2006, ont réduit l'écart d'un montant net de 7,7 millions \$.

Les produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires ont fléchi pendant le trimestre à cause de la vente de nos actifs de commutation électronique en décembre 2005, qui a occasionné un écart de 6,1 millions \$, et du ralentissement des activités d'indemnisation et d'inspection de nos clients dans le secteur de l'assurance.

BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'AFFAIRES

TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	VARIATION
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%
Services en TI	93 004	93 789	-0,8 %
En pourcentage des produits attribuables aux services en TI	12,5 %	11,8 %	
Services en gestion des processus d'affaires	16 609	16 249	2,2 %
En pourcentage des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires	16,8 %	14,4 %	
Siège social	(18 492)	(20 611)	10,3 %
En pourcentage des produits totaux	-2,2 %	-2,3 %	
BAIL ajusté	91 121	89 427	1,9 %
Marge du BAIL ajusté	10,8 %	9,9 %	

La variation du BAIL ajusté des services en TI, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice précédent, est surtout la conséquence de la diminution imprévue du volume de travail émanant de BCE. Trois facteurs se sont conjugués pour tempérer l'impact de cette baisse : le gain sur la vente d'une licence d'utilisation dans le secteur des services financiers, la charge de dépréciation liée à un contrat qui ne respectait pas les normes de rentabilité de la Société, comptabilisée pendant l'exercice 2005, et les économies attribuables au programme entrepris en mars 2006.

En ce qui a trait aux services en gestion des processus d'affaires, l'amélioration du BAIL ajusté, entre le quatrième trimestre de l'exercice 2006

et le même trimestre un an plus tôt, résulte de l'abandon d'un contrat non rentable et des nouveaux mandats que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés aux États-Unis. La vente de nos actifs de commutation électronique et le ralentissement des activités d'indemnisation provenant de nos clients du secteur de l'assurance ont diminué l'impact des facteurs précédents.

Le programme de renforcement de la situation concurrentielle que la Société continue à mettre en œuvre est le principal facteur expliquant que les charges du siège social ont été moins élevées pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2006 que pendant le trimestre terminé à la même date un an plus tôt.

BÉNÉFICE NET TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	VARIATION
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%
BAIL ajusté	91 121	89 427	1,9 %
Marge du BAIL ajusté	10,8 %	9,9 %	
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	20 931	—	
Intérêts sur la dette à long terme	13 439	4 807	179,6 %
Autres revenus, nets	(1 448)	(1 510)	-4,1 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	58 199	86 130	-32,4 %
Impôts sur les bénéfices	18 667	29 715	-37,2 %
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	39 532	56 415	-29,9 %
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i>	0,12	0,13	-9,7 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation	336 941 173	433 788 490	-22,3 %

Le recul du bénéfice net tiré des activités poursuivies découle surtout des coûts de réorganisation associés à notre programme de renforcement de la situation concurrentielle (indemnités de départ et rationalisation des bureaux), dont l'impact a été atténué par l'amélioration du BAIL ajusté attribuable aux économies résultant de ce programme. De surcroît, les

intérêts débiteurs ont augmenté en conséquence de la dette à long terme supplémentaire qui a été contractée afin de financer le rachat d'actions pendant l'exercice. Le fléchissement est beaucoup plus faible en ce qui a trait au bénéfice par action, ce qui confirme le bien-fondé du programme de rachat d'actions entrepris par la Société.

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

RÉSULTATS TRIMESTRIELS	2006				2005			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Carnet de commandes <i>(en millions de dollars)</i>	12 722	13 303	13 686	12 901	12 863	12 934	12 929	13 071
Nouveaux contrats signés <i>(en millions de dollars)</i>	462	787	1 746	1 002	666	1 025	844	1 038
Produits								
Produits <i>(en milliers de dollars)</i>	845 820	866 504	866 836	898 463	904 840	936 394	915 662	929 090
Croissance des produits par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	-4,0 %	-3,4 %	-2,4 %	-1,3 %	0,0 %	14,8 %	33,9 %	42,3 %
Coûts des services et frais de vente et d'administration	713 573	746 395	759 706	776 847	761 919	802 312	789 330	797 997
Marge	84,4 %	86,1 %	87,6 %	86,5 %	84,2 %	85,7 %	86,2 %	85,9 %
Rentabilité								
Bénéfice net tiré des activités poursuivies <i>(en milliers de dollars)</i>	39 532	35 944	14 149	56 908	56 415	56 621	53 591	53 072
Marge	4,7 %	4,1 %	1,6 %	6,3 %	6,2 %	6,0 %	5,9 %	5,7 %
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies <i>(en dollars)</i>	0,12	0,11	0,04	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12
Bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en milliers de dollars)</i>	53 145	46 392	34 822	56 908	56 415	56 621	53 591	53 072
Marge	6,3 %	5,4 %	4,0 %	6,3 %	6,2 %	6,0 %	5,9 %	5,7 %
Bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i>	0,16	0,14	0,10	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12
Bénéfice net	39 532	35 944	14 149	56 908	55 792	57 759	49 594	53 343
Marge bénéficiaire nette	4,7 %	4,1 %	1,6 %	6,3 %	6,2 %	6,2 %	5,4 %	5,7 %
Bénéfice de base et dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,12	0,11	0,04	0,13	0,13	0,13	0,11	0,12
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation de base <i>(en milliers)</i>	336 941	338 714	344 825	430 487	433 788	436 592	442 493	444 562

Au cours des deux exercices considérés, les produits ont atteint leur sommet au troisième trimestre de l'exercice 2005 (s'établissant alors à 936,4 millions \$) avant de reculer de 31,6 millions \$ au trimestre suivant, surtout à cause des facteurs saisonniers et de l'incidence défavorable de la variation des taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien. Au quatrième trimestre de l'exercice 2006, les produits ont totalisé 845,8 millions \$, soit un nouveau recul par rapport au même trimestre un an plus tôt, en raison de la baisse

du volume de travail provenant de BCE et de l'impact de la variation des taux de change, qui est demeuré négatif.

La diminution de la charge de travail émanant de BCE a amené la Société à entreprendre un programme de renforcement de la situation concurrentielle, annoncé pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2006, afin d'alléger sa structure de coûts et de rehausser graduellement ses marges bénéficiaires.

Les économies attribuables au programme sont le principal facteur expliquant la baisse de la marge des coûts des services et frais de vente et d'administration pendant la deuxième moitié de l'exercice 2006. Ce ratio, qui atteignait un sommet de 87,6 % lors du lancement du programme au deuxième trimestre, n'était plus que de 84,4 % au quatrième trimestre.

Grâce aux gains d'efficacité qui ont résulté du programme, la marge bénéficiaire nette tirée des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques a progressé de 4,0 % au deuxième trimestre à 5,4 % au troisième trimestre et à 6,3 % au quatrième trimestre. Pendant l'exercice 2005, les activités abandonnées ont dégagé une perte nette de 3,2 millions \$ en raison de la vente de l'unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit et de la vente des principaux actifs de Keyfacts.

Les rachats d'actions effectués en janvier 2006 ont été financés au moyen de nos facilités de crédit, entraînant une hausse du ratio de la dette à long terme par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme au deuxième trimestre de l'exercice 2006.

VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Premièrement, les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils ont un caractère saisonnier et les résultats trimestriels de ces activités se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Les variations saisonnières sont plus légères dans le cas des contrats d'impartition, y compris les contrats de gestion des processus d'affaires. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités. Troisièmement, les économies que nous réalisons pour un client dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent réduire temporairement nos revenus car ces économies ne sont pas nécessairement compensées sur-le-champ par une augmentation des travaux réalisés pour ce client.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction des moments auxquels d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, des besoins de liquidités associés aux grandes acquisitions et aux contrats d'impartition majeurs, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt, de versement des primes d'intéressement attribuées aux membres et de paiement des frais de réorganisation.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement à la contribution des produits en devises étrangères au chiffre d'affaires total de la Société. Cependant, les marges de CGI sont automatiquement protégées, dans une certaine mesure, contre le risque de change à cause des charges en dollars US – liées par exemple à l'achat de licences, à l'entretien, aux assurances et aux intérêts – qui sont comptabilisées au Canada.

En 2006, la Société a racheté 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI qui étaient détenues par BCE, ainsi que 8 374 400 actions sur le marché libre. Par conséquent, le nombre d'actions en circulation de CGI a diminué depuis le deuxième trimestre de l'exercice 2006, et nous avons augmenté notre dette afin de financer une partie des rachats, ce qui a provoqué une hausse de notre ratio de la dette à long terme par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies sont demeurés robustes pendant la période. Les principales fluctuations, à cet égard, ont été liées à notre rentabilité, aux moments auxquels d'importants clients ont effectué leurs paiements ainsi qu'aux moments auxquels nous avons acquitté les factures de fournisseurs avec qui nous avons conclu des ententes pluriannuelles visant des licences d'utilisation ou l'entretien. Les moments auxquels les clients ont versé leurs paiements expliquent aussi la variation du délai moyen de recouvrement des créances pendant la période.

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers vérifiés de la Société pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004 comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle.

ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2006 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits, sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que la production de l'information financière nécessite l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

ÉLÉMENTS SUR LESQUELS LES ESTIMATIONS ONT UNE INCIDENCE	BILANS CONSOLIDÉS	ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS			
		PRODUITS	COÛTS DES SERVICES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION	AMORTISSEMENT/ RADIATION	FRAIS DE RÉORGANISATION LIÉS À DES ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES
Provision pour créances douteuses	■		■		
Écart d'acquisition	■			■	
Impôts sur les bénéfices	■				■
Créditeurs et charges à payer	■		■		
Constatation des produits	■ ⁽¹⁾	■			
Coûts liés à des contrats	■	■		■	
Crédits d'impôt à l'investissement	■		■		
Dépréciation d'actifs à long terme	■			■	
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	■				■

(1) Débiteurs et travaux en cours

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

La Société établit une provision pour créances douteuses quand elle estime que le recouvrement de sommes dues par des clients est improbable. La Société réexamine périodiquement sa provision pour créances douteuses à la lumière d'une analyse des comptes en souffrance individuels, de la ventilation chronologique des comptes clients, de son expérience historique des recouvrements et d'une évaluation de la solvabilité des clients. La faillite d'un client ou la présence de problèmes de trésorerie chez un client, l'existence d'un litige avec un client et l'appartenance d'un client à un secteur économique en difficulté font partie des indices signalant qu'un recouvrement est improbable.

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les états consolidés des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalise, la Société doit estimer ses revenus

imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

La Société a comptabilisé des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions liées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces actions pourraient engendrer des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période pendant

laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

CONSTATATION DES PRODUITS

Dans le cas des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux, la constatation des produits et des coûts exige qu'on exerce des jugements et qu'on établisse des estimations. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, si l'on estime que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte estimée, et ce, dès la période où la probabilité d'une perte devient manifeste. Dans le cas de contrats visant la prestation de services de plusieurs catégories différentes, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes.

COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Certains coûts engagés lors du démarrage d'un contrat d'impartition sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Ces coûts comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition. Dans ce contexte, la Société établit entre autres des estimations et des hypothèses visant à calculer les flux de trésorerie prévus afin d'évaluer si elle pourrait vraisemblablement recouvrer ces coûts liés à des contrats en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Pour évaluer les possibilités de recouvrement, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Le fait de modifier des estimations ou des hypothèses touchant un ou plusieurs contrats n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée et les immobilisations, si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations

et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, et l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant pendant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

FRAIS DE RÉORGANISATION LIÉS À DES ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

La Société a annoncé un programme visant à réduire son effectif et à fermer et regrouper certains de ses bureaux. Ce programme, qui a pour but de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité de la Société, a été mis sur pied en conséquence du fait que le volume de travail provenant de BCE est moins important que prévu. Les charges comptabilisées pendant l'exercice, à cet égard, comprennent des indemnités de départ ainsi que les coûts liés au regroupement et à la fermeture de certains bureaux. La constatation de ces charges exige que la direction porte des jugements et fasse des estimations touchant la nature et les montants des coûts, ainsi que le moment auquel ils seront engagés. Dans le cas des locaux qui ont été abandonnés ou sous-loués, les coûts estimés des baux représentent la différence entre les loyers futurs à payer et les produits de sous-location estimés. Nous évaluerons les charges liées aux bureaux fermés et aux indemnités de départ à la date de clôture de chaque période comptable afin de nous assurer que les montants comptabilisés demeurent appropriés.

MODIFICATIONS COMPTABLES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} janvier 2006 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3831, *Opérations non monétaires*, établit que des opérations non monétaires doivent être évaluées à la juste valeur sauf si l'opération ne présente aucune substance commerciale, si l'opération représente l'échange de stocks, ou si l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires, et si ni la juste valeur de l'actif reçu ni la juste valeur de l'actif cédé ne peuvent être évaluées de façon fiable. L'adoption des dispositions de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.
- b) L'abrégé des délibérations du CPN 156, *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)*, fournit des indications aux sociétés qui donnent des incitatifs aux clients ou aux revendeurs sous forme d'argent comptant, de capitaux propres, de cadeaux gratuits, de coupons et autres. L'adoption du CPN 156 n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés car la Société avait déjà

adopté l'équivalent américain du CPN 156 qui est la norme 01-9 de l'*Emerging Issues Task Force* (EITF 01-9) publiée en 2001 : *Accounting for Consideration Given by a Vendor to a Customer*.

- c) L'abrégié du CPN 157, *Droits variables implicites au regard de la NOC-15*, exige de déterminer si l'entreprise détient des droits variables implicites dans une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) ou une EDDV potentielle, aux fins de l'application de la note d'orientation concernant la comptabilité, NOC-15, *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*. L'adoption des dispositions de cet abrégé n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.
- d) L'abrégié du CPN 159, *Comptabilisation des obligations conditionnelles liées à la mise hors service d'immobilisations*, précise dans quelles circonstances il faut constater une obligation conditionnelle liée à la mise hors service d'une immobilisation. L'adoption des dispositions de cet abrégé n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel :

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, et les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers doivent être mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût. La Société prévoit que l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés sera négligeable.
- b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres*, s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Le résultat étendu représente la variation de l'actif net d'une entreprise au cours d'une période découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des placements susceptibles de vente. Cette norme établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les modifications concernant la présentation et la divulgation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ces normes, les états financiers consolidés incluront un résultat étendu.
- c) Le chapitre 3865, *Couvertures*, s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit des normes qui précisent quand il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, pertes, produits et charges liés à un dérivé et à

l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. La Société prévoit que l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés sera négligeable.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. La Société a recours à des instruments financiers afin de couvrir l'investissement net dans ses filiales étrangères. Le gain ou la perte de change provenant de l'investissement net est comptabilisé à titre d'écart de conversion. Le gain ou la perte de change réalisé et non réalisé sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net est également comptabilisé à titre d'écart de conversion.

RISQUES ET INCERTITUDES

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui influeraient sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Une part croissante de nos méthodes est codifiée dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs économiques que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Depuis trois ans, nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement; nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché de l'impartition des services en TI et en gestion des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

Longueur du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et coût des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des

ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant à recruter et à retenir des professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs; le développement de solutions en TI exclusives qui répondent aux impératifs concurrentiels de nos clients; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Incapacité de protéger entièrement nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies exclusives ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. CGI fait reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des

autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du U.S. Patent and Trademark Office et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détections pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenions pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; les mesures de contrôle des prix ou les restrictions sur l'échange de devises étrangères; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son modèle mondial de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices; l'instabilité politique, sociale et économique incluant la menace terroriste et les maladies pandémiques. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus

efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition. Au 30 septembre 2006, la majorité de nos activités avaient obtenu la certification ISO 9001.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – À l'exception de BCE Inc., de ses filiales et de ses sociétés affiliées, aucune société ni aucun groupe de sociétés ne représente plus de 10 % de nos produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients – Une portion substantielle de nos revenus (11,9 % pour l'exercice 2006) provient des filiales et sociétés affiliées de BCE Inc. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, en raison notamment de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risque lié aux contrats visant des projets à court terme – Dans la foulée de l'acquisition d'AMS, l'importance relative des contrats visant des projets à plus court terme, par rapport au chiffre d'affaires global de CGI, s'est substantiellement accrue. CGI gère tous ses contrats en fonction du Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les projets. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, une portion substantielle des mandats acquis par l'entremise d'AMS est fondée sur des prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Lorsque nous présentons une soumission pour ce type de mandat, nous estimons les coûts et les heures de travail nécessaires pour compléter le projet. Nos estimations se fondent sur

notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le projet considéré. En cas d'augmentation des coûts, de coûts imprévus ou de retards, y compris des retards attribuables à des facteurs sur lesquels nous n'avons pas d'emprise, la rentabilité des contrats à prix fixe peut être réduite ou annulée.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque lié aux crédits d'impôt – L'acquisition du contrôle de CGI pourrait rendre la Société inadmissible aux crédits d'impôt provinciaux associés à la Cité du commerce électronique et à la Cité Multimédia à Montréal, au Carrefour de la nouvelle économie au Saguenay et au Carrefour national des nouvelles technologies de Québec.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en technologie ; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier ; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements ; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux ; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient

donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

RISQUES DE MARCHÉ

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Pendant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent pendant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre restreint de mandats pendant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; c) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; d) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; e) examiner les procédures de vérification; f) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au Comité par notre conseil d'administration.

Sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière, la Société a évalué l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information, au 30 septembre 2006. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

POURSUITES JUDICIAIRES

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. Au 30 septembre 2006, la Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

Rapports de la direction et des vérificateurs

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Elle répond de l'intégrité de l'information qu'ils contiennent. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et jugement de la direction. L'information financière et les résultats d'exploitation présentés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation sont en accord avec les états financiers consolidés.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection du patrimoine de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Les systèmes de contrôle interne et les registres financiers sont soumis à l'examen des vérificateurs indépendants, Deloitte & Touche, s.r.l., nommés par les actionnaires pour vérifier les états financiers consolidés de la Société. Le rapport des vérificateurs indépendants est présenté ci-dessous. En outre, le Comité de gestion de la Société revoit l'information diffusée sur l'entreprise et supervise la mise en œuvre des contrôles et des procédés auxquels la Société a recours en matière d'information.

Les membres du Comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les vérificateurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne régissant la reddition de comptes ainsi que de sujets touchant la vérification et l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation et les a approuvés.

[signé]	[signé]	[signé]	
LE 13 NOVEMBRE 2006	MICHAEL E. ROACH le président et chef de la direction	R. DAVID ANDERSON le vice-président exécutif et chef de la direction financière	ANDRÉ IMBEAU le fondateur, vice-président exécutif du conseil et secrétaire corporatif

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers qui décrivent avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

L'évaluation de la direction comporte une exclusion. La participation dans les coentreprises a été exclue de l'évaluation puisque le contrôle interne de ces entités à l'égard de l'information financière ne peut être ni dicté, ni modifié et que la direction n'a pas la capacité réelle d'évaluer ces contrôles. La participation de la Société dans les coentreprises représente 1,6 % de l'actif total consolidé et 2,6 % des produits consolidés au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Malgré cette exclusion, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été évalué, en ce qui a trait à l'inclusion de la quote-part de la Société dans ces coentreprises et de leurs résultats pour l'exercice dans les états financiers consolidés. D'autres informations financières relatives aux coentreprises sont présentées à la note 19 des états financiers consolidés.

À la fin de l'exercice 2006 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2006, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2006 a été vérifiée par les comptables agréés inscrits indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 29.

[signé]	[signé]	[signé]	
LE 13 NOVEMBRE 2006	MICHAEL E. ROACH le président et chef de la direction	R. DAVID ANDERSON le vice-président exécutif et chef de la direction financière	ANDRÉ IMBEAU le fondateur, vice-président exécutif du conseil et secrétaire corporatif

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié l'évaluation par la direction énoncée dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint selon laquelle le Groupe CGI inc. et ses filiales (la « Société ») maintenaient un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Comme il est décrit dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la direction a exclu de son évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière des coentreprises, car la Société n'est pas en mesure de dicter ni de modifier les contrôles appliqués à ces entités et ne peut évaluer les contrôles en place de ces coentreprises. La participation dans les coentreprises représente un total des actifs et des produits constituant 1,6 % et 2,6 %, respectivement, des montants connexes aux états financiers consolidés au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Par conséquent, notre vérification ne comprend pas le rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière des coentreprises. Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'évaluation de la direction et sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification publiées par le *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre vérification a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à examiner l'évaluation faite par la direction, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne, et à mettre en œuvre d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires selon les circonstances. Nous sommes d'avis que notre vérification constitue une base raisonnable sur laquelle nous pouvons fonder notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société constitue un processus conçu par les principaux dirigeants et les principaux chefs financiers d'une société, ou par des personnes occupant des postes semblables ou sous la supervision de ces personnes, et mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel de cette société de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les politiques et les procédures qui 1) ont trait à la tenue de dossiers qui décrivent avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment la possibilité de collusion ou que la direction passe outre aux contrôles, des inexactitudes importantes résultant d'une erreur ou d'une fraude pourraient survenir et ne pas être décelées en temps opportun. De plus, les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À notre avis, il a été raisonnablement établi par la direction que la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. De plus, à notre avis, la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Notre rapport, daté du 13 novembre 2006, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

MONTRÉAL, QUÉBEC

LE 13 NOVEMBRE 2006

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Groupe CGI inc. et de ses filiales (la « Société ») aux 30 septembre 2006 et 2005 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis en ce qui a trait aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada en ce qui a trait aux états financiers consolidés des exercices terminés les 30 septembre 2005 et 2004. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. À notre avis, notre vérification fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2006 et 2005 ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, sur la base des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* et, dans notre rapport daté du 13 novembre 2006, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur l'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

MONTRÉAL, QUÉBEC

LE 13 NOVEMBRE 2006

COMMENTAIRES DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS AUX LECTEURS AMÉRICAINS AU SUJET DES DIFFÉRENCES ENTRE LES NORMES CANADIENNES ET AMÉRICAINES

Aux États-Unis, les normes de rapport obligent les vérificateurs à ajouter un paragraphe explicatif (immédiatement après le paragraphe d'énoncé d'opinion) dans le cas d'un changement dans le choix des principes comptables qui a un effet important sur la comparabilité des états financiers consolidés, comme ceux que décrit la note 2 des présents états financiers. Notre rapport aux actionnaires daté du 13 novembre 2006 est formulé conformément aux normes de rapport canadiennes qui n'exigent pas la mention de tels changements dans le choix des principes comptables dans le rapport des vérificateurs, lorsque le changement est pris en compte convenablement et présenté adéquatement dans les états financiers.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

MONTRÉAL, QUÉBEC

LE 13 NOVEMBRE 2006

États financiers consolidés

États consolidés des résultats

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)	\$	\$	\$
PRODUITS	3 477 623	3 685 986	3 150 070
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration (NOTE 16)	2 996 521	3 151 558	2 677 396
Amortissement (NOTE 12)	170 766	199 283	162 591
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (NOTE 13)	67 266	–	–
Intérêts sur la dette à long terme	43 291	24 014	20 672
Autres revenus, net	(7 252)	(7 156)	(8 728)
Gain à la vente d'actifs (NOTE 17)	(10 475)	–	–
Gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite (NOTE 17)	–	(4 537)	(488)
Vente de droit (NOTE 14)	–	(11 000)	–
	3 260 117	3 352 162	2 851 443
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	217 506	333 824	298 627
Impôts sur les bénéfices (NOTE 15)	70 973	114 126	113 241
	146 533	219 698	185 386
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	146 533	219 698	185 386
(Perte nette) bénéfice net tiré des activités abandonnées (NOTE 18)	–	(3 210)	8 655
BÉNÉFICE NET	146 533	216 488	194 041
BÉNÉFICE (PERTE) DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION (NOTE 11)			
Activités poursuivies	0,40	0,50	0,44
Activités abandonnées	–	(0,01)	0,02
	0,40	0,49	0,46

Se reporter aux notes complémentaires.

États consolidés des bénéfices non répartis

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS AU DÉBUT	895 267	730 757	542 205
Bénéfice net	146 533	216 488	194 041
Coût de rachat des actions (NOTE 9)	(6 760)	–	–
Coût d'émission des actions, déduction faite des impôts sur les bénéfices (NOTE 9)	–	–	(5 489)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées (NOTE 9)	(447 839)	(51 978)	–
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	587 201	895 267	730 757

Se reporter aux notes complémentaires.

Bilans consolidés

AUX 30 SEPTEMBRE	2006	2005
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$
ACTIF		
À court terme		
Espèces et quasi-espèces	115 729	240 459
Débiteurs (NOTE 3)	479 767	487 731
Travaux en cours	197 381	214 470
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	89 639	75 281
Impôts futurs (NOTE 15)	33 728	22 118
	916 244	1 040 059
Immobilisations (NOTE 4)	120 032	116 388
Coûts liés à des contrats (NOTE 5)	212 115	223 122
Actifs incorporels à durée limitée et autres actifs à long terme (NOTE 6)	525 905	586 416
Impôts futurs (NOTE 15)	25 127	46 601
Écart d'acquisition (NOTE 7)	1 737 886	1 773 370
Total de l'actif avant fonds détenus pour des clients	3 537 309	3 785 956
Fonds détenus pour des clients (NOTE 2)	154 723	200 703
	3 692 032	3 986 659
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	367 127	378 691
Rémunération à payer	108 331	107 014
Produits reportés	111 759	127 950
Impôts sur les bénéfices	41 707	31 955
Impôts futurs (NOTE 15)	30 384	47 163
Tranche à court terme de la dette à long terme (NOTE 8)	8 242	14 899
	667 550	707 672
Impôts futurs (NOTE 15)	213 512	238 983
Dette à long terme (NOTE 8)	805 017	234 801
Passifs liés aux intégrations (NOTE 17) et autres passifs à long terme	103 210	109 810
Total du passif avant obligations liées aux fonds des clients	1 789 289	1 291 266
Obligations liées aux fonds des clients (NOTE 2)	154 723	200 703
	1 944 012	1 491 969
Engagements, éventualités et garanties (NOTE 24)		
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (NOTE 9)	1 367 606	1 762 973
Surplus d'apport (NOTE 10)	82 436	67 578
Bons de souscription (NOTE 10)	–	19 655
Bénéfices non répartis	587 201	895 267
Écart de conversion	(289 223)	(250 783)
	1 748 020	2 494 690
	3 692 032	3 986 659

Se reporter aux notes complémentaires.

Approuvé par le conseil

[signé]

Administrateur
MICHAEL E. ROACH

[signé]

Administrateur
ANDRÉ IMBEAU

États consolidés des flux de trésorerie

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2006	2005	2004
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	146 533	219 698	185 386
Ajustements pour :			
Amortissement (NOTE 12)	199 760	231 965	192 718
Tranche hors caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (NOTE 13)	1 311	–	–
Crédits reportés	(781)	(3 038)	(16 439)
Impôts futurs (NOTE 15)	(34 225)	35 650	55 626
Perte (gain) de change	1 914	1 993	(789)
Rémunération à base d'actions (NOTE 10)	12 895	20 554	25 559
Vente de droit (NOTE 14)	–	(11 000)	–
Gain à la vente d'actifs (NOTE 17)	(10 475)	–	–
Gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite (NOTE 17)	–	(4 537)	(488)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (NOTE 20)	(7 371)	(10 576)	(211 376)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	309 561	480 709	230 197
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises (déduction faite des espèces) (NOTE 17)	(25 620)	(66 229)	(589 678)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises (déduction faite des espèces cédées) (NOTE 17)	30 114	29 521	87 503
Produit tiré de la vente d'un placement dans une société satellite (NOTE 17)	–	20 849	–
Produit tiré de la vente de droit (NOTE 14)	–	11 000	–
Acquisitions d'immobilisations	(41 105)	(25 314)	(59 829)
Produit tiré de cessions d'immobilisations	562	6 663	4 738
Paieement des coûts liés à des contrats	(31 417)	(25 057)	(75 142)
Remboursement des coûts liés à des contrats suite à la terminaison d'un contrat	–	15 300	–
Acquisitions d'actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	(74 568)	(90 674)	(85 814)
Produit tiré de cessions d'actifs incorporels à durée de vie limitée	–	5 251	–
Diminution des autres actifs à long terme	2 677	12 413	17 202
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(139 357)	(106 277)	(701 020)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de la facilité de crédit (NOTE 8)	746 170	190 000	240 534
Remboursement de la facilité de crédit	(158 944)	(397 578)	(219 000)
Augmentation de la dette à long terme	–	–	257 604
Remboursement de la dette à long terme	(13 124)	(16 705)	(26 451)
Rachat d'actions subalternes classe A (déduction faite des coûts de rachat d'actions) (NOTE 9)	(926 145)	(109 456)	–
Émission d'actions (déduction faite des coûts d'émission des actions) (NOTE 9)	57 963	4 551	330 996
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement poursuivies	(294 080)	(329 188)	583 683
Incidence de la variation des taux de change sur les espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	(854)	(6 167)	186
(Diminution nette) augmentation nette des espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	(124 730)	39 077	113 046
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées (NOTE 18)	–	759	4 068
Espèces et quasi-espèces au début	240 459	200 623	83 509
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN	115 729	240 459	200 623

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (NOTE 20)
Se reporter aux notes complémentaires.

Notes complémentaires

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE 2006, 2005 ET 2004

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

1. Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir l'impartition, l'intégration de systèmes et des services-

conseils, des licences et des services d'entretien, de même qu'en gestion des processus d'affaires (« GPA ») afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace, tout en créant de la valeur ajoutée.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 26.

Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2006.

des entités à détenteurs de droits variables. L'adoption de cet abrégé n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

iv) L'ICCA a publié le CPN 159, *Obligations conditionnelles liées à la mise hors service d'immobilisations*, qui fournit des indications quant au moment où une obligation conditionnelle liée à la mise hors service d'immobilisations doit être constatée. L'adoption de cet abrégé n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

- i) L'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a révisé le chapitre 3831, *Opérations non monétaires*, qui s'applique aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2006 ou après cette date. La modification de ce chapitre établit que des opérations non monétaires doivent être évaluées à la juste valeur sauf si l'opération ne présente aucune substance commerciale, si l'opération représente l'échange de stocks, si l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires, et si la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.
- ii) L'ICCA a publié l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») 156, *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)*, qui fournit des indications aux sociétés qui accordent des incitatifs aux clients ou aux revendeurs sous forme d'argent comptant, de capitaux propres, de cadeaux gratuits, de coupons et autres. L'adoption du CPN 156 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés, car la Société a déjà adopté l'équivalent américain qui est *Emerging Issues Task Force 01-9, Accounting for Consideration Given by a Vendor to a Customer*, publié en 2001.
- iii) L'ICCA a publié le CPN 157, *Droits variables implicites au regard de la NOC 15*, qui établit qu'il faut déterminer si l'entreprise publiante détient un droit variable dans une entité à détenteurs de droits variables ou dans une entité à détenteurs de droits variables potentielle, pour l'application de la note d'orientation concernant la comptabilité 15, *Consolidation*

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits à titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de celles-ci. Les estimations importantes incluent, mais ne sont pas limitées à, la mesure de la provision pour des créances douteuses, les crédits d'impôt, les évaluations des actifs à long terme et de leur dépréciation, les impôts sur les bénéfices, les provisions et les éventualités ainsi que la constatation des revenus.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et les transactions intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint, ci-après appelées des coentreprises, sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les sociétés associées, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Lorsque la Société n'exerce pas une influence notable, les participations sont comptabilisées au coût. La valeur comptable des participations est revue pour dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable.

CONSTATATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en GPA.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information : i) des services d'impartition, ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, iii) des licences de logiciels et iv) des services d'entretien. Les services en GPA incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie et la gestion de documents.

La Société fournit des services dans le cadre de contrats contenant divers mécanismes de détermination des prix. La Société constate les produits lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, la livraison a eu lieu ou les services ont été rendus au client, la contrepartie qui sera obtenue pour les biens vendus est fixe ou mesurable et le recouvrement final est raisonnablement sûr. Si un accord inclut des prestations multiples, la valeur totale de l'accord est divisée en unités de comptabilisation distinctes lorsque 1) la prestation fournie a une valeur en soi pour le client; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur de la ou des prestations non fournies; et 3) l'accord prévoit un droit de retour général relativement à la prestation fournie, et que l'exécution de la prestation non fournie est jugée probable et dépend pour l'essentiel du fournisseur. Si ces critères sont satisfaits, la contrepartie totale est répartie entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de leurs justes valeurs.

Les provisions pour pertes estimatives d'un contrat, s'il y a lieu, sont constatées dans l'exercice au cours duquel la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

ENTENTES D'IMPARTITION ET DE GESTION DES PROCESSUS D'AFFAIRES

Les produits tirés des ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu des contrats fondés sur le temps et les ressources ainsi que sur les ententes à prix unitaire sont constatés à mesure que les services sont rendus au prix stipulé dans le contrat. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, alors la Société évalue s'il est plus approprié de constater les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu des contrats à prix fixes sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, à moins qu'il n'existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

SERVICES D'INTÉGRATION DE SYSTÈMES ET SERVICES-CONSEILS

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu des contrats fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des ententes fondées sur les coûts sont constatés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des ententes de services d'intégration de systèmes et de services-conseils en vertu des contrats à prix fixes sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou les heures engagés pour mesurer le progrès de l'accomplissement des travaux. Cette méthode se fonde sur des évaluations des coûts ou des heures totaux prévus de la main-d'œuvre pour accomplir le service, qui sont comparés aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagés, pour évaluer le pourcentage du produit gagné. La direction révisé régulièrement les estimations des coûts ou des heures totaux prévus de la main-d'œuvre. Les révisions des estimations sont reflétées dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des ententes de services d'intégration de systèmes et de services-conseils en vertu des contrats axés sur la rentabilité sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les montants générés par ces ententes seront suffisamment importants pour atteindre la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

LICENCES DE LOGICIELS ET ENTENTES D'ENTRETIEN

Les produits tirés des ententes de licences de logiciels sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'une entente, que le recouvrement est probable, que les honoraires sont fixes ou qu'ils peuvent être établis et qu'il existe une preuve objective émanant du fournisseur de l'existence d'une entente, afin de permettre que le total des honoraires soit réparti entre les différentes composantes d'une entente. Les preuves objectives émanant du fournisseur s'appuient habituellement sur le prix demandé lorsqu'une composante est vendue séparément.

Dans les cas où les services de mise en œuvre sont essentiels à la fonctionnalité du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation sur mesure, alors la Société constate les produits tirés des licences de logiciels selon la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre, tel que décrit précédemment.

Les produits tirés des services d'entretien des licences de logiciels vendues et mises en œuvre sont constatés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

Les montants comptabilisés à titre de produits excédant les montants facturés sont classés dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des produits ou avant la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris ceux relatifs aux frais de déplacement et aux autres dépenses semblables, ainsi que d'autres frais de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciel, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur les durées de vie utiles estimatives suivantes, selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail plus la première option de renouvellement
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie et de production de documents fiscaux, la Société recueille les fonds aux fins de paiement des paies et des impôts; garde temporairement ces fonds jusqu'à ce que le paiement soit requis; verse les fonds aux employés des clients et aux autorités fiscales compétentes; produit les documents fiscaux et prend en charge les différentes correspondances et révisions. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de contrats d'impartition des services en TI et en GPA à long terme. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients à la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en espèces, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions allouées principalement sur une période de transition négociée au contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré à la juste valeur estimative émis à la date de l'octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré à la valeur des engagements financiers accordés et un montant correspondant est enregistré comme autres passifs à long terme. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre des contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations

acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé tel que décrit dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés transférés, et la sortie des établissements des clients. Pour les contrats de services en GPA, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plateformes de la Société. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes de même que les frais de sous-traitance.

ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

Les actifs incorporels à durée de vie limitée comprennent principalement les logiciels internes, les solutions d'affaires, les licences de logiciels et les relations clients.

Les logiciels internes, les solutions d'affaires et les licences de logiciels sont enregistrés au coût. Les solutions d'affaires développées à l'interne aux fins de commercialisation sont capitalisées si elles remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, opérationnelle et financière. Les solutions d'affaires et les licences de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées à la juste valeur basée sur l'estimation de la capacité du produit à générer des revenus nets dans le futur. Les relations clients sont acquises lors de regroupements d'entreprises et sont enregistrées à leur juste valeur basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs.

La Société amortit les actifs incorporels à durée de vie limitée selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

Logiciels internes	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 15 ans

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimés, non actualisés, sont projetés sur la durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une dépense est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable à un montant égal aux flux de trésorerie estimés et actualisés.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le coût d'acquisition dans les actifs corporels et incorporels acquis et dans les passifs pris en charge en fonction de la juste valeur de ces éléments à la date d'acquisition, avec l'excédent du coût d'acquisition alloué à l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la juste valeur de l'unité d'exploitation pourrait être moindre que sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent de passifs pour des frais engagés lors de regroupement d'entreprises, tels que les prestations de cessation d'emploi de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante, et les provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux occupés par les entreprises acquises, locaux que la Société compte quitter.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. L'effet dilutif des options sur actions est établi en utilisant la méthode du rachat d'actions.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Des frais de recherche totalisant 25 728 000 \$ (21 869 000 \$ en 2005 et 26 710 000 \$ en 2004) sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Au cours de l'exercice, la Société a engagé 68 905 000 \$ de frais directs de recherche et de développement de logiciels (78 200 000 \$ en 2005 et 64 500 000 \$ en 2004).

Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, opérationnelle et financière. Les frais de développement différés sont inclus dans les actifs incorporels à durée de vie limitée. Des crédits d'impôt totalisant 925 000 \$ ont été comptabilisés en réduction de ces actifs pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006 (aucun en 2005 et 1 408 000 \$ en 2004).

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'actif et du passif fiscal. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés à partir des écarts temporaires déductibles ou taxables entre les montants inscrits pour la présentation des états financiers et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et en utilisant les taux en

vigueur ou pratiquement en vigueur pendant l'année où il est prévu que ces différences seront renversées. Une provision pour moins-valeur est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'une partie de l'actif des impôts futurs ne pourra pas être réalisée.

CONVERSION DES DEVISES

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes avec des activités économiques largement indépendantes de la société mère, sont comptabilisées selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont accumulés et enregistrés à titre d'écart de conversion dans les capitaux propres. En conséquence des écarts découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères, l'écart de conversion a varié de 38 440 000 \$ et 92 124 000 \$ en 2006 et 2005, respectivement. Ces variations sont principalement attribuables à la conversion de l'écart d'acquisition libellé en dollars américains.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la société mère du point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont inclus dans le bénéfice net.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La rémunération à base d'actions est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser aux résultats une charge répartie sur la durée de levée des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions et la juste valeur comptabilisée de l'option est enlevée du surplus d'apport et créditée au capital-actions.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

La Société a recours à des instruments financiers pour couvrir l'investissement net dans ses filiales étrangères. Les gains ou les pertes de change provenant de l'investissement net sont comptabilisés à titre d'écart de conversion. Les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net sont également comptabilisés à titre d'écart de conversion.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

De temps en temps, la Société a aussi recours à des contrats à terme pour couvrir des entrées de fonds prévues dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société. Les gains ou les pertes de ces contrats à terme en devises, identifiés comme couverture pour des engagements formels et des prévisions de transaction, sont comptabilisés au coût des services et frais de vente et d'administration lorsque la transaction sous-jacente est réalisée.

L'efficacité de chaque couverture est testée périodiquement tout au long de l'exercice.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants :

a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs et des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, et les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers doivent être mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus aux fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût. L'adoption de ce chapitre n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres*, s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Le résultat étendu représente la variation de l'actif net d'une entreprise au cours d'une période découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou les pertes non réalisés sur des placements susceptibles de vente. Ce chapitre établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les modifications concernant la présentation et la divulgation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À l'adoption de ce chapitre, les états financiers consolidés incluront un état du résultat étendu.

c) Le chapitre 3865, *Couvertures*, s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit des normes qui précisent à quel moment il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, les pertes, les produits et les charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. L'adoption de ce chapitre n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

3. Débiteurs

	2006	2005
	\$	\$
Clients	376 383	357 679
Autres ⁽¹⁾	103 384	130 052
	479 767	487 731

(1) Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux programmes de la Cité du commerce électronique, de la Cité du multimédia, du Carrefour de la nouvelle économie, de RS&DE et à d'autres programmes de crédits d'impôt, d'un montant d'environ 80 943 000 \$ et 93 287 000 \$, en 2006 et 2005, respectivement.

La Société est définie comme une société admissible qui exerce des « activités admissibles » en vertu des modalités prévues dans les divers programmes de crédits d'impôt du gouvernement du Québec, relativement aux salaires liés aux employés admissibles travaillant principalement dans des zones désignées dans la province de Québec, au Canada. La Société doit obtenir annuellement un certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Ces programmes ont été conçus afin d'appuyer la création d'emplois et les efforts de revitalisation de certaines zones urbaines.

Pour être admissible à la majorité des crédits d'impôt, la Société a également transféré un certain nombre de ses employés dans des immeubles désignés. Le coût du loyer des immeubles désignés est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Initialement, les engagements financiers de la Société pour ces nouveaux locaux totalisaient 618 800 000 \$. Au 30 septembre 2006, le solde de ces engagements, qui s'étendent sur une période de deux à 17 ans, s'établissait à 487 819 000 \$.

Ces crédits sont calculés, selon des programmes différents, à des taux variant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible. Pour la Cité du commerce électronique, le taux peut varier selon la création d'un nombre suffisant d'emplois au Québec. Le taux est établi en utilisant une formule prédéterminée et ne peut pas dépasser 35 % ou 12 500 \$. Au 30 septembre 2006, la Société est admissible à un remboursement en utilisant un taux de 35 %.

4. Immobilisations

	2006			2005		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiment	5 766	1 372	4 394	5 113	907	4 206
Améliorations locatives	124 031	40 811	83 220	105 779	26 858	78 921
Mobilier et agencements	28 596	16 315	12 281	24 979	13 286	11 693
Matériel informatique	69 253	49 116	20 137	60 330	38 762	21 568
	227 646	107 614	120 032	196 201	79 813	116 388

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 2 589 000 \$ (3 461 000 \$ en 2005), déduction faite de l'amortissement cumulé de 3 520 000 \$ (2 975 000 \$ en 2005).

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations proviennent de contrats de location-exploitation de locaux dans différents établissements qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur

état original à échéance des contrats. Le coût des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2 364 000 \$ (2 469 000 \$ en 2005), qui est comptabilisé dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme, a été basé sur des flux de trésorerie estimatifs et non actualisés de 3 400 000 \$ (3 600 000 \$ en 2005) et en utilisant le taux d'actualisation de 5,50 % (5,78 % en 2005). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période de un à 17 ans.

5. Coûts liés à des contrats

	2006			2005		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Incitatifs	250 691	130 167	120 524	247 449	103 846	143 603
Coûts de transition	124 784	33 193	91 591	107 218	27 699	79 519
	375 475	163 360	212 115	354 667	131 545	223 122

6. Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme

	2006		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels internes	77 874	34 724	43 150
Solutions d'affaires	258 566	80 103	178 463
Licences de logiciels	120 557	78 373	42 184
Relations clients et autres	367 404	131 596	235 808
Actifs incorporels à durée de vie limitée	824 401	324 796	499 605
Frais de financement reportés			6 475
Régime de rémunération différée (NOTE 23)			9 943
Autres			9 882
Autres actifs à long terme			26 300
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			525 905

	2005		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels internes	75 088	31 056	44 032
Solutions d'affaires	230 854	51 160	179 694
Licences de logiciels	135 991	69 644	66 347
Relations clients et autres	382 111	103 819	278 292
Actifs incorporels à durée de vie limitée	824 044	255 679	568 365
Contrat de location-financement (NOTE 19)			1 788
Frais de financement reportés			3 633
Régime de rémunération différée (NOTE 23)			7 861
Autres			4 769
Autres actifs à long terme			18 051
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			586 416

L'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée inclus dans les états consolidés des résultats se détaille comme suit :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Logiciels internes	10 839	16 731	15 003
Solutions d'affaires	35 298	29 175	23 054
Licences de logiciels	29 983	31 653	33 905
Relations clients et autres	43 597	47 536	30 158
	119 717	125 095	102 120

7. Écart d'acquisition

La Société a choisi le 30 septembre comme date pour le test de dépréciation annuel. La Société a effectué le test de dépréciation annuel au 30 septembre 2006. D'après les résultats de ce test, aucune perte de valeur n'a été constatée.

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2006			2005		
	SERVICES EN TI	GPA	TOTAL	SERVICES EN TI	GPA	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	1 494 133	279 237	1 773 370	1 532 413	295 191	1 827 604
Acquisitions (NOTE 17)	18 070	–	18 070	51 557	619	52 176
Ajustements liés au coût d'acquisition (NOTE 17)	(6 611)	119	(6 492)	(13 775)	12 269	(1 506)
Cession d'actifs (filiales en 2005) (NOTE 17)	–	(13 172)	(13 172)	–	(16 152)	(16 152)
Écart de conversion	(28 533)	(5 357)	(33 890)	(76 062)	(12 690)	(88 752)
Solde à la fin	1 477 059	260 827	1 737 886	1 494 133	279 237	1 773 370

8. Dette à long terme

	2006	2005
	\$	\$
Notes principales en devises américaines et non garanties, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,14 %, remboursables par des versements de 94 863 000 \$ en 2009, de 97 004 300 \$ en 2011 et de 22 270 300 \$ en 2014 ⁽¹⁾	214 138	222 931
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR majoré de 1,375 % ou au taux de l'acceptation bancaire majoré de 1,375 % et échéant en 2009 ⁽²⁾	587 226	–
Obligation portant intérêt au taux de 1,60 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant en 2008	5 777	9 214
Soldes des coûts d'acquisition liés aux acquisitions d'entreprises, ne portant pas intérêt, remboursables en plusieurs versements jusqu'en 2008. Ces soldes ont été comptabilisés à leur valeur actualisée selon un taux de 7 %	4 399	7 241
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 8,28 %, remboursables par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2008	781	2 005
Tranche de la dette à long terme de la coentreprise		
Emprunt à terme garanti, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés de 540 249 \$, portant intérêt au taux de 5,71 %, échéant en 2007	539	6 965
Autres emprunts portant intérêt au taux privilégié majoré de 1,75 %, remboursés durant l'année	–	684
Autres	399	660
	813 259	249 700
Tranche à court terme	8 242	14 899
	805 017	234 801

(1) La dette privée de 192 000 000 \$ US financée par des investisseurs institutionnels américains comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis, échéant en janvier 2009, 2011 et 2014, et a été émise le 29 janvier 2004, avec une échéance moyenne pondérée de 6,4 années. Les notes principales en devises américaines et non garanties contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Le 9 juin 2006, la Société a obtenu certaines modifications à la définition et aux méthodes de calculs des ratios des notes principales en devises américaines et non garanties en ce qui concerne les ratios financiers. Le taux initial d'intérêt fixe moyen pondéré du coupon était de 4,97 %. À la suite de la modification de l'entente, le taux a augmenté à 5,14 %. Au 30 septembre 2006, la Société respecte ces ratios financiers.

(2) La Société possède une entente de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 1 000 000 000 \$, qui expire en décembre 2009. Cette entente se compose d'une tranche canadienne d'une valeur de 850 000 000 \$ ainsi que d'une tranche américaine d'une valeur équivalant à 150 000 000 \$. Le taux d'intérêt imposé est établi en fonction de la devise dans laquelle les sommes ont été tirées. Au 30 septembre 2006, un montant de 590 000 000 \$ a été tiré sur cette facilité. Un montant de 27 975 400 \$ a également été mis en garantie en regard de cette facilité pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. Des frais de financement de 3 572 000 ont été engagés durant l'année et ont été comptabilisés sous la rubrique Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme. En plus de cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose de lignes de crédit totalisant 25 000 000 \$ et 2 000 000 £. Au 30 septembre 2006, aucun montant n'avait été tiré sur ces facilités. La facilité de crédit contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Le 21 avril 2006, la Société a obtenu certaines modifications à la définition et aux méthodes de calcul des ratios en tenant compte de l'incidence du plan de réorganisation sur la facilité de crédit renouvelable non garantie. Au 30 septembre 2006, la Société respecte ces ratios financiers.

8. Dette à long terme (suite)

Les remboursements du capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2007	7 626
2008	3 488
2009	94 863
2010	587 226
2011	97 005
Suivants	22 270
Total des remboursements du capital sur la dette à long terme	812 478

Versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition :

	CAPITAL	INTÉRÊTS	PAIEMENT
	\$	\$	\$
2007	616	29	645
2008	165	5	170
Total des versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition	781	34	815

9. Capital-actions

Autorisé, un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent ;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours de 2006, 2005 et 2004, les actions subalternes classe A et classe B ont évolué comme suit :

	ACTIONS SUBALTERNES CLASSE A		ACTIONS CLASSE B		TOTAL	
	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE
		\$		\$		\$
Solde au 30 septembre 2003	368 236 503	1 435 763	33 772 168	44 868	402 008 671	1 480 631
Émises en contrepartie d'espèces ⁽¹⁾	41 340 625	330 725	–	–	41 340 625	330 725
Émises en contrepartie d'acquisitions d'entreprises (NOTE 17)	136 112	1 020	–	–	136 112	1 020
Options levées	1 007 651	7 854	–	–	1 007 651	7 854
Solde au 30 septembre 2004	410 720 891	1 775 362	33 772 168	44 868	444 493 059	1 820 230
Rachetées et annulées ⁽²⁾	(14 078 360)	(60 998)	–	–	(14 078 360)	(60 998)
Rachetées et non annulées ⁽²⁾	–	(3 665)	–	–	–	(3 665)
Options levées ⁽³⁾	805 798	7 406	–	–	805 798	7 406
Solde au 30 septembre 2005	397 448 329	1 718 105	33 772 168	44 868	431 220 497	1 762 973
Rachetées et annulées ⁽²⁾	(108 315 500)	(466 994)	–	–	(108 315 500)	(466 994)
Rachetées et non annulées ⁽²⁾	–	(4 028)	–	–	–	(4 028)
Options levées ⁽³⁾	1 220 820	11 818	–	–	1 220 820	11 818
Options levées en contrepartie de bons de souscription ⁽⁴⁾	7 021 096	60 260	546 131	3 577	7 567 227	63 837
Converties en contrepartie de bons de souscription ⁽⁴⁾	110 140	721	(110 140)	(721)	–	–
Solde au 30 septembre 2006	297 484 885	1 319 882	34 208 159	47 724	331 693 044	1 367 606

(1) Le 3 mai 2004, la Société a émis 41 340 625 actions subalternes classe A dans le public et à BCE Inc. (« BCE ») pour un produit en espèces de 330 725 000 \$ avant les coûts liés à l'émission des actions de 5 489 000 \$ (déduction faite de l'économie d'impôts sur les bénéfices de 2 466 000 \$).

(2) Le 31 janvier 2006, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société détenues dans le public. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à la Société d'acheter jusqu'à 29 288 443 actions subalternes classe A sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A, en vertu de l'offre publique de rachat, a commencé le 3 février 2006 et doit se terminer au plus tard le 2 février 2007, ou plus tôt si la Société complète le rachat ou décide de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. En 2005, sous un programme similaire, 27 834 417 actions subalternes classe A pouvaient être rachetées entre le 3 février 2005 et le 2 février 2006. En 2006, la Société a racheté 8 374 400 actions subalternes classe A (14 896 200 en 2005), pour une contrepartie de 59 631 000 \$ (116 439 000 \$ en 2005). L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées au montant de 22 364 000 \$ (51 978 000 \$ en 2005) a été enregistré dans les bénéfices non répartis. Au 30 septembre 2006, 905 100 actions subalternes classe A rachetées (846 200 en 2005) d'une valeur comptable de 4 028 000 \$ (3 665 000 \$ en 2005) et d'une valeur de rachat de 6 661 000 \$ (7 185 000 \$ en 2005) étaient détenues par la Société et étaient payées et annulées après la fin d'exercice.

Le 12 janvier 2006, la Société a conclu une transaction en vertu de laquelle la Société a racheté de BCE, pour annulation, 100 000 000 d'actions subalternes classe A au prix de 8,5923 \$ par action, pour un montant total de 859 230 000 \$. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, qui s'élève à 425 475 000 \$, de même que le coût de rachat des actions de 6 760 000 \$ ont été comptabilisés dans les bénéfices non répartis.

En 2005, la Société a reçu et annulé 28 360 actions subalternes classe A pour une contrepartie de 202 000 \$ à titre de règlement d'un débiteur comptabilisé en 2003 dans le cadre d'une acquisition d'entreprise.

(3) La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut un montant de 3 421 000 \$ (2 855 000 \$ en 2005) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur des exercices d'options liées à la rémunération à base d'actions ainsi qu'à des acquisitions.

(4) Le 22 mars 2006, un bon de souscription a été exercé par un porteur pour racheter 4 000 000 d'actions subalternes classe A de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 26 200 000 \$. La valeur comptable de ces actions subalternes classe A inclut un montant de 14 271 000 \$ qui a été enregistré auparavant sous la rubrique Bons de souscription. Le 6 avril 2006, les bons de souscription ont été exercés par un autre porteur, donnant lieu à une émission de 3 021 096 actions subalternes classe A et de 110 140 actions classe B de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 20 510 000 \$. Au même moment, ce porteur convertit 110 140 actions classe B en 110 140 actions subalternes classe A, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 721 000 \$. De plus, le 28 avril 2006, les actionnaires des actions classe B de la Société ont exercé leurs bons de souscription totalisant 435 991 actions classe B au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 2 856 000 \$.

10. Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription

A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du Régime d'options d'achat d'actions, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le

jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises un an à compter de la date d'octroi et sont conditionnelles à l'atteinte d'objectifs et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2006, 39 923 069 actions subalternes classe A ont été réservées pour émission en vertu du Régime d'options d'achat d'actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006		2005		2004	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION
		\$		\$		\$
En cours au début de l'exercice	26 538 654	8,79	25 537 300	9,20	20 459 515	9,69
Octroyées	8 738 601	8,06	5 079 636	8,48	7 577 166	7,90
Levées	(1 220 820)	6,87	(805 798)	5,61	(1 007 651)	5,61
Éteintes ou échues	(4 099 724)	9,27	(3 272 484)	11,60	(1 491 730)	9,71
En cours à la fin de l'exercice	29 956 711	8,57	26 538 654	8,79	25 537 300	9,20
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	21 588 443	8,80	21 308 252	8,89	16 492 063	9,93

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2006 :

			OPTIONS EN COURS		OPTIONS POUVANT ÊTRE LEVÉES	
	FOURCHETTE DES PRIX DE LEVÉE	NOMBRE D'OPTIONS	DURÉE CONTRACTUELLE À COURIR MOYENNE PONDÉRÉE (EN ANNÉES)	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ
	\$			\$		\$
	1,64 à 2,32	151 487	4	2,23	151 487	2,23
	4,19 à 6,98	5 537 899	7	6,40	3 003 220	6,20
	7,00 à 7,87	5 756 590	7	7,74	5 719 755	7,74
	8,00 à 8,99	14 537 769	7	8,62	8 831 015	8,67
	9,05 à 10,53	1 752 228	4	9,85	1 662 228	9,87
	11,34 à 14,85	910 163	2	13,45	910 163	13,45
	15,01 à 20,60	1 287 435	3	16,24	1 287 435	16,24
	24,51 à 26,03	23 140	3	25,99	23 140	25,99
		29 956 711	7	8,57	21 588 443	8,80

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
Rémunération à base d'actions (\$)	12 895	20 554	25 559
Taux de dividende (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	36,13	45,80	47,40
Taux d'intérêt sans risque (%)	3,97	3,92	3,93
Durée de vie prévue (années)	5	5	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi (\$)	3,13	3,85	3,68

B) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2003 :

	\$
Solde au 30 septembre 2003	26 414
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(2 094)
Juste valeur des options octroyées	25 559
Solde au 30 septembre 2004	49 879
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(1 136)
Coût de rémunération lié aux options levées	(1 719)
Juste valeur des options octroyées	20 554
Solde au 30 septembre 2005	67 578
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(152)
Coût de rémunération lié aux options levées	(3 269)
Juste valeur des options octroyées	12 895
Valeur comptable des bons de souscription échus ⁽¹⁾	5 384
Solde au 30 septembre 2006	82 436

(1) Le 13 juin 2006, 1 118 210 bons de souscription d'un des porteurs sont venus à échéance, engendrant un transfert de leur valeur comptable de 5 384 000 \$ des rubriques Bons de souscription au Surplus d'apport.

C) BONS DE SOUSCRIPTION

Dans le cadre de la conclusion d'un contrat d'impartition stratégique et d'une acquisition d'entreprise en 2001, la Société a octroyé des bons de souscription permettant aux porteurs d'acquérir jusqu'à 5 118 210 actions subalternes classe A. Les prix de levée ont été déterminés selon le cours de clôture moyen des actions subalternes classe A à une date donnée et durant un certain nombre de jours avant et après les dates respectives auxquelles les opérations ont eu lieu.

Outre les bons de souscription visant l'achat d'un maximum de 5 118 210 actions subalternes classe A mentionnés ci-dessus (les « bons de souscription initiaux »), la Société a émis à l'intention des

actionnaires majoritaires et de BCE des bons de souscription leur permettant d'acquérir au total un maximum de 3 865 014 actions subalternes classe A et 697 044 actions classe B conformément aux droits de préemption établis dans les statuts constitutifs de la Société selon des modalités essentiellement identiques à celles des bons de souscription initiaux.

Au 30 septembre 2006, tous ces bons de souscription étaient venus à échéance ou avaient été exercés.

11. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006			2005			2004		
	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION ⁽¹⁾ (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION
	\$		\$	\$		\$	\$		\$
	146 533	362 783 618	0,40	216 488	439 349 210	0,49	194 041	419 510 503	0,46
Options dilutives ⁽²⁾	–	1 224 463	–	–	1 077 743	–	–	1 994 835	–
Bons de souscription dilutifs ⁽²⁾	–	698 575	–	–	1 146 559	–	–	1 595 014	–
	146 533	364 706 656	0,40	216 488	441 573 512	0,49	194 041	423 100 352	0,46

(1) Les 108 374 400 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'année (14 924 560 en 2005 et aucune en 2004) ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

(2) Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscription dont l'effet est antidilutif puisque leur prix de levée est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 18 255 009, 22 140 883 et 13 194 520 pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004, respectivement. Le nombre de bons de souscription exclus était nul pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006 et de 2 113 041 pour les exercices terminés les 30 septembre 2005 et 2004, respectivement.

12. Amortissement

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations	35 138	41 420	46 804
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	14 914	14 502	9 633
Amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée (NOTE 6)	119 717	125 095	102 120
Radiation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée ⁽¹⁾	997	18 266	4 034
	170 766	199 283	162 591
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	24 294	28 314	29 734
Radiation des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présentée à titre de réduction des produits) ⁽¹⁾	2 308	3 336	–
	197 368	230 933	192 325
Amortissement des autres actifs à long terme (présenté dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et dans les intérêts sur la dette à long terme)	2 392	1 032	393
	199 760	231 965	192 718

(1) Les radiations des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée sont reliées à certains actifs dont le rendement est insuffisant et desquels aucun avantage futur n'est prévu.

13. Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Le 29 mars 2006, la Société a annoncé un plan de réorganisation affectant des membres localisés principalement à Montréal et à Toronto. Une part importante des suppressions de postes découle du fait que le volume de travail provenant de BCE est moins important que prévu. Au 30 septembre 2006, environ 1 000 postes ont été abolis. En vertu de l'accord signé le 12 janvier 2006 entre BCE et la Société, BCE a accepté de partager les coûts de cessation d'emploi applicables au-delà de 100 suppressions de postes, et sa contribution maximale a été établie à 10 000 000 \$.

Le montant qui sera engagé à la suite du plan de réorganisation s'élèvera approximativement à 90 000 000 \$, dont 57 000 000 \$ (déduction faite de la contribution de BCE) pour la cessation d'emploi et 33 000 000 \$ pour la consolidation et la fermeture d'installations. Le montant de 90 000 000 \$ sera réparti par segment comme suit : 70 300 000 \$ pour les services en TI, 8 000 000 \$ pour les services en GPA et 11 700 000 \$ pour le Siège social.

Le tableau suivant présente les détails des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques enregistrés dans les états des résultats au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2006 :

	CESSATION D'EMPLOI	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	TOTAL
	\$	\$	\$
Services en TI	50 734	12 747	63 481
GPA	2 343	315	2 658
Siège social	7 894	2 754	10 648
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	60 971	15 816	76 787
Contribution de BCE ⁽¹⁾	(9 521)	—	(9 521)
Total des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	51 450	15 816	67 266

(1) Au 30 septembre 2006, la Société recevra un montant de 2 177 000 \$ de BCE.

Le tableau suivant présente les composantes de la provision pour des frais de réorganisation, inclus dans la rémunération à payer, les crédetures et charges à payer, ainsi que les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme :

	CESSATION D'EMPLOI	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2005	—	—	—
Nouveaux frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	60 971	15 816	76 787
Écart de conversion	60	(33)	27
Paiements effectués en 2006	(52 429)	(9 027)	(61 456)
Tranche hors caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	(1 311)	(1 311)
Solde au 30 septembre 2006 ⁽¹⁾	8 602	5 445	14 047

(1) Du solde restant, 8 602 000 \$ sont inclus dans la rémunération à payer, 3 855 000 \$ sont inclus dans les crédetures et charges à payer et 1 590 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

14. Vente de droit

Le 15 juin 2005, la Société a conclu une entente avec une institution financière, en vertu de laquelle, en échange d'une contrepartie de 13 500 000 \$, la Société a cédé à cette institution financière le droit d'accès aux coopératives canadiennes de crédit (« coopératives de crédit »), clientes de la Société, dans le but de leur offrir ses solutions d'affaires. Une tranche de 2 500 000 \$ de cette contrepartie a été comptabilisée à titre de produits reportés à long terme, inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme, et sera imputée aux résultats lorsque certaines conditions seront remplies. Un montant additionnel pouvant aller jusqu'à un maximum de 10 000 000 \$

pourrait être reçu par la Société, selon le nombre de coopératives de crédit clientes qui feront la transition vers la solution d'affaires proposée par l'institution financière. La Société continuera à servir ou à travailler pour les coopératives de crédit avec ses solutions et méthodologies actuelles jusqu'à ce que la transition soit complétée. À la suite de cette transaction, les coûts liés à des contrats et les solutions d'affaires liés aux coopératives de crédit ont été dépréciés de 5 106 000 \$ et 4 495 000 \$, respectivement, et présentés à titre de dépense d'amortissement.

15. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts s'établit comme suit :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Exigibles	105 198	78 476	57 615
Futurs	(34 225)	35 650	55 626
	70 973	114 126	113 241

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné prévu par les lois fédérales et provinciales et il s'établit comme suit :

	2006	2005	2004
	%	%	%
Taux d'imposition statutaire du Canada	31,7	31,0	31,5
Effet des écarts des taux d'imposition provinciaux et étrangers	2,5	3,7	2,1
Bénéfice résultant du placement dans des filiales	(4,0)	(3,1)	(1,9)
Options sur actions non déductibles	1,9	1,9	2,9
Autres éléments non déductibles	1,0	0,3	0,8
Incidence sur le solde d'impôts futurs résultant du changement des taux d'imposition	(0,9)	–	–
Provision pour moins-value se rapportant aux économies d'impôts découlant des pertes	–	0,1	0,9
Autres	0,4	0,3	1,6
Taux d'imposition effectif	32,6	34,2	37,9

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit au 30 septembre :

	2006	2005
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Passifs liés aux intégrations et créditeurs et charges à payer	29 676	37 373
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	78 901	82 132
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	2 194	946
Rémunération à payer	21 516	19 263
Provision pour créances douteuses	1 359	2 241
Coût d'émission d'actions	1 394	2 865
Autres	5 766	4 628
	140 806	149 448
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	240 552	253 134
Travaux en cours	14 536	28 092
Écart d'acquisition	15 577	10 699
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	26 545	32 400
Autres	3 996	15 043
	301 206	339 368
Provision pour moins-value	24 641	27 507
Impôts futurs, montant net	(185 041)	(217 427)

Les impôts futurs sont classés comme suit :

	\$	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme	33 728	22 118
Actifs d'impôts futurs à long terme	25 127	46 601
Passifs d'impôts futurs à court terme	(30 384)	(47 163)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(213 512)	(238 983)
Passifs d'impôts futurs, montant net	(185 041)	(217 427)

Au 30 septembre 2006, la Société dispose de reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation totalisant 213 614 000 \$ venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2022. La Société a constaté des économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes de 78 901 000 \$ et a constaté une provision pour moins-value de 24 641 000 \$ en relation avec ces pertes dans la mesure où il a été établi que leur réalisation est improbable. Si cette provision pour moins-value se renverse, l'écart d'acquisition serait réduit d'approximativement 23 356 000 \$ et la dépense d'impôt sur le revenu serait réduite de 1 285 000 \$ approximativement.

Le bénéfice étranger de certaines filiales de la Société ne serait imposé que s'il était rapatrié au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôt futur sera constaté quand la Société estimera qu'elle récupérera ces revenus non distribués sous une forme imposable, telle qu'une vente de l'investissement ou en recevant des dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent ensuite être utilisées en tant que crédits d'impôt pour réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant.

16. Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt comptabilisés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 059 424	3 218 668	2 739 927
Crédits d'impôt (NOTE 3)	(62 903)	(67 110)	(62 531)
	2 996 521	3 151 558	2 677 396

17. Investissements dans les filiales et les coentreprises

Dans le cas de toutes les acquisitions d'entreprises, la Société a comptabilisé les résultats d'exploitation des entreprises à la date de la prise d'effet respective de chacune des acquisitions.

TRANSACTIONS EN 2006

A) ACQUISITIONS

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- Plaut Consulting SAS (« Plaut ») – Le 1^{er} juin 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une société française de conseil en gestion et en nouvelles technologies. Reconnue pour son expertise dans la mise en œuvre de solutions SAP, Plaut accompagne de nombreux grands groupes industriels dans leurs projets de transformation des organisations et des systèmes d'information.
- Pangaea Systems Inc. (« Pangaea ») – Le 1^{er} mars 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une entreprise de services en technologies de l'information située en

Alberta, au Canada. Pangaea est spécialisée en développement de solutions Internet et de services connexes pour le secteur public principalement, ainsi que pour les secteurs de l'énergie et des services financiers.

- ERS Informatique Inc. (« ERS ») – Le 7 avril 2006, l'une des coentreprises de la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'une société de services en technologie de l'information située au Québec, au Canada. ERS se spécialise dans le développement de logiciels d'applications, destinés principalement au secteur public. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La répartition des prix d'acquisition présentée ci-après constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La répartition définitive des prix d'acquisition devrait être établie dès que la direction de la Société aura recueilli toutes les informations importantes jugées disponibles et considérées comme nécessaires pour achever cette répartition.

	PLAUT	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(580)	(2 298)	(2 878)
Immobilisations	28	656	684
Relations clients et autres	5 565	358	5 923
Écart d'acquisition ⁽¹⁾	11 328	6 742	18 070
Prise en charge de la dette à long terme	–	(80)	(80)
Impôts futurs	1 698	738	2 436
	18 039	6 116	24 155
Prise en charge du découvert bancaire	(300)	(49)	(349)
Actifs nets acquis	17 739	6 067	23 806
Contrepartie			
Espèces	16 052	5 161	21 213
Soldes du prix d'acquisition	1 242	516	1 758
Coûts d'acquisition	445	390	835
	17 739	6 067	23 806

(1) L'écart d'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2006, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, la Société a établi une provision pour un montant de 936 000 \$, relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision pour un montant de 1 518 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions sont déjà remplies dans la structure existante.

B) CESSIONS

Le 31 décembre 2005, la Société a vendu ses actifs de commutation électronique à Everlink Payment Services Inc. pour une contrepartie en espèces de 27 559 000 \$. Les actifs nets vendus incluaient un écart d'acquisition de 13 172 000 \$ et la transaction a entraîné un gain de 10 475 000 \$.

C) SOLDE DES PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Pour American Management Systems, Incorporated (« AMS ») et COGNICASE Inc. (« Cognicase »), les éléments de passifs liés aux

intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2005	57 118	5 194	62 312
Ajustements de la provision initiale ⁽¹⁾	(10 188)	(1 688)	(11 876)
Écart de conversion	(998)	152	(846)
Payé pendant l'exercice 2006	(10 922)	(1 371)	(12 293)
Solde au 30 septembre 2006 ⁽²⁾	35 010	2 287	37 297

(1) Enregistrés comme diminution de l'écart d'acquisition.

(2) Du solde restant, 8 212 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 29 085 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

D) MODIFICATIONS DE LA RÉPARTITION DES PRIX D'ACQUISITION

La Société a révisé la répartition des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations et de l'encaisse de 4 477 000 \$, 8 661 000 \$ et 1 087 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients, de la dette à long terme et des éléments hors caisse du fonds de roulement de 325 000 \$, 463 000 \$ et 3 533 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 6 492 000 \$.

E) CONTREPARTIE DES PRIX D'ACQUISITION

Durant l'exercice 2006, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition liés aux acquisitions d'entreprises, qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 136 000 \$.

TRANSACTIONS EN 2005

A) ACQUISITIONS

La Société a augmenté sa participation dans l'une de ses coentreprises et a réalisé cinq acquisitions, dont les plus importantes ont été les suivantes :

- AGTI Services Conseils Inc. (« AGTI ») – Le 1^{er} décembre 2004, la Société a fait l'acquisition du solde restant des actions en circulation d'une entreprise montréalaise de services-conseils en technologies de l'information qui se spécialise dans le domaine des affaires et des TI, la gestion de projets et du changement et l'amélioration de la productivité. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat en plusieurs étapes. La Société détenait auparavant 49 % des actions en circulation d'AGTI et comptabilisait cet investissement en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle.
- MPI Professionals (« MPI ») – Le 10 août 2005, la Société a fait l'acquisition de la presque totalité des actifs de MPI, qui offre des services de gestion de projets dans le secteur des services financiers.
- Silver Oak Partners Inc. (« Silver Oak ») – Le 2 septembre 2005, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Silver Oak, qui est un important fournisseur de solutions de gestion des dépenses dans les secteurs public et commercial.

17. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La répartition des prix d'acquisition présentée ci-après constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de

la direction de la Société. La Société a complété subséquemment la répartition des prix d'acquisition et ces modifications sont présentées dans l'année suivant l'acquisition à la note d).

	AGTI	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(1 302)	(397)	(1 699)
Immobilisations	368	521	889
Logiciels internes	9	17	26
Solutions d'affaires	–	7 315	7 315
Relations clients et autres	17 493	7 918	25 411
Écart d'acquisition ⁽¹⁾	32 471	19 705	52 176
Impôts futurs	(4 561)	(2 272)	(6 833)
	44 478	32 807	77 285
Situation de trésorerie acquise	2 702	2 569	5 271
Actifs nets acquis	47 180	35 376	82 556
Contrepartie			
Espèces	47 067	26 707	73 774
Soldes du prix d'acquisition	–	8 450	8 450
Coûts d'acquisition	113	219	332
	47 180	35 376	82 556

(1) Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 5 649 000 \$.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2005, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, la Société a établi une provision pour un montant de 2 736 000 \$, relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision pour un montant de 1 637 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions sont déjà remplies dans la structure existante.

B) CESSIONS

Le 25 janvier 2005, la Société a cédé son investissement dans Nexxlink Technologies Inc. au prix de 6,05 \$ par action pour une contrepartie totale de 20 849 000 \$, entraînant un gain avant impôts de 4 216 000 \$. Cet investissement était comptabilisé auparavant selon la méthode de la valeur de consolidation, donnant lieu à un revenu d'investissement de 321 000 \$ et de 488 000 \$ en 2005 et 2004, respectivement.

Le 8 mars 2005, la Société a vendu les principaux actifs d'Entreprises Keyfacts Canada Inc. (« Keyfacts »), une filiale à part entière de la Société, pour une contrepartie totale de 3 524 000 \$ incluant une

balance de prix de vente de 1 000 000 \$, reçue en 2006. Les actifs nets cédés incluaient un écart d'acquisition de 2 082 000 \$. La transaction a donné lieu à une perte nette de 1 580 000 \$.

Le 10 mars 2005, la Société a vendu son unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit et de sa gamme de produits CyberSuite pour une contrepartie de 29 186 000 \$ (24 000 000 \$ US) incluant une balance de prix de vente de 2 189 000 \$ (1 800 000 \$ US). La vente de ces actifs nets, qui incluaient 14 070 000 \$ d'écart d'acquisition, a donné lieu à une perte nette de 1 419 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2005, un ajustement au prix de vente a été fait et a entraîné une augmentation de la perte nette de 296 000 \$ (239 000 \$ US) déduction faite d'une économie d'impôt de 174 000 \$ (140 000 \$ US) et une diminution de la balance de prix de vente de 470 000 \$ (379 000 \$ US). La balance de prix de vente a été perçue en 2006.

C) SOLDE DES PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2004	68 977	20 250	89 227
Ajustements à la provision initiale ⁽¹⁾	7 091	3 230	10 321
Écart de conversion	(4 458)	(1 096)	(5 554)
Payé pendant l'exercice 2005	(14 492)	(17 190)	(31 682)
Solde au 30 septembre 2005 ⁽²⁾	57 118	5 194	62 312

(1) Enregistrés comme augmentation de l'écart d'acquisition.

(2) Du solde restant, 21 596 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 40 716 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

D) MODIFICATIONS DE LA RÉPARTITION DES PRIX D'ACQUISITION

La Société a révisé la répartition des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, qui a donné lieu à une diminution nette des éléments hors caisse du fonds de roulement et des immobilisations de 23 080 000 \$ et 1 895 000 \$, respectivement, et une augmentation nette des actifs d'impôts futurs, des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme et des espèces de 6 227 000 \$, 17 648 000 \$ et 2 606 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 1 506 000 \$. De plus, un montant de 12 500 000 \$ d'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'AMS a été reclassé du secteur d'affaires des services en TI au secteur d'affaires de la GPA.

TRANSACTIONS EN 2004

A) ACQUISITIONS

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- AMS – Le 3 mai 2004, la Société a fait l'acquisition de toutes les actions en circulation d'AMS, un fournisseur de services-conseils en gestion et en TI qui offre ses services aux gouvernements, au secteur de la santé, aux institutions financières et aux sociétés de communications.
- Autres – Le 28 octobre 2003, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Apex Consulting Group Inc., une société offrant des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, en mettant l'accent sur l'amélioration des processus d'affaires et sur les nouvelles technologies. Le 14 janvier 2004, la Société a acquis certains éléments d'actif de GDS & Associates Systems Ltd, qui fournit des services d'intégration de systèmes et des services-conseils à des clients appartenant principalement au secteur gouvernemental.

17. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La répartition des prix d'acquisition présentée ci-après constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de

la direction de la Société. La Société a complété subséquemment la répartition des prix d'acquisition et ces modifications sont présentées dans l'année suivant l'acquisition à la note d).

	AMS	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(200 439)	(936)	(201 375)
Immobilisations	13 475	459	13 934
Logiciels internes	7 129	–	7 129
Solutions d'affaires	83 814	–	83 814
Licences de logiciels	7 916	–	7 916
Relations clients et autres	177 800	3 452	181 252
Autres actifs à long terme	3 881	–	3 881
Impôts futurs	13 659	12	13 671
Écart d'acquisition ⁽¹⁾	549 519	6 940	556 459
Prise en charge de la dette à long terme	–	(70)	(70)
Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme	(72 760)	–	(72 760)
	583 994	9 857	593 851
Situation de trésorerie acquise	616 237	224	616 461
Actifs nets acquis	1 200 231	10 081	1 210 312
Contrepartie			
Espèces	1 179 156	8 449	1 187 605
Coûts d'acquisition	21 075	612	21 687
Émission de 136 112 actions subalternes classe A ⁽²⁾	–	1 020	1 020
	1 200 231	10 081	1 210 312

(1) Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 35 749 000 \$.

(2) La valeur des actions émises en contrepartie de l'acquisition d'entreprise a été déterminée en fonction du prix de clôture moyen de l'action à la Bourse de Toronto sur une période raisonnable avant et après la date à laquelle les modalités du regroupement d'entreprises ont été acceptées et annoncées.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2004, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, elle a établi une provision pour un montant de 43 290 000 \$ relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision pour un montant de 96 981 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions sont déjà remplies dans la structure existante.

B) CESSIONS

La Société a vendu ses actifs afférents aux services d'information du groupe Services bancaires et investissement, une des divisions présentées dans les activités abandonnées, pour une contrepartie en espèces de 47 000 000 \$. Cette transaction a donné lieu à un gain à la cession de 11 217 000 \$ après impôts et une réduction de l'écart d'acquisition de 20 355 000 \$.

La Société a vendu trois autres divisions, qui étaient classées dans les activités abandonnées, pour une contrepartie totale de 40 350 000 \$, se composant de 17 560 000 \$ en espèces, d'un solde de prix de vente de 6 000 000 \$, d'un billet portant intérêt de 2 750 000 \$, de la prise en charge de passifs pour un montant de 540 000 \$ et de 13 500 000 \$ en actions ordinaires de Nexxlink Technologies Inc. Ces transactions ont entraîné une perte d'environ 1 400 000 \$.

La Société a vendu sa participation dans une coentreprise ainsi que des actifs d'une valeur négligeable pour une contrepartie en espèces de 4 260 000 \$, déduction faite de 4 235 000 \$ en espèces cédées. Ces transactions se sont traduites par un gain peu important.

C) SOLDE DES PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2003	41 029	9 580	50 609
Nouveaux passifs liés aux intégrations	43 102	96 360	139 462
Ajustements à la provision initiale ⁽¹⁾	678	(5 963)	(5 285)
Écart de conversion	(3 028)	(6 817)	(9 845)
Payé pendant l'exercice 2004	(12 804)	(72 910)	(85 714)
Solde au 30 septembre 2004 ⁽²⁾	68 977	20 250	89 227

(1) Enregistrés comme réduction de l'écart d'acquisition.

(2) Du solde restant, 37 631 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 51 596 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

D) MODIFICATIONS DE LA RÉPARTITION DES PRIX D'ACQUISITION

La Société a révisé la répartition des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, qui a donné lieu à une diminution nette de l'écart d'acquisition de 11 326 000 \$ ainsi qu'à

une augmentation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement, des actifs d'impôts futurs et d'une contrepartie reçue en espèces de 8 058 000 \$, 115 000 \$ et 3 153 000 \$, respectivement.

18. Activités abandonnées

Il n'y a pas eu d'activités abandonnées en 2006.

Le 8 mars 2005, la Société a cédé les principaux actifs de Keyfacts, une filiale à part entière de la Société. Keyfacts est un fournisseur de services de recherche et de récupération d'informations aux fins d'enquêtes.

De plus, le 10 mars 2005, la Société a vendu son unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit et sa gamme de produits CyberSuite, qui fournit des services administratifs bancaires de traitement de base aux coopératives de crédit aux États-Unis.

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Produits	–	17 495	77 930
Charges d'exploitation	–	12 585	56 955
Amortissement	–	610	3 708
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	–	4 300	17 267
Impôts sur les bénéfices	–	7 510	8 612
(Perte nette) bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	(3 210)	8 655
Liquidités nettes provenant des activités d'exploitation	–	759	2 924
Liquidités nettes provenant des activités d'investissement	–	–	1 174
Liquidités nettes affectées aux activités de financement	–	–	(30)
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées	–	759	4 068

Les activités abandonnées ont été incluses dans le secteur des services en GPA en 2005 et dans les deux secteurs, GPA et TI, en 2004. Au 30 septembre 2005, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées ont été réduites d'un gain à la cession avant impôts

de 5 012 000 \$ (17 267 000 \$ en 2004). De plus, les impôts sur les bénéfices ne présentent pas des taux d'impôt proportionnels aux bénéfices, car la vente inclut un écart d'acquisition de 16 152 000 \$ qui n'a pas de valeur fiscale (23 658 000 \$ en 2004).

19. Renseignements supplémentaires sur les coentreprises

La quote-part de l'exploitation des coentreprises revenant à la Société, incluse dans les états financiers consolidés, s'établit comme suit :

	2006	2005	
	\$	\$	
BILANS			
Actifs à court terme	41 646	53 559	
Actifs à long terme	16 407	19 429	
Passifs à court terme	18 285	29 069	
Passifs à long terme	2 029	7 226	
	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
ÉTATS DES RÉSULTATS			
Produits	90 122	86 916	138 570
Charges	82 191	78 011	129 923
Bénéfice net	7 931	8 905	8 647
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE			
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	1 578	28 634	5 247
Activités d'investissement	(13 955)	(23 205)	(17 008)
Activités de financement	1 430	8 147	599

CONTRAT DE LOCATION-FINANCEMENT

Le 1^{er} novembre 2002, l'une des coentreprises de la Société, agissant en tant que bailleur, a conclu avec l'un de ses principaux clients un contrat de location d'une durée de 50 mois portant sur des actifs liés à la technologie et à des systèmes informatiques, dans le cadre d'un contrat d'impartition en cours. Le contrat de location a été comptabilisé en tant que contrat de location-financement. Au 30 septembre 2006,

la tranche restante de 1 796 000 \$ est comprise dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme. Au 30 septembre 2005, 12 434 000 \$ étaient inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme et 1 788 000 \$ inclus dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme. Le taux d'intérêt effectif du contrat de location s'établit à 5,02 %.

20. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Débiteurs	6 771	62 687	41 151
Travaux en cours	14 659	(1 150)	(25 211)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	(12 010)	13 921	1 238
Créditeurs et charges à payer	(16 956)	(89 503)	(96 537)
Rémunération à payer	3 699	(3 601)	(39 143)
Produits reportés	(14 848)	13 519	16 892
Impôts sur les bénéfices	11 314	(6 449)	(109 766)
	(7 371)	(10 576)	(211 376)

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie liées aux activités poursuivies s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	(3 006)	–	–
Créditeurs et charges à payer	(524)	7 185	–
Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme	–	–	7 583
	(3 530)	7 185	7 583
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises	–	–	(1 020)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises	–	–	13 500
Acquisitions d'immobilisations	–	–	(1 393)
Païement des coûts liés à des contrats	–	–	(7 583)
Produit tiré de cessions d'actifs incorporels à durée de vie limitée	3 006	(11 050)	(13 500)
	3 006	(11 050)	(9 996)
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	–	11 050	1 393
Émission d'actions	–	–	1 020
Rachat d'actions subalternes classe A	524	(7 185)	–
	524	3 865	2 413

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Intérêts payés	40 255	17 965	21 477
Impôts sur les bénéfices payés	61 365	66 534	143 405

21. Information sectorielle

La Société compte les deux secteurs d'affaires suivants (outre l'unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en GPA. L'orientation de ces secteurs est présentée ci-dessous :

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Les professionnels et les centres d'excellence de la Société situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde

fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires aux clients de la Société dans le cadre de modèle de la Société de prestation des services à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.

- Le secteur des services en GPA gère des processus d'affaires pour le secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que des services en gestion de la paie et des documents.

21. Information sectorielle (suite)

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion :

	2006			
	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
Produits	3 061 513	416 110	–	3 477 623
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente d'actifs, frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾	334 044	55 207	(78 915)	310 336
Total de l'actif	2 861 325	599 021	231 686	3 692 032

(1) L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 165 522 000 \$, 22 556 000 \$ et 11 682 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2006.

	2005			
	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
Produits	3 239 656	446 330	–	3 685 986
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées ⁽¹⁾	360 379	70 401	(84 635)	346 145
Total de l'actif	2 938 386	676 626	371 647	3 986 659

(1) L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 191 002 000 \$, 30 921 000 \$ et 10 042 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2005.

	2004			
	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
Produits	2 721 306	428 764	–	3 150 070
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente et participation dans un placement dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées ⁽¹⁾	326 043	72 394	(88 354)	310 083
Total de l'actif	3 283 949	708 649	323 917	4 316 515

(1) L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 168 931 000 \$, 15 904 000 \$ et 7 883 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2004.

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction des secteurs d'affaires :

	2006	2005
	\$	\$
Immobilisations		
Services en TI	77 155	70 693
GPA	12 584	15 595
Siège social	30 293	30 100
	120 032	116 388

Les conventions comptables des secteurs sont identiques à celles décrites à la rubrique Sommaire des principales conventions comptables (se reporter à la note 2). Les montants sont présentés déduction faite

des ventes et des transferts intersectoriels, lesquels sont mesurés de la même manière que si ces ventes et transferts avaient eu lieu avec un tiers.

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente, par région, l'information sur le marché en fonction de l'emplacement des clients :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Produits			
Canada	2 092 026	2 211 191	2 161 818
États-Unis	1 151 260	1 195 346	797 411
Europe et Asie-Pacifique	234 337	279 449	190 841
	3 477 623	3 685 986	3 150 070

Les immobilisations et l'écart d'acquisition ne sont pas présentés par région géographique puisque cette information n'est pas utilisée pour produire les états financiers à vocation générale. Toutes les

unités d'affaires de la Société se partagent les immobilisations, il est donc impossible de présenter l'information géographique pour les immobilisations et l'écart d'acquisition.

22. Opérations entre apparentés

Au 30 septembre 2005, BCE exerçait une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société en raison de sa participation de 29,75 % et du volume d'activités provenant de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées. Le 16 décembre 2005, la Société a conclu une entente avec BCE, qui a été finalisée le 12 janvier 2006, pour le rachat de 100 000 000 d'actions subalternes classe A de la Société. En conséquence, BCE a perdu son

influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société. Durant la période comprise entre le 1^{er} octobre 2005 et le 12 janvier 2006, la Société a généré des revenus de 126 108 000 \$ et acheté des services de BCE pour un montant de 26 471 000 \$. Au cours de l'exercice 2006, le volume d'activités provenant de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées représente 11,9 % des produits de la Société.

Les opérations et les soldes des exercices antérieurs, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2005	2004
	\$	\$
Produits	526 935	516 968
Achats de services	121 184	99 881
Débiteurs	21 632	16 730
Travaux en cours	14 209	5 894
Coûts liés à des contrats	14 103	17 916
Créditeurs et charges à payer	1 018	8 343
Produits reportés	1 978	1 249

Dans le cours normal de ses activités, la Société est aussi partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI.

La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Produits	100 994	102 699	94 607
Débiteurs	9 490	4 112	3 622
Travaux en cours	1 528	1 290	1 988
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	—	2 019	1 815
Coûts liés à des contrats	16 239	17 301	19 696
Créditeurs et charges à payer	147	1 254	1 113
Produits reportés	509	—	946

22. Opérations entre apparentés (suite)

Le 5 décembre 2005, la Société a loué un avion privé pour ses besoins d'affaires auprès d'une société de location, laquelle l'avait acquis d'une société en commandite dont l'administrateur de la Société est

le seul commanditaire. La transaction a été effectuée à la valeur d'échange, qui a été corroborée par un rapport indépendant à la date de la transaction.

23. Avantages sociaux des employés

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

Bureau d'expertise des assureurs Itée (Underwriters Adjustment Bureau Ltd. ou « UAB ») offrait un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour les anciens employés d'UAB qui sont à la retraite. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 6 117 000 \$ et 6 584 000 \$, aux 30 septembre 2006 et 2005. Il n'y avait aucune charge connexe pour les exercices se terminant les 30 septembre 2006, 2005 et 2004.

Avec l'acquisition d'AMS, la Société a assumé un fonds de pension à contributions déterminées. La charge totale du fonds de pension pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004 est de 4 076 000 \$, 5 373 000 \$ et 2 059 000 \$, respectivement.

La Société adhère à un plan à contributions déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. La Société contribue dans une même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par année. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2006, 2005 et 2004, la Société a contribué pour des montants de 4 697 000 \$, 5 634 000 \$ et 2 784 000 \$, respectivement.

La Société adhère à un régime de rémunération différée pour certains membres de la direction situés aux États-Unis. Une fiducie a été établie pour que les actifs du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers de la Société. Ces actifs, composés de placements, changent de valeur selon les contributions des employés et les variations de valeur des placements. Le changement dans la valeur du passif lié au régime est égal au changement dans la valeur d'actif.

24. Engagements, éventualités et garanties

A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2006, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates et visant principalement la location de locaux et de matériel

informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffraient à environ 1 134 709 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2007	205 174
2008	155 286
2009	117 886
2010	94 953
2011	73 025

La Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 202 939 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices s'échelonnent comme suit :

	\$
2007	66 714
2008	35 749
2009	44 519
2010	31 716
2011	14 795

B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de litiges qui proviennent du cours normal des affaires. La Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur ses résultats des opérations ou sur sa continuité d'exploitation.

C) GARANTIES

VENTE D'ACTIFS ET CESSIION D'ENTREPRISES

Dans le cadre de vente d'actifs et de cession d'entreprises, la Société peut être obligée d'effectuer des paiements auprès de contreparties, par suite de violations de déclarations et garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle et de poursuites intentées contre des contreparties. Bien

que certaines conventions limitent le montant maximal à verser à un total approximatif de 108 500 000 \$, d'autres engagements ne fixent pas de plafond quant au montant, ni de limite quant à la durée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé pour de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de l'issue d'événements futurs dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2006. La Société ne s'attend pas à verser des paiements, en vertu de ces garanties, qui auraient une incidence négative importante sur ses états financiers consolidés.

CONTRATS AVEC LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats font l'objet d'exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences gouvernementales enquêtent afin de s'assurer que les opérations de la Société sont conduites selon les exigences requises. En règle générale, le gouvernement peut changer la portée ou mettre fin à ces contrats à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un projet important avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats des opérations et sur la situation financière de la Société.

25. Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer sa position de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

JUSTE VALEUR

Aux 30 septembre 2006 et 2005, la juste valeur estimative des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des travaux en cours et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable respective.

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme, à l'exception des notes principales en devises américaines et non garanties, ne sont pas sensiblement différentes de leur valeur comptable respective aux 30 septembre 2006 et 2005.

La juste valeur des notes principales en devises américaines et non garanties, évaluée en escomptant des flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes maturités et conditions, est de 204 593 000 \$.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sera importante.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui exposent la Société aux concentrations du risque de crédit consistent en des quasi-espèces et des débiteurs. Les quasi-espèces comprennent principalement des placements à court terme comme des dépôts de marché monétaire. La Société a déposé des

AUTRES TRANSACTIONS

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En général, la Société serait seulement responsable du montant des cautionnements de soumission si la Société refuse d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. En date du 30 septembre 2006, la Société a fourni pour un total de 72 923 000 \$ de ces garanties. La Société estime qu'elle se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et que l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ou sur sa situation financière.

De plus, la Société s'est engagée à fournir une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, au terme du contrat de location.

quasi-espèces dans des institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de pertes est négligeable. La Société a des débiteurs provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, la fabrication et les services publics, et ils ne sont pas concentrés dans un secteur géographique spécifique. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques qui peuvent avoir une incidence sur les débiteurs. La direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique représente un risque de crédit important. La concentration du risque de crédit relative aux débiteurs est limitée étant donné la vaste étendue de la clientèle de la Société.

RISQUE DE CHANGE

La Société exerce des activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement avec la dette étrangère et des contrats de change. En 2004, la Société a désigné des notes principales en devises américaines et non garanties de 192 000 000 \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes pour lesquelles les gains ou les pertes découlant de l'écart de conversion ont été comptabilisés à même l'écart de conversion. Les gains ou les pertes réalisés et non réalisés sur ces instruments financiers ont également été comptabilisés sous cette même rubrique puisqu'ils se qualifient pour la comptabilité de couverture.

Aux 30 septembre 2006, 2005 et 2004, aucun contrat de change n'était en vigueur. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés en ce qui a trait aux contrats à terme pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006 n'ont pas été importants.

25. Instruments financiers (suite)

Les bilans consolidés incluent les actifs financiers significatifs en devises comme les espèces et quasi-espèces et les débiteurs aussi bien que des passifs financiers importants en devises comme les créditeurs et charges à payer de 114 449 000 \$, 180 646 000 \$ et 174 138 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2006 (116 238 000 \$, 173 686 000 \$ et 162 167 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2005). Au

30 septembre 2006, les espèces et quasi-espèces, les débiteurs et les créditeurs et charges à payer libellés en dollars américains sont de 27 179 000 \$ US, 122 566 000 \$ US et 114 812 500 \$ US, respectivement. À la même date, les espèces et quasi-espèces, les débiteurs et les créditeurs et charges à payer libellés en euros sont de 25 990 000 €, 19 330 000 € et 19 685 500 €, respectivement.

26. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Rapprochement du bénéfice net :			
Bénéfice net – PCGR du Canada	146 533	216 488	194 041
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	–	20 554	25 559
Bons de souscription (ii)	1 405	1 405	1 405
Rémunération non gagnée (iii)	–	–	(794)
Autres	1 238	(665)	(1 999)
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	149 176	237 782	218 212
Bénéfice de base et dilué par action – PCGR des États-Unis	0,41	0,54	0,52
Rapprochement des capitaux propres :			
Capitaux propres – PCGR du Canada	1 748 020	2 494 690	2 461 862
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	58 411	58 411	37 857
Bons de souscription (ii)	(5 075)	(6 480)	(7 885)
Rémunération non gagnée (iii)	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration (iv)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition (v)	28 078	28 078	28 078
Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable (vi)	9 715	9 715	9 715
Autres	(8 225)	(9 463)	(8 798)
Capitaux propres – PCGR des États-Unis	1 820 624	2 564 651	2 510 529

(i) Rémunération à base d'actions

En vertu des PCGR du Canada, la rémunération d'employés à base d'actions a été comptabilisée selon la méthode de la juste valeur depuis le 1^{er} octobre 2004. Selon les PCGR des États-Unis, le *Statement of Financial Accounting Standard* (« SFAS ») No. 123 (révisé en 2004), *Share-Based Payment*, ne nécessite pas l'adoption de cette méthode avant les périodes intermédiaires débutant le ou après le 15 juin 2005. Les ajustements de 2005 et 2004 représentent la charge enregistrée dans les bénéfices nets consolidés selon les PCGR du Canada puisqu'aucune charge similaire n'a été enregistrée ou requise selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1^{er} octobre 2005, il n'y a aucune différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

(ii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la

méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2006, 2005 et 2004 reflètent la contre-passation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, considérée comme une réduction des résultats nets consolidés en vertu des PCGR du Canada.

(iii) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les options sur actions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis et qui ont été accordées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'ont pas été enregistrées. L'ajustement reflète la valeur intrinsèque des options sur actions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis (se reporter à l'alinéa (v) ci-dessous) qui aurait été enregistrée comme composante distincte des capitaux propres à l'égard des PCGR des États-Unis. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative restante d'acquisition future des droits.

(iv) Coûts d'intégration

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, à certaines conditions. En vertu des PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation aux résultats nets consolidés, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 2001, enregistrée à l'égard des PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(v) Écart d'acquisition

L'ajustement au titre des capitaux propres de l'écart d'acquisition est principalement le résultat de la différence dans la valeur attribuée aux options sur actions accordées aux employés d'IMRglobal Corp. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours pour lesquelles les droits sont acquis est enregistrée comme partie intégrante de la répartition du prix d'acquisition, tandis qu'en vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions accordées à la suite de l'acquisition d'entreprises pour lesquelles les droits sont, ou ne sont pas, acquis est enregistrée. Se reporter à l'alinéa (iii) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

(vi) Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du Manuel de l'ICCA, *Impôts sur les bénéfices*. Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions du SFAS No. 109, *Accounting for Income Taxes*, publié par le *Financial Accounting Standards Board* (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a enregistré un ajustement pour refléter l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui se traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a enregistré ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. En vertu des PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

(vii) Résultat étendu

Les autres éléments du résultat étendu cumulé sont composés uniquement des écarts de conversion découlant du processus de conversion des états financiers des filiales étrangères.

Le tableau qui suit présente le résultat étendu, comptabilisé conformément aux recommandations du SFAS No. 130 du FASB, *Reporting Comprehensive Income* :

	2006	2005	2004
	\$	\$	\$
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	149 176	237 782	218 212
Autre élément du résultat étendu :			
Écart de conversion	(38 440)	(92 124)	(69 157)
Résultat étendu	110 736	145 658	149 055

(viii) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées, et les entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2006 et 2005 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 19). Conformément aux pratiques prescrites par la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC ») des États-Unis, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

(ix) Coûts d'émission d'actions

Comme le permettent les PCGR du Canada, les coûts d'émission d'actions de la Société sont imputés aux bénéfices non répartis. Aux fins des PCGR des États-Unis, les coûts d'émission d'actions sont constatés à titre de réduction du produit tiré de l'émission de capital-actions.

(x) Modifications comptables récentes et futures

En mars 2005, le FASB a publié l'interprétation FASB No. 47, (« FIN 47 »), *Accounting for Conditional Asset Retirement Obligations, an interpretation of SFAS No. 143*. FIN 47 exige de comptabiliser un passif correspondant à la juste valeur de l'obligation conditionnelle liée à la mise hors service d'immobilisations au moment où il est constaté et si sa valeur peut être raisonnablement estimée. L'adoption de FIN 47 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

En juillet 2006, le FASB a publié l'interprétation FASB No. 48 (« FIN 48 »), *Accounting for Uncertainty in Income Taxes*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 15 décembre 2006 ou après cette date. FIN 48 établit la comptabilisation des impôts sur les bénéfices en déterminant le niveau minimal qu'une provision d'impôt doit atteindre afin d'être comptabilisée aux états financiers. L'interprétation donne également des indications quant au renversement, à la mesure, à la classification, aux intérêts et pénalités, à la comptabilisation pour les périodes intermédiaires, à la présentation ainsi qu'aux règles transitoires. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés mais ne prévoit pas que cette incidence sera importante.

Renseignements à l'intention des actionnaires

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 :
GIB.A
Bourse de New York, octobre 1998 :
GIB

Nombre d'actionnaires inscrits au
30 septembre 2006 : 2 849

Nombre d'actions en circulation au 30 septembre 2006 :
297 484 885 actions subalternes classe A
34 208 159 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du 1^{er} octobre 2005 au
30 septembre 2006 :
Bourse de Toronto (\$CAN) : 9,94 / 6,50
Bourse de New York (\$US) : 8,53 / 5,70

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de CGI concernant la qualité de la divulgation financière de la Société selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com). Les attestations similaires selon la Règle 13a-14 de la *Securities Exchange Act of 1934* et de l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des États-Unis figurent en annexe à notre rapport 40F déposé sur EDGAR (www.sec.gov). La Société a également déposé auprès de la Bourse de New York l'attestation exigée par l'article 303A.12 du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie d'entreprise ne diffèrent pas de façon significative de celles qui incombent aux sociétés américaines aux termes des conditions d'inscription à la cote de la Bourse de New York. Ces pratiques sont indiquées dans la Circulaire de la direction de CGI qui est déposée auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Ce document est disponible sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le site de EDGAR au www.sec.gov, respectivement, ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute autre information financière, veuillez communiquer avec :

Lorne Gorber
Vice-président, Communications et relations avec les investisseurs
Groupe CGI inc.
1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada
Tél. : (514) 841-3200

Vous pouvez aussi nous joindre par courrier électronique à l'adresse suivante : ir@cgi.com, ou en consultant la section « Investisseurs » de notre site Internet : www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mardi 30 janvier 2007
à 11 heures
Hôtel Omni Mont-Royal
Salon Les saisons
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de CGI sera diffusée en direct à l'adresse : www.cgi.com. Les actionnaires désirant voter par téléphone ou sur Internet pourront le faire en suivant les directives contenues dans la circulaire de la direction 2006 de CGI.

Ce rapport annuel est disponible sur notre site Internet :
www.cgi.com.

CGI's 2006 annual report is available in English.



Sources Mixtes
Produit issu de forêts bien gérées
et d'autres sources maîtrisées

Cert no. SW-COC-952
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council



_la force de l'engagement

www.cgi.com